Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026111-DE

République Française

SAINTE MARIE LA MER

Extrait de délibération du Conseil Municipal
Commune de SAINTE MARIE LA MER (66470)

Séance du lundi 21 septembre 2026

Nombre de conseillers	En exercice	Présents	Procurations	Absents
	27	26	01	00

L'an deux mille vingt-six, le lundi vingt-et-un septembre à dix-huit heures trente, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de Sainte Marie la Mer, dûment convoqué, en session ordinaire, Salle du Conseil Municipal à la Médiathèque « Victor Hugo », sous la présidence de Monsieur Edmond JORDA, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 septembre 2026.

PRESENTS : Edmond JORDA, Christine MEYA, Alexandre LECAT, Paule BOBO-SENYORICH, Nicolas FIGUERES, France LEROY-PERALS, Alexandre TABARY, Jean-Louis BONNES, Jean-Louis BOLTE, Michelle PLANEILLES, Michel VILA, Éric PLANES, Pierre FERNANDEZ, Sophie ROCHE, Cyril DANJOU, Chrystelle FONT, Isabelle MARTINEZ, Sonia CLASTRIER, David ALDA, Angélique BOUCHARD, Julien TRESSENS, Laurence SOURRIBES, Marie VALETTE, Dimitri PIACENTINI, Manuela DESABLIN, Christophe MARTY,

ABSENTS : Néant,

PROCURATIONS : Odile LOOBUYCK-TETART donne procuration à Christine MEYA,

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Laurence SOURRIBES,

Délibération n° DL-DGS-2026-111

Approbation du procès-verbal de la séance du 03 août 2026

Rapporteur : Edmond JORDA

Le rapporteur :

Vu la transmission du procès-verbal du 03 août 2026, ci-annexé ;

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026111-DE

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité, par 25 voix POUR et 2 voix CONTRE :

- **APPROUVE** ce document ;

- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet, publiée et affichée conformément aux règlements en vigueur.

AINSI DÉLIBÉRÉ LES JOURS, MOIS ET AN SUSDITS
AU REGISTRE FIGURENT LES SIGNATURES POUR COPIE CONFORME

Résultat du vote :

Adopté à majorité

- POUR : 25
- CONTRE : 2
- ABSTENTION : 0



Edmond JORDA
Maire de Sainte Marie la Mer

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. La présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de MONTPELLIER. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr"

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026111-DE

République Française

Sainte Marie La Mer

CONSEIL MUNICIPAL
du Lundi 03 août 2026
à 18h30

PROCÈS VERBAL

Nombre de conseillers	En exercice	Présents	Procurations	Absents
	27	21	05	01

L'an deux mille vingt-six, le lundi trois août à dix-huit heures trente, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de Sainte Marie la Mer, dûment convoqué, en session ordinaire, Salle du Conseil Municipal à la Médiathèque « Victor Hugo », sous la présidence de Monsieur Edmond JORDA, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 28 juillet 2026.

PRESENTS : Edmond JORDA, Christine MEYA, Alexandre LECAT, France LEROY-PERALS, Odile LOOBUYCK-TETART, Jean-Louis BONNES, Jean-Louis BOLTE, Michelle PLANEILLES, Michel VILA, Éric PLANES, Sophie ROCHE, Cyril DANJOU, Isabelle MARTINEZ, Sonia CLASTRIER, Angélique BOUCHARD, Julien TRESSENS, Laurence SOURRIBES, Marie VALETTE, Dimitri PIACENTINI, Manuela DESABLIN, Christophe MARTY,

ABSENTS : Nicolas FIGUERES,

PROCURATIONS : Paule BOBO-SENYORICH donne procuration à Christine MEYA,
Alexandre TABARY donne procuration à Alexandre LECAT,
Pierre FERNANDEZ donne procuration à Michel VILA,
Chrystelle FONT donne procuration à Edmond JORDA,
David ALDA donne procuration à Jean-Louis BONNES,

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Laurence SOURRIBES,

NB : les débats ne sont pas retranscrits mot à mot, mais en substance.

Approbation du procès-verbal de la séance du 22 juin 2026

Rapporteur : Edmond JORDA

Le rapporteur :

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026111-DE

Le rapporteur soumet à l'approbation de l'Assemblée le procès-verbal de la séance du 22 juin 2026.

Débats et observations :

Au cours des débats, M. Christophe MARTY, représentant du groupe « Renouveau pour Sainte Marie la Mer », intervient pour signaler que les débats figurant au procès-verbal ne sont pas retranscrits dans leur intégralité.

Monsieur le Maire rappelle que, conformément au cadre légal, le procès-verbal a pour objet de retracer la substance des échanges et n'a pas vocation à constituer une retranscription mot à mot des débats.

Néanmoins, en réponse à la demande de M. MARTY concernant la question relative à la cotisation à l'AMF66, Monsieur le Maire indique qu'il sera fait droit à cette précision : le procès-verbal sera complété afin d'y faire figurer explicitement le montant de la cotisation annuelle versée par la commune à l'AMF66.

Vu la transmission du procès-verbal du 22 juin 2026, ci-annexé ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, avec 26 voix POUR :

- **APPROUVE** le procès-verbal de la séance du 22 juin 20026, intégrant la modification relative au montant de la cotisation annuelle due à l'AMF66 ;
- **ACTE** que la version rectifiée du procès-verbal sera annexée au Registre des délibérations ;
- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet, publiée et affichée conformément aux règlements en vigueur.

Avis du Conseil Municipal sur le Projet de Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles – inondation (PPRNP-i)

Rapporteur : Alexandre LECAT

Par courrier en date du 15 juin 2026, Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales a sollicité l'avis de la commune de SAINTE-MARIE-LA-MER sur le projet de révision du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'Inondation (PPRNP-i), établi conformément aux dispositions des articles L. 562-1 et suivants du Code de l'environnement.

Cette consultation constitue une étape essentielle de la procédure d'élaboration du plan et offre à la commune l'opportunité de formuler ses observations sur un document appelé à encadrer durablement les conditions d'aménagement, de développement et de renouvellement de son territoire.

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026111-DE

Le Conseil municipal tient, en premier lieu, à réaffirmer sc
politiques publiques de prévention des risques naturels. Face aux effets désormais avérés du changement climatique, à l'intensification des épisodes météorologiques extrêmes et à la vulnérabilité particulière des territoires littoraux méditerranéens, la prévention des risques constitue une exigence majeure de sécurité publique qui relève conjointement de la responsabilité de l'État et des collectivités territoriales.

La commune de SAINTE-MARIE-LA-MER est directement concernée par ces enjeux. Située sur le littoral méditerranéen, à proximité de la Têt, des zones humides et des espaces lagunaires, elle est naturellement exposée au risque d'inondation, qu'il résulte des débordements de cours d'eau, du ruissellement ou des phénomènes de submersion marine.

Depuis de nombreuses années, la commune conduit une politique volontariste visant à renforcer la résilience de son territoire et à réduire la vulnérabilité des personnes et des biens.

Cette politique se traduit notamment par :

- L'amélioration progressive des réseaux d'évacuation des eaux pluviales ;
- La prise en compte de la gestion des eaux dans les opérations d'aménagement et de requalification des espaces publics ;
- La préservation des espaces naturels participant au fonctionnement hydraulique du territoire ;
- Les opérations de renouvellement urbain favorisant la réduction de la vulnérabilité du bâti existant ;
- La modernisation des dispositifs de gestion de crise et d'information des populations ;
- L'intégration de la prévention des risques dans les documents de planification et les projets d'aménagement.

Le Conseil municipal considère ainsi que le Plan de Prévention des Risques constitue un outil indispensable pour assurer la protection des populations et des biens.

Toutefois, cette reconnaissance de son utilité ne saurait conduire à considérer le projet soumis à consultation comme exempt d'améliorations. L'objet du présent avis n'est nullement de remettre en cause la réalité de l'aléa ni les études hydrauliques ayant conduit à son élaboration. La commune ne sollicite pas davantage une diminution artificielle du niveau de risque.

Sa démarche consiste, au contraire, à rechercher la meilleure articulation possible entre :

- Les objectifs de sécurité publique poursuivis par l'État ;
- Les réalités urbaines, économiques et environnementales propres à Sainte-Marie-la-Mer ;
- Les documents de planification en vigueur, notamment le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi-D) ;
- Les opérations de renouvellement urbain et de réduction de la vulnérabilité ;
- Les objectifs nationaux de sobriété foncière et de lutte contre l'artificialisation des sols ;
- Le maintien d'un développement maîtrisé, compatible avec les spécificités d'une commune littorale.

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026111-DE

En effet, le PPRNP-i ne constitue pas un document autonome ensemble cohérent de politiques publiques comprenant notamment le Plan Local d'Urbanisme intercommunal, le Schéma de Cohérence Territoriale, les objectifs de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains, les dispositions relatives au Zéro Artificialisation Nette, ainsi que les projets de renouvellement urbain et d'aménagement engagés sur le territoire communal.

Le Conseil municipal estime qu'un document de prévention des risques gagne en efficacité lorsqu'il s'articule avec ces différents outils de planification. À l'inverse, une approche strictement réglementaire est susceptible de créer des incohérences, de compromettre des opérations permettant pourtant une réduction effective de la vulnérabilité et de limiter les capacités d'adaptation du territoire aux enjeux climatiques.

Les observations formulées par la commune s'inscrivent ainsi dans une démarche constructive et de dialogue avec les services de l'État. Elles poursuivent un triple objectif :

- Améliorer la cohérence territoriale du projet de PPRNP-i ;
- Assurer une meilleure articulation entre prévention des risques et politiques d'aménagement ;
- Renforcer la sécurité juridique et l'applicabilité du futur règlement.

À cet égard, plusieurs observations sont formulées. Elles portent notamment sur :

- Les possibilités de changement de destination des granges situées dans le centre ancien;
- Les conditions de création et de mise hors d'eau des garages ;
- La possibilité d'urbaniser certaines dents creuses situées en zone urbaine classée en zone orange ;
- Les modalités de mise en œuvre des diagnostics ou auto-diagnostics de vulnérabilité ;
- Plusieurs observations relatives à la cartographie des enjeux et à la délimitation de certains secteurs ;
- L'extension du périmètre du centre urbain afin de mieux traduire la réalité du tissu bâti existant ;
- L'extension du périmètre du projet portuaire, compte tenu de son rôle structurant pour le développement économique communal ;
- La prise en compte du Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) Canet-en-Roussillon – Sainte-Marie-la-Mer – Têt Med ;
- Les conditions de mise en œuvre des opérations de renouvellement urbain contribuant à la réduction de la vulnérabilité.

L'ensemble de ces observations est détaillé dans l'annexe jointe à la présente délibération. Elles ne remettent nullement en cause les objectifs poursuivis par le projet de PPRNP-i. Elles visent au contraire à améliorer sa cohérence, sa lisibilité, sa sécurité juridique et son applicabilité, afin de concilier durablement la protection des populations, l'adaptation au changement climatique et le développement maîtrisé de la commune de SAINTE-MARIE-LA-MER.

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026111-DE

Synthèse des échanges et débats

- ***Question – M. Dimitri PIACENTINI :*** *Souligne que le courrier du Préfet daté du 29 juin souleverait une problématique juridique quant au non-respect de l'échéancier des dates.*
- ***Réponse – M. le Maire :*** *Précise qu'il n'y a aucun vice ou problème juridique. Le Préfet sollicite uniquement la consultation et l'avis de la commune sans imposer un ordre de convocation impératif à une date précise.*
- ***Question – M. Dimitri PIACENTINI :*** *Interroge sur l'incohérence perçue quant à la création d'équipements sportifs sur les parcelles AY 83 et AY 84 (Emplacement réservé n°8) et demande ce qu'il adviendra du stade actuel et des jardins familiaux.*
- ***Réponse – M. le Maire :*** *Rappelle le principe de hiérarchie des normes. La commune sollicite la possibilité de créer un stade à cet emplacement. En cas d'autorisation, les jardins familiaux seront délocalisés vers d'autres terrains de la commune sans difficulté. Le stade actuel conservera sa vocation d'équipement sportif (permettant un éventuel agrandissement de la salle David Douillet.*
- ***Question – M. Christophe MARTY :*** *Signale que l'inscription directe de l'école et du pôle médical sur la carte peut poser problème dans la mesure où ces structures n'existent pas encore.*
- ***Réponse – M. le Maire :*** *Propose, dans un souci de clarté, d'ajuster les intitulés de la carte pour faire figurer explicitement les mentions « future école primaire » et « futur pôle médical ».*
- ***Question – M. Christophe MARTY :*** *Fait remarquer une incohérence sur la figure 9 présentant une extension du centre urbain orientée vers le stade.*
- ***Réponse – M. le Maire :*** *Indique qu'il s'agit d'une erreur matérielle et que le secteur du stade sera retiré de ce tracé d'extension.*
- ***Question – M. Dimitri PIACENTINI :*** *Demande des précisions sur la délimitation retenue pour le périmètre portuaire.*
- ***Réponse – M. le Maire :*** *Précise que le périmètre est strictement limité à la zone portuaire aménagée, sans inclure les 7 hectares dévolus à la zone de compensation.*
- ***Question – MM. Dimitri PIACENTINI et Christophe MARTY :*** *Interrogent Monsieur le Maire sur la formulation « développement urbain », estimant que cette formulation laisse supposer une extension urbaine notamment sur la zone du centre de vacances CCAS.*
- ***Réponse – M. le Maire :*** *Précise que la zone du centre de vacances du CCAS, comprend actuellement 108 logements et une grande salle. M. le Maire rappelle qu'il est regrettable de constater la fermeture de ce site en période hivernale alors que la commune fait face à une pénurie de logements, contraignant les jeunes à s'éloigner et empêchant les aînés de se maintenir sur le village. Il indique qu'il ne s'agit pas d'une extension mais d'une* ***opération de renouvellement urbain****, menée dans le cadre d'un travail de conventionnement avec Monsieur le Préfet via un dispositif d'Opération de Renouvellement Urbain ayant pour effet de Réduire la Vulnérabilité (ORURV). Ce dispositif d'urbanisme réglementaire est utilisé dans les zones inondables pour permettre de construire ou de réaménager des espaces urbains, tout en diminuant l'exposition aux risques naturels. Le projet nécessiterait des étapes de désimperméabilisation, d'études hydrauliques et de sol, de désamiantage ainsi que la démolition des logements existants afin de pouvoir reconstruire un nombre adapté de logements tout en réduisant la vulnérabilité globale du site. Une estimation du terrain sera demandée à France Domaines.*

M. le Maire conclut qu'il s'agit à ce stade d'un projet à l'étude, en cours de discussion avec la filiale foncière de la CCAS.

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026111-DE

Après échanges et explications complémentaires, il est pro
Municipal de Sainte-Marie-la-Mer

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU le règlement intérieur de la commune, notamment son article 1 relatif aux délais de convocation ;
VU la demande d'avis formulée par Monsieur le Préfet ;
CONSIDÉRANT la procédure de consultation engagée par les services de l'État pour le projet de révision du PPRNP-i ;
CONSIDÉRANT que l'acte pris ce jour porte sur la délivrance d'un avis sollicité par l'autorité préfectorale et ne constitue pas un ordre de convocation sur l'initiative exclusive du Préfet ;
CONSIDÉRANT les échanges intervenus au sein du Conseil municipal et les réponses apportées aux interrogations soulevées ;
CONSIDÉRANT la nécessité de garantir une parfaite transparence, une rigueur juridique ainsi qu'une adéquation stricte entre la cartographie des enjeux du PPRNP-i et la réalité physique, urbanistique et juridique du territoire ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à la majorité des votants, avec 24 voix POUR :

- **EMET UN AVIS FAVORABLE ASSORTI DE RÉSERVES** au projet de révision du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'Inondation (PPRNP-i) de la commune de SAINTE-MARIE-LA-MER, sous réserve de la prise en compte des observations et demandes formulées en annexe à la présente délibération ;

- **DEMANDE** à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales d'examiner les réserves présentées par la commune dans le cadre de la poursuite de la procédure de révision du PPRNP-i ;

- **FORMULE** sur le projet arrêté de PPRNP-i, les observations annexées à la présente délibération, sans remettre en cause l'avis favorable émis, afin qu'elles puissent être prises en compte à l'issue de l'enquête publique ;

Les principaux points concernent :

- Le changement de destination des granges situées dans le centre ancien ;
- La mise hors d'eau des garages créés ;
- L'autorisation de l'urbanisation des dents creuses situées en zone urbaine classée en zone orange ;
- La réalisation d'un diagnostic ou d'un auto-diagnostic de vulnérabilité ;
- Les observations relatives à la cartographie des enjeux ;
- L'extension du périmètre du centre urbain ;
- L'extension du périmètre du projet portuaire ;
- L'intégration du Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) Canet-en-Roussillon – Sainte-Marie-la-Mer – Têt Med ;
- Les opérations de renouvellement urbain visant à réduire la vulnérabilité.
-

L'ensemble des modifications demandées est détaillé dans l'annexe à la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026111-DE

- **DIT** que le présent avis sera transmis à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales ainsi qu'aux services de l'État compétents, publié et affiché, conformément aux règlements en vigueur ;

Questions diverses

NEANT

Séance levée à 19 h 50

Edmond JORDA,

MAIRIE DE SAINTE MARIE LA MER 66470 (Pyr.-Or.)

Maire de Sainte Marie la Mer

Fait à Sainte Marie la Mer, le 05 août 2026

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DM22026-BF

République Française

SAINTE MARIE LA MER

Extrait de délibération du Conseil Municipal
Commune de SAINTE MARIE LA MER (66470)

Séance du lundi 21 septembre 2026

Nombre de conseillers	En exercice	Présents	Procurations	Absents
	27	26	01	00

L'an deux mille vingt-six, le lundi vingt-et-un septembre à dix-huit heures trente, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de Sainte Marie la Mer, dûment convoqué, en session ordinaire, Salle du Conseil Municipal à la Médiathèque « Victor Hugo », sous la présidence de Monsieur Edmond JORDA, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 septembre 2026.

PRESENTS : Edmond JORDA, Christine MEYA, Alexandre LECAT, Paule BOBO-SENYORICH, Nicolas FIGUERES, France LEROY-PERALS, Alexandre TABARY, Jean-Louis BONNES, Jean-Louis BOLTE, Michelle PLANEILLES, Michel VILA, Éric PLANES, Pierre FERNANDEZ, Sophie ROCHE, Cyril DANJOU, Chrystelle FONT, Isabelle MARTINEZ, Sonia CLASTRIER, David ALDA, Angélique BOUCHARD, Julien TRESSENS, Laurence SOURRIBES, Marie VALETTE, Dimitri PIACENTINI, Manuela DESABLIN, Christophe MARTY,

ABSENTS : Néant,

PROCURATIONS : Odile LOOBUYCK-TETART donne procuration à Christine MEYA,

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Laurence SOURRIBES,

Délibération n° DL-DGS-2026-112

Décision modificative n°2 du budget communal 2026

Rapporteur : Christine MEYA

Le rapporteur expose à l'assemblée que depuis le vote du budget primitif en avril, il est nécessaire d'adopter une décision modificative qui concerne uniquement la section d'investissement pour le budget communal.

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DM22026-BF

➢ **Section de Fonctionnement :**

En dépenses et en recettes, aucune modification n'est à apporter. La section de fonctionnement s'équilibre à la somme de **7 985 000 €.**

➢ **Section d'Investissement :**

En dépenses et en recettes, la section d'investissement s'équilibre à la somme de **8 241 456.60 €.**

Précisions sur la Décision Modificative N° 2 :

- **En dépense :**

- **Compte 4542201**: transfert des dernières écritures :

Après la création du budget annexe du port en date du 09 février 2026 et le vote du Budget Primitif de ce même budget le 07 avril 2026, l'ensemble des opérations et écritures financières liées au port avaient fait l'objet d'un transfert du budget général de la commune vers le budget annexe Port.
Toutefois, une écriture a été omise concernant la recette de 500 000,00 € versée par Perpignan Méditerranée Métropole, correspondant à la valorisation du sable extrait lors des travaux d'aménagement du port et réutilisé pour le rechargement des plages.
Il convient donc, par la présente décision modificative, de régulariser cette situation en réimputant cette recette du budget communal vers le budget annexe du port ;

- **Opération 38** : acquisition d'une cloche de décapage pour la nouvelle laveuse ;
- **Opération 101** : travaux de restauration de la toiture de l'église ;
- **Opération 117 :** fin des travaux Parc Urbain, prise en compte des avenants ;
- **Opération 132 :** paiement des études liées au Projet Partenarial d'Aménagement pour les communes de Sainte Marie la Mer et Canet en Roussillon. Cette dépense sera équilibrée en totalité par des subventions restant à percevoir ;
- **Opération 157 :** engagement d'une étude pour l'aménagement de l'avenue de la Rose des vents ainsi que l'engagement de travaux de voirie urgents tels que la réfection de l'avenue Frédéric Mistral, des travaux de signalétique (horizontale ou verticale) ;
- **Opération 183** : acquisition de deux tableaux interactifs nécessaires au bon fonctionnement de l'école élémentaire.

- **En recette :**

- **Compte 2138** : transfert des écritures de dépenses du Budget Principal de la commune vers le Budget Annexe du Port.

  En comptabilité publique, l'annulation d'une dépense d'un exercice antérieur se traduit réglementairement par une recette au budget.
  Ainsi, le montant de 578 500 € correspond à l'annulation de dépenses sur le budget principal de la commune vers le budget annexe du Port.

- **Compte 13248** : Subventions liées au Projet Partenarial d'Aménagement pour les communes de Sainte Marie la Mer et Canet en Roussillon

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DM22026-BF

Les mouvements de crédits se répartissent comme suit :

	Article / Programme	Augmentation de crédit	Diminution de crédit
Dépenses	4542201 – Travaux pour compte de tiers	500 000,00 €	
	215738/38 – Outillage voirie Sce Propreté	5 000.00 €	
	21318/101 – Bâtiments public Eglise	18 900.00 €	
	2138/117 – autres constructions Parc Urbain	29 500.00 €	
	2031/132 – Etudes diverses	51 300.00 €	
	2031 / 157 Etudes Travaux de voirie	9 600.00 €	
	2151 / 157 Réseaux Travaux de voirie	10 400.00 €	
	21831/183 Matériel informatique Ecole Primaire	5 100.00 €	
	TOTAL	**629 800.00 €**	
Total général des dépenses d'investissement : 629 800.00 €			
Recettes	2138 – autres constructions	578 500.00 €	
	13248 – subvention commune	51 300.00 €	
	TOTAL	**629 800.00 €**	
Total général des recettes d'investissement : 629 800.00 €			

Après explications et commentaires, le Conseil Municipal, à la majorité, par 25 voix POUR et 2 voix CONTRE :

- **APPROUVE** cette décision modificative n°2 du BP 2026 de la commune.
- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet, publiée et affichée conformément aux règlements en vigueur.

AINSI DÉLIBÉRÉ LES JOURS, MOIS ET AN SUSDITS
AU REGISTRE FIGURENT LES SIGNATURES POUR COPIE CONFORME

Résultat du vote :
Adopté à l'unanimité

- POUR : 25
- CONTRE : 2
- ABSTENTION : 0

MAIRIE DE SAINTE MARIE LA MER
66470 (Pyr.-Or.)

Edmond JORDA
Maire de Sainte Marie la Mer

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. La présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de MONTPELLIER. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr"

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DM22026-BF

BUDGET PRIMITF 2026

Section d'INVESTISSEMENT - Détail des RECETTES

Opération	Intitulé	Article	Programme	RAR 2025	BP 2026	DM 1	DM 2	TOTAL
		001	Solde exécution positif reporté		0,00 €			0,00 €
		021	Virement de la section de fonctionnement		250 000,00 €			250 000,00 €
		024	Produits des cessions : vente terrain RIVAGES MARINOIS		650 000,00 €			650 000,00 €
			Produits des cessions : vente maison N°2 TABARY		67 000,00 €			67 000,00 €
			Produits des cessions		10 000,00 €			10 000,00 €
		10222	FCTVA		118 000,00 €			118 000,00 €
		10226	Taxe d'aménagement PMM 2025		6 500,00 €			6 500,00 €
		1068	Excédent de fonctionnement		500 000,00 €			500 000,00 €
		2138	Annulation mandats 2024/2025 Tavaux du port			1 906 777,77 €		1 906 777,77 €
		2138	Annulation mandats 2024/2025 Tavaux du port				578 500,00 €	578 500,00 €
60	Avenue Marendes	1321	Subvention ETAT - PITE / Avenue des Marendes	43 358,70 €				43 358,70 €
		1321	Subvention ETAT - DETR 2023 / avenue des Marendes	37 600,00 €				37 600,00 €
		1322	Subvention REGION - Avenue des Marendes	89 518,80 €				89 518,80 €
		1323	Subvention DEPARTEMENT - Avenue des Marendes (Tranche 2) ADES	14 119,00 €				14 119,00 €
		1323	Subvention DEPARTEMENT - Noir tranches 1 & 2 Marendes (à conserver pour tranches 3 & 4)	63 331,00 €				63 331,00 €
		1323	Subvention DEPARTEMENT - Noir tranches 1 & 2 Marendes (à conserver pour tranches 3 & 4)	40 574,00 €				40 574,00 €
86	Médiathèque	1321	Subvention ETAT - Salle de conseil municipal à la Médiathèque	18 922,20 €				18 922,20 €
		1326	Fonds de concours 2019 / 2020 / 2021 PMM - Médiathèque	17 840,68 €				17 840,68 €
104	salle St exupery	1321	Subvention ETAT: DETR 2025		53 847,00 €			53 847,00 €
110	tvx divers	1318	Subvention ETAT - FONDS VERT 2023 / rénovation énergétique	32 838,37 €				32 838,37 €
117	Parc Urbain	1326	EPFL : participation financière étude	4 920,00 €				4 920,00 €
		1312	Subvnetion REGION : création parc urbain	25 000,00 €				25 000,00 €
		1321	Subvention ETAT: DSIL 2024 Création parc urbain	150 000,00 €				150 000,00 €
132	études	13248	Part subvention PPA Ste Marie (40%)				51 300,00 €	51 300,00 €
142	Aménagement port	1321	Subvention ETAT - PITE 2024 / Aménagement et dragage du port	350 000,00 €				350 000,00 €
			Subvention CEREMA - Aménagement et dragage du port	231 450,23 €				231 450,23 €
			Subvention REGION - Aménagement et dragage du port					0,00 €
			Fonds de concours PMM - Aménagement et dragage du port					0,00 €
160	Eclairage public	1318	SUBV RENOVATION ECLAIRAGE STADE	10 000,00 €				10 000,00 €
			Subvention DEPARTEMENT - Aménagement et dragage du port					0,00 €
			Remboursement par la mairie de Canet des subventions perçues pour l'action 1 du PPA à hauteur de 40% pour Ste Marie	60 058,85 €				60 058,85 €
			Fonds de concours 2022 / 2023 PMM - Avenue des Marendes					0,00 €
		1641	EMPRUNT - Avenue des Marendes	2 500 000,00 €				2 500 000,00 €
		2802	Amortissements frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme					
		28041412	Amortissements frais d'insertion					
		28041511	Amortissements GFP biens mobiliers, matériels et études					
		28041512	Amortissements GFP bâtiments et installations					
		28051	Amortissements concessions et droits similaires					
		28121	Amortissements plantations d'arbres					
		28135	Amortissements installations générales, agencements					
		281538	Amortissements réseaux divers		360 000,00 €			360 000,00 €
		281578	Amortissements autres matériel et outillage de voirie					
		28158	Amortissements autres installations, matériel et outillage techniques					
		28181	Amortissements autres installations corporelles et générales					
		28182	Amortissements matériels de transport					
		28183	Amortissements matériel de bureau et informatique					
		28184	Amortissements mobilier					
		28188	Amortissements autres immobilisations corporelles					
			TOTAL	3 689 531,83 €	2 015 347,00 €	1 906 777,77 €	629 800,00 €	8 241 456,60 €
				5 704 878,83 €				

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DM1PORT2026-BF

République Française

SAINTE MARIE LA MER

Extrait de délibération du Conseil Municipal
Commune de SAINTE MARIE LA MER (66470)

Séance du lundi 21 septembre 2026

Nombre de conseillers	En exercice	Présents	Procurations	Absents
	27	26	01	00

L'an deux mille vingt-six, le lundi vingt-et-un septembre à dix-huit heures trente, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de Sainte Marie la Mer, dûment convoqué, en session ordinaire, Salle du Conseil Municipal à la Médiathèque « Victor Hugo », sous la présidence de Monsieur Edmond JORDA, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 septembre 2026.

PRESENTS : Edmond JORDA, Christine MEYA, Alexandre LECAT, Paule BOBO-SENYORICH, Nicolas FIGUERES, France LEROY-PERALS, Alexandre TABARY, Jean-Louis BONNES, Jean-Louis BOLTE, Michelle PLANEILLES, Michel VILA, Éric PLANES, Pierre FERNANDEZ, Sophie ROCHE, Cyril DANJOU, Chrystelle FONT, Isabelle MARTINEZ, Sonia CLASTRIER, David ALDA, Angélique BOUCHARD, Julien TRESSENS, Laurence SOURRIBES, Marie VALETTE, Dimitri PIACENTINI, Manuela DESABLIN, Christophe MARTY,

ABSENTS : Néant,

PROCURATIONS : Odile LOOBUYCK-TETART donne procuration à Christine MEYA,

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Laurence SOURRIBES,

Délibération n° DL-DGS-2026-113

Décision modificative n°1 du budget annexe du port 2026

Rapporteur : Christine MEYA

Le rapporteur expose à l'assemblée que depuis le vote du budget primitif en avril, il est nécessaire d'adopter une décision modificative qui concerne uniquement la section d'investissement pour le budget annexe du port.

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DM1PORT2026-BF

Par délibération n° DL-DGS-2026-009 en date du 9 février 2026, le Conseil Municipal a approuvé la création d'un budget annexe sans autonomie financière soumis à l'instruction comptable M4, intitulé « Budget Annexe du Port », afin d'individualiser et de retracer fidèlement l'ensemble des opérations financières, dépenses et recettes liées à la propriété, l'entretien et l'aménagement des infrastructures portuaires.

Par la suite, lors de la séance du 9 février 2026 (délibération n° DL-DGS-2026-010), le Conseil Municipal a voté le budget primitif 2026 dudit budget annexe, lequel a été formellement adopté au mois d'avril 2026.

L'ensemble des opérations et écritures financières liées au port avaient fait l'objet d'un transfert du budget général de la commune vers le budget annexe.

Toutefois, une écriture a été omise concernant la recette de 500 000,00 € versée par Perpignan Méditerranée Métropole, correspondant à la valorisation du sable extrait lors des travaux d'aménagement du port et réutilisé pour le rechargement des plages.

Il convient donc, par la présente décision modificative, de régulariser cette situation en réimputant cette recette du budget communal vers le budget annexe du port.

➤ **Section de Fonctionnement :**

En dépenses et en recettes, aucune modification n'est à apporter. La section de fonctionnement s'équilibre à la somme de **70 000 €.**

➤ **Section d'Investissement :**

En dépenses et en recettes, la section d'investissement s'équilibre à la somme de **4 215 000 €.**

Les mouvements de crédits se répartissent comme suit :

	Article / Programme	Augmentation de crédit	Diminution de crédit
Dépenses	4581 – Opérations pour compte de tiers	500 000,00 €	
	TOTAL	**500 000.00 €**	
Total général des dépenses d'investissement : 500 000.00 €			
Recettes	4582 – Opérations pour compte de tiers	500 000.00 €	
	TOTAL	**500 000.00 €**	
Total général des recettes d'investissement : 500 000.00 €			

Après explications et commentaires, le Conseil Municipal, à la majorité, par 25 voix POUR et 2 ABSTENTIONS :

- **APPROUVE** cette décision modificative n°1 du budget annexe du port ;

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DM1PORT2026-BF

- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet, publiée et affichée conformément aux règlements en vigueur.

AINSI DÉLIBÉRÉ LES JOURS, MOIS ET AN SUSDITS
AU REGISTRE FIGURENT LES SIGNATURES POUR COPIE CONFORME

Résultat du vote :

Adopté à la majorité

- POUR : 25
- CONTRE : 0
- ABSTENTION : 2



Edmond JORDA
Maire de Sainte Marie la Mer

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. La présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de MONTPELLIER. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr"

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DM1PORT2026-BF

DM 1 PORT

Section d'INVESTISSEMENT - Détail des DEPENSES

Chapitre Article	Libellé	BP 2026
16	**Emprunts**	**30 000,00 €**
1641	Emprunt en euros	30 000,00 €
23	**Immo corporelles**	**3 685 000,00 €**
2315	Installations, materiels et outillage techniques	3 685 000,00 €
45	**opérations pour compte de tiers**	**500 000,00 €**
4581	opérations pour compte de tiers	500 000,00 €
	TOTAL	**4 215 000,00 €**

Section d'INVESTISSEMENT - Détail des RECETTES

Chapitre Article	Libellé	BP 2026
13	**Subventions d'investissement**	**2 500 000,00 €**
1311	Etat et établissements nationnaux	1 500 000,00 €
1312	Régions	500 000,00 €
1315	Groupements de collectivités	500 000,00 €
16	**Emprunts**	**916 000,00 €**
1641	Emprunts	916 000,00 €
45	**opérations pour compte de tiers**	**500 000,00 €**
4582	opérations pour compte de tiers	500 000,00 €
024	**Produits des cessions**	**299 000,00 €**
	TOTAL	**4 215 000,00 €**

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026114-DE

République Française

SAINTE MARIE LA MER

Extrait de délibération du Conseil Municipal
Commune de SAINTE MARIE LA MER (66470)

Séance du lundi 21 septembre 2026

Nombre de conseillers	En exercice	Présents	Procurations	Absents
	27	26	01	00

L'an deux mille vingt-six, le lundi vingt-et-un septembre à dix-huit heures trente, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de Sainte Marie la Mer, dûment convoqué, en session ordinaire, Salle du Conseil Municipal à la Médiathèque « Victor Hugo », sous la présidence de Monsieur Edmond JORDA, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 septembre 2026.

PRESENTS : Edmond JORDA, Christine MEYA, Alexandre LECAT, Paule BOBO-SENYORICH, Nicolas FIGUERES, France LEROY-PERALS, Alexandre TABARY, Jean-Louis BONNES, Jean-Louis BOLTE, Michelle PLANEILLES, Michel VILA, Éric PLANES, Pierre FERNANDEZ, Sophie ROCHE, Cyril DANJOU, Chrystelle FONT, Isabelle MARTINEZ, Sonia CLASTRIER, David ALDA, Angélique BOUCHARD, Julien TRESSENS, Laurence SOURRIBES, Marie VALETTE, Dimitri PIACENTINI, Manuela DESABLIN, Christophe MARTY,

ABSENTS : Néant,

PROCURATIONS : Odile LOOBUYCK-TETART donne procuration à Christine MEYA,

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Laurence SOURRIBES,

Délibération n° DL-DGS-2026-114

Souscription d'une ligne de trésorerie auprès de la Caisse d'Epargne

Rapporteur : Christine MEYA

Le rapporteur :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment les articles L. 2121-29 et suivants fixant les compétences du Conseil Municipal ;

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026114-DE

VU le budget primitif de l'exercice en cours, régulièreme
Municipal, qui prévoit la possibilité de recourir à l'emprunt à court terme pour la gestion de la trésorerie ;

CONSIDÉRANT la nécessité de disposer d'une ligne de trésorerie pour faire face aux décalages ponctuels entre les recettes et les dépenses, afin d'assurer la continuité des services publics et le règlement des fournisseurs ;

CONSIDÉRANT le résultat de la consultation lancée le 21 mai 2026 et la proposition de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance du Languedoc-Roussillon (Contrat Type LTI - EURIBOR 1 semaine), adressée à la Commune le 01 juin 2026 ;

OUÏ l'exposé du rapporteur et après en avoir délibéré ;

Le Conseil Municipal, à la majorité, par 25 voix POUR et 2 ABSTENTIONS :

- **AUTORISE** la souscription, au nom de la Commune, d'une ligne de trésorerie interactive (Contrat Type LTI - EURIBOR 1 semaine), d'un montant maximum de deux millions d'euros (2 000 000 €) auprès de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance du Languedoc-Roussillon selon les caractéristiques suivantes :

  Montant : 2 000 000 €
  Durée : 1 an
  Taux d'intérêt : EURIBOR 1 semaine + 0.65 %
  Paiement des intérêts : Trimestriel
  Commission de non utilisation : 0.05%

- **SOUSCRIT** cette ligne de trésorerie pour une durée d'un an ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document y afférent, notamment le contrat de prêt, ainsi qu'à réaliser toutes les formalités nécessaires à l'ouverture et au bon fonctionnement de cette ligne de trésorerie ;

- **DIT** que les crédits correspondants sont inscrits au budget de l'exercice en cours ;

- **PRECISE** que la présente délibération sera exécutoire de plein droit dès qu'il aura été procédé à sa publication/notification et à sa transmission au représentant de l'État ;

- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet, publiée et affichée conformément aux règlements en vigueur.

AINSI DÉLIBÉRÉ LES JOURS, MOIS ET AN SUSDITS
AU REGISTRE FIGURENT LES SIGNATURES POUR COPIE CONFORME

Résultat du vote :
Adopté à la majorité
- POUR : 25
- CONTRE : 0
- ABSTENTION : 2

MAIRIE DE SAINTE MARIE LA MER * 66470 (Pyr.-Or.) *

Edmond JORDA
Maire de Sainte Marie la Mer

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. La présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de MONTPELLIER. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr"

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026115-DE

République Française

SAINTE MARIE LA MER

Extrait de délibération du Conseil Municipal
Commune de SAINTE MARIE LA MER (66470)

Séance du lundi 21 septembre 2026

Nombre de conseillers	En exercice	Présents	Procurations	Absents
	27	26	01	00

L'an deux mille vingt-six, le lundi vingt-et-un septembre à dix-huit heures trente, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de Sainte Marie la Mer, dûment convoqué, en session ordinaire, Salle du Conseil Municipal à la Médiathèque « Victor Hugo », sous la présidence de Monsieur Edmond JORDA, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 septembre 2026.

PRESENTS : Edmond JORDA, Christine MEYA, Alexandre LECAT, Paule BOBO-SENYORICH, Nicolas FIGUERES, France LEROY-PERALS, Alexandre TABARY, Jean-Louis BONNES, Jean-Louis BOLTE, Michelle PLANEILLES, Michel VILA, Éric PLANES, Pierre FERNANDEZ, Sophie ROCHE, Cyril DANJOU, Chrystelle FONT, Isabelle MARTINEZ, Sonia CLASTRIER, David ALDA, Angélique BOUCHARD, Julien TRESSENS, Laurence SOURRIBES, Marie VALETTE, Dimitri PIACENTINI, Manuela DESABLIN, Christophe MARTY,

ABSENTS : Néant,

PROCURATIONS : Odile LOOBUYCK-TETART donne procuration à Christine MEYA,

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Laurence SOURRIBES,

Délibération n° DL-DGS-2026-115

Modification du plan de financement pour l'acquisition d'un véhicule électrique suite à l'obtention de la subvention de l'État (DETR 2026)

Rapporteur : Alexandre LECAT

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment les Articles L.1614-10 et R 1614-75 à R 1614-95 ;

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026115-DE

VU la nécessité de procéder au remplacement d'un véhicule léger thermique des services techniques (Jumpy), dont le kilométrage élevé (plus de 200 000 km) engendre des frais d'entretien importants ;

VU l'appel à projets pour l'attribution de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) 2026 précisant les modalités de cette dotation au titre de l'exercice 2026 ;

VU la délibération DL-DGS-2026-080 du 22 juin 2026 approuvant la demande de subvention pour l'acquisition d'un véhicule électrique pour les services techniques (Jumpy) et son plan de financement prévisionnel ;

VU la notification en date du 1er septembre 2026 relative à l'attribution par l'État d'une subvention au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) 2026 d'un montant de 24 617 € pour le projet susmentionné ;

CONSIDERANT que l'obtention de cette subvention modifie l'équilibre financier initialement prévu pour l'opération d'acquisition d'un véhicule électrique ;

CONSIDERANT qu'il convient, par conséquent, de modifier le plan de financement prévisionnel de cette opération afin d'y intégrer la participation de l'État ;

INDIQUE que le nouveau plan de financement est le suivant :

Poste de dépense	Montant HT	Financement	Montant HT	Taux
Acquisition véhicule	30 772.03 €	Europe		
		CD66		
		CR		
		Etat (DETR 2026)	**24 617.00 €**	**80 %**
		Emprunts		
		Autofinancement	6 155.03 €	20 %
TOTAL	**30 772.03 €**	**TOTAL**	**30 772.03 €**	**100 %**

En conséquence, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 27 voix POUR :

- **ABROGE** la délibération N° DL-DGS-2026-080 du 22 juin 2026 qui détaillait le plan de financement initial ;

- **APPROUVE** le nouveau plan de financement tel que détaillé dans le tableau ci-dessus ;

- **PRÉCISE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'exercice en cours ou à venir ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération et à signer tout document afférent :

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026115-DE

- **DIT** que la présente délibération sera transmise à M
affichée conformément aux règlements en vigueur.

AINSI DÉLIBÉRÉ LES JOURS, MOIS ET AN SUSDITS
AU REGISTRE FIGURENT LES SIGNATURES POUR COPIE CONFORME

Résultat du vote :

Adopté à l'unanimité

- POUR : 27
- CONTRE : 0
- ABSTENTION : 0

MAIRIE DE SAINTE MARIE LA MER
66470 (Pyr.-Or.)

Edmond JORDA
Maire de Sainte Marie la Mer

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. La présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de MONTPELLIER. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr"

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026115-DE

SAINTE MARIE LA MER

NOUVEAU PLAN DE FINANCEMENT DU PROJET
ACQUISITION VEHICULE ELECTRIQUE – DETR 2026

DEPENSES[1]	Montant HT	Montant TTC	RESSOURCES	Montant	%
Acquisition Travaux Matériel Autres[2] (Divers)	30 772.03 €		**Aides publiques[3] :** - Union européenne - Etat (DETR 2026) - Collectivités locales et leurs groupements - Région (Contrat Bourg-Centre) - Département 66 - Perpignan Méditerranée Métropole - Etablissements publics - Autres (FFT)	24 617.00 €	80 %
Sous total	**30 772.03 € HT**		**Sous total**	**24 617.00 €**	**80 %**
Recettes générées par l'investissement			**Autofinancement** Fonds propres Emprunts (2) Crédit-bail Autres (2)	6 155.03 €	20 %
TOTAUX	**30 772.03 € HT**			**30 772.03 €**	**100%**

Cachet

Date : 01/09/2026

Nom et signature du représentant légal : Edmond JORDA

MAIRE

MAIRIE DE SAINTE MARIE LA MER 66470 (P.-O.)

[1] Lorsque le demandeur récupère la TVA, la dépense subventionnable doit être présentée hors taxe
[2] Pour les dépenses de fonctionnement, détailler les dépenses, notamment salaires et charges. Indiquer le cas échéant les modes de calcul (exemple : salaires et charges (x par mois) X (y personnes) X (z mois)
[3] Énumérer : ministères, nom des collectivités et établissements publics dont organismes consulaires…, joindre copies des décisions d'aides publiques déjà obtenues (délibérations des collectivités locales,…)

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026116-DE

République Française

SAINTE MARIE LA MER

Extrait de délibération du Conseil Municipal
Commune de SAINTE MARIE LA MER (66470)

Séance du lundi 21 septembre 2026

Nombre de conseillers	En exercice	Présents	Procurations	Absents
	27	26	01	00

L'an deux mille vingt-six, le lundi vingt-et-un septembre à dix-huit heures trente, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de Sainte Marie la Mer, dûment convoqué, en session ordinaire, Salle du Conseil Municipal à la Médiathèque « Victor Hugo », sous la présidence de Monsieur Edmond JORDA, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 septembre 2026.

PRESENTS : Edmond JORDA, Christine MEYA, Alexandre LECAT, Paule BOBO-SENYORICH, Nicolas FIGUERES, France LEROY-PERALS, Alexandre TABARY, Jean-Louis BONNES, Jean-Louis BOLTE, Michelle PLANEILLES, Michel VILA, Éric PLANES, Pierre FERNANDEZ, Sophie ROCHE, Cyril DANJOU, Chrystelle FONT, Isabelle MARTINEZ, Sonia CLASTRIER, David ALDA, Angélique BOUCHARD, Julien TRESSENS, Laurence SOURRIBES, Marie VALETTE, Dimitri PIACENTINI, Manuela DESABLIN, Christophe MARTY,

ABSENTS : Néant,

PROCURATIONS : Odile LOOBUYCK-TETART donne procuration à Christine MEYA,

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Laurence SOURRIBES,

Délibération n° DL-DGS-2026-116

Modification du plan de financement pour l'extension du restaurant scolaire suite à l'obtention de la subvention de l'État (DETR 2026)

Rapporteur : France LEROY-PERALS

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment les Articles L.1614-10 et R 1614-75 à R 1614-95 ;

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026116-DE

VU l'appel à projets pour l'attribution de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) 2026 précisant les modalités de cette dotation au titre de l'exercice 2026 ;

VU la délibération DL-DGS-2026-007 du 09 février 2026 approuvant la demande de subvention pour l'extension du restaurant scolaire et son plan de financement prévisionnel;

VU la notification en date du 9 septembre 2026 relative à l'attribution par l'État d'une subvention au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) 2026 d'un montant de **100 000 €** pour le projet susmentionné ;

CONSIDERANT que l'obtention de cette subvention modifie l'équilibre financier initialement prévu pour l'opération d'extension du restaurant scolaire ;

CONSIDERANT qu'il convient, par conséquent, de modifier le plan de financement prévisionnel de cette opération afin d'y intégrer la participation de l'État ;

INDIQUE que le nouveau plan de financement est le suivant :

Poste de dépense	Montant HT	Financement	Montant HT	Taux
Maitrise d'œuvre	28 900 €	Europe		
Travaux	204 000 €	CD66		
		CR		
		Etat (DETR 2026)	**100 000 €**	**43 %**
		Emprunts		
		Autofinancement	132 900 €	57 %
TOTAL	**232 900 €**	**TOTAL**	**232 900 €**	**100 %**

En conséquence, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 27 voix POUR :

- **ABROGE** la délibération N°DL-DGS-2026-007 du 09 février 2026 qui détaillait le plan de financement initial ;
- **APPROUVE** le nouveau plan de financement tel que détaillé dans le tableau ci-dessus ;
- **PRÉCISE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'exercice en cours ou à venir ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération et à signer tout document afférent.

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026116-DE

- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet, publiée et affichée conformément aux règlements en vigueur.

AINSI DÉLIBÉRÉ LES JOURS, MOIS ET AN SUSDITS
AU REGISTRE FIGURENT LES SIGNATURES POUR COPIE CONFORME

Résultat du vote :

Adopté à l'unanimité

- POUR : 27
- CONTRE : 0
- ABSTENTION : 0



Edmond JORDA
Maire de Sainte Marie la Mer

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. La présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de MONTPELLIER. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr"

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026116-DE

sainte marie
La mer le village à la plage

NOUVEAU PLAN DE FINANCEMENT DU PROJET
EXTENSION DU RESTAURANT SCOLAIRE – DETR 2026

DEPENSES[1]	Montant HT	Montant TTC	RESSOURCES	Montant	%
Acquisitions foncières Maitrise d'œuvre Travaux Matériel Autres[2] (Divers)	28 900.00 € 204 000.00 €		**Aides publiques[3] :** - Union européenne - Etat (DETR 2026) - Collectivités locales et leurs groupements - Région (Contrat Bourg-Centre) - Département 66 - Perpignan Méditerranée Métropole - Etablissements publics - Autres (FFT)	100 000.00 €	43 %
Sous total	**232 900.00 € HT**		**Sous total**	**100 000,00 €**	
Recettes générées par l'investissement			**Autofinancement** Fonds propres Emprunts (2) Crédit-bail Autres (2)	132 900.00 €	57 %
TOTAUX	**232 900.00 € HT**			**232 900.00 €**	**100%**

Cachet

Date : 28/08/2026

Nom et signature du représentant légal : Edmond JORDA

MAIRE

MAIRIE DE SAINTE MARIE LA MER 66470 (Pyr.-Or.)

[1] Lorsque le demandeur récupère la TVA, la dépense subventionnable doit être présentée hors taxe
[2] Pour les dépenses de fonctionnement, détailler les dépenses, notamment salaires et charges. Indiquer le cas échéant les modes de calcul (exemple : salaires et charges (x par mois) X (y personnes) X (z mois)
[3] Énumérer : ministères, nom des collectivités et établissements publics dont organismes consulaires…, joindre copies des décisions d'aides publiques déjà obtenues (délibérations des collectivités locales,…)

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026117-DE

République Française

SAINTE MARIE LA MER

Extrait de délibération du Conseil Municipal
Commune de SAINTE MARIE LA MER (66470)

Séance du lundi 21 septembre 2026

Nombre de conseillers	En exercice	Présents	Procurations	Absents
	27	26	01	00

L'an deux mille vingt-six, le lundi vingt-et-un septembre à dix-huit heures trente, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de Sainte Marie la Mer, dûment convoqué, en session ordinaire, Salle du Conseil Municipal à la Médiathèque « Victor Hugo », sous la présidence de Monsieur Edmond JORDA, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 septembre 2026.

PRESENTS : Edmond JORDA, Christine MEYA, Alexandre LECAT, Paule BOBO-SENYORICH, Nicolas FIGUERES, France LEROY-PERALS, Alexandre TABARY, Jean-Louis BONNES, Jean-Louis BOLTE, Michelle PLANEILLES, Michel VILA, Éric PLANES, Pierre FERNANDEZ, Sophie ROCHE, Cyril DANJOU, Chrystelle FONT, Isabelle MARTINEZ, Sonia CLASTRIER, David ALDA, Angélique BOUCHARD, Julien TRESSENS, Laurence SOURRIBES, Marie VALETTE, Dimitri PIACENTINI, Manuela DESABLIN, Christophe MARTY,

ABSENTS : Néant,

PROCURATIONS : Odile LOOBUYCK-TETART donne procuration à Christine MEYA,

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Laurence SOURRIBES,

Délibération n° DL-DGS-2026-117

Modification des Subventions 2026 et attribution d'une subvention exceptionnelle aux Associations ayant remporté « l'Appel à projets innovants », proposé par la Ville

Rapporteur : Eric PLANES

Le rapporteur :

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026117-DE

PRESENTE à l'assemblée une modification du montant des subventions allouées aux associations, dans le cadre du budget primitif 2026 ;

INDIQUE que par délibération du Conseil Municipal N°DL-DGS-2026-055 en date du 7 avril 2026, la Commune a affecté la somme de 96 350 € (quatre-vingt-seize mille trois cent cinquante euros) aux subventions aux associations dans le cadre du Budget Primitif 2026;

INDIQUE que par délibération du Conseil Municipal N° DL-DGS-2026-099 en date du 22 juin 2026, la Commune a octroyé le montant des attributions, aux subventions, selon un tableau de répartition qui s'élevait à un montant de 85 820 € (quatre-vingt-cinq-mille huit-cent vingt euros) ;

PRECISE que ces attributions avaient été allouées aux associations, suite à la réception du dossier de demande de subventions complet, présenté en Mairie par les Associations ;

CONSIDÉRANT « l'Appel à projets innovants » organisé par la Ville, à destination des associations Sainte Marinoises, dont le thème était de proposer à la Commune un projet innovant, en direction de la population ;

CONSIDERANT que la Commune souhaite récompenser les 4 projets les plus innovants, qui ont été retenus par le jury chargé d'examiner les propositions de projets, en attribuant une subvention exceptionnelle de 500 € (cinq-cents euros), à chacune des associations suivantes :

- Thon club Salanquais,
- Le collectif des chouettes parents,
- Sainte-Marie Pêche plaisance,
- Billard club 8 pool 66,

En conséquence, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 27 voix POUR :

- **ADOPTE** une subvention exceptionnelle de 500,00 € (cinq cents €uros), à chacune des QUATRE associations mentionnées ci-dessus, pour l'année 2026 ;
- **DIT** que les crédits sont inscrits au budget 2026 de la commune ;
- **AUTORISE** le Maire à prendre tout acte utile en la matière ;
- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet, publiée et affichée conformément aux règlements en vigueur.

AINSI DÉLIBÉRÉ LES JOURS, MOIS ET AN SUSDITS
AU REGISTRE FIGURENT LES SIGNATURES POUR COPIE CONFORME

Résultat du vote :

Adopté à l'unanimité

- POUR : 27
- CONTRE : 0
- ABSTENTION : 0

MAIRIE DE SAINTE MARIE LA MER 66470 (Pyr.-Or.)

Edmond JORDA
Maire de Sainte Marie la Mer

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. La présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de MONTPELLIER. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr"

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026118-DE

République Française

SAINTE MARIE LA MER

Extrait de délibération du Conseil Municipal
Commune de SAINTE MARIE LA MER (66470)

Séance du lundi 21 septembre 2026

Nombre de conseillers	En exercice	Présents	Procurations	Absents
	27	25	01	01

L'an deux mille vingt-six, le lundi vingt-et-un septembre à dix-huit heures trente, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de Sainte Marie la Mer, dûment convoqué, en session ordinaire, Salle du Conseil Municipal à la Médiathèque « Victor Hugo », sous la présidence de Monsieur Edmond JORDA, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 septembre 2026.

PRESENTS : Christine MEYA, Alexandre LECAT, Paule BOBO-SENYORICH, Nicolas FIGUERES, France LEROY-PERALS, Alexandre TABARY, Jean-Louis BONNES, Jean-Louis BOLTE, Michelle PLANEILLES, Michel VILA, Éric PLANES, Pierre FERNANDEZ, Sophie ROCHE, Cyril DANJOU, Chrystelle FONT, Isabelle MARTINEZ, Sonia CLASTRIER, David ALDA, Angélique BOUCHARD, Julien TRESSENS, Laurence SOURRIBES, Marie VALETTE, Dimitri PIACENTINI, Manuela DESABLIN, Christophe MARTY,

ABSENTS : Edmond JORDA,

PROCURATIONS : Odile LOOBUYCK-TETART donne procuration à Christine MEYA,

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Laurence SOURRIBES,

Délibération n° DL-DGS-2026-118

Attribution d'une subvention exceptionnelle au Fonds de Solidarité Incendie de l'AMF 66

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à procéder à l'élection de son Président de séance.

Après appel de candidatures, Madame Christine MEYA est élue Présidente de séance pour l'examen et le vote de l'attribution d'une subvention exceptionnelle au Fonds de Solidarité Incendie de l'AMF 66, par 27 voix POUR.

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026118-DE

M. Edmond JORDA, Maire, quitte la salle et ne participe ni aux débats ni aux votes.

La séance est désormais présidée par Madame Christine MEYA.

Rapporteur : Jean-Louis BOLTE

Le rapporteur :

En juillet 2026, un incendie d'une intensité exceptionnelle a ravagé le département des Pyrénées-Orientales, touchant particulièrement les territoires du Conflent et le massif des Aspres.

Ce sinistre majeur a parcouru plusieurs milliers d'hectares, impactant gravement de nombreuses communes et provoquant une véritable catastrophe humaine, sociale, environnementale et économique.

Face à ce drame, l'Association des Maires, des Adjoints et de l'Intercommunalité des Pyrénées-Orientales (AMF 66), présidée par Monsieur Edmond Jorda, et en étroite coordination avec l'Association des Maires de France (AMF), s'est immédiatement mobilisée pour exprimer sa totale solidarité envers les populations touchées, les agriculteurs, les professionnels du tourisme et l'ensemble des acteurs durement éprouvés.

Afin d'apporter un soutien concret et rapide, l'AMF 66 a activé un Fonds de Solidarité dédié aux communes sinistrées. Ce fonds est destiné à recueillir les dons des collectivités territoriales, des entreprises et des citoyens. Les sommes collectées seront centralisées et redistribuées de manière équitable selon les besoins exprimés par les communes touchées, notamment pour l'aide d'urgence et la reconstruction durable des équipements publics endommagés.

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2251-1 et suivants relatifs aux compétences d'attribution des aides par les communes ;

VU la communication officielle de l'Association des Maires, des Adjoints et de l'Intercommunalité des Pyrénées-Orientales (AMF 66) en date du 6 juillet 2026, annonçant l'activation du « Fonds de Solidarité Incendie juillet 2026 » ;

VU la situation d'urgence exceptionnelle consécutive aux incendies ayant débuté le 4 juillet 2026 dans les secteurs du Conflent et des Aspres ;

CONSIDÉRANT l'ampleur dramatique des incendies de forêt qui ont ravagé le territoire des Pyrénées-Orientales, causant des préjudices considérables aux populations, aux espaces naturels et aux infrastructures publiques ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient à la Commune d'exprimer sa solidarité concrète envers les territoires sinistrés et de concourir au rétablissement des services essentiels et à la reconstruction des biens endommagés ;

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026118-DE

CONSIDÉRANT que le fonds de concours mis en place par l'AMF 66 garantit une redistribution équitable et coordonnée des aides financières directement auprès des communes impactées ;

En conséquence, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 26 voix POUR :

- **APPROUVE** le versement d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 3 500 € (trois mille cinq cent euros) au titre de la solidarité envers les communes sinistrées par les incendies des Pyrénées-Orientales de juillet 2026 ;
- **DIT** que les crédits nécessaires seront imputés au chapitre 65, article 65748 du budget principal 2026 de la commune ;
- **PRECISE** que cette aide financière sera versée par virement bancaire sur le compte dédié géré par l'AMF 66 dont les références sont les suivantes :

  Compte : « AMF66 – Solidarité Communes Incendie juillet 2026 »
  Établissement : Caisse d'Épargne Languedoc Roussillon
  BIC : CEPAFRPP348
  IBAN : FR76 1348 5008 0008 0144 0038 142
  SIRET : 32866566000017
  NAF : 9499Z

- **CHARGE** Monsieur le Maire de la signature de tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération ;
- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet, publiée et affichée conformément aux règlements en vigueur.

AINSI DÉLIBÉRÉ LES JOURS, MOIS ET AN SUSDITS
AU REGISTRE FIGURENT LES SIGNATURES POUR COPIE CONFORME

Résultat du vote :

Adopté à l'unanimité

- POUR : 26
- CONTRE : 0
- ABSTENTION : 0

MAIRIE DE SAINTE MARIE LA MER * 66470 (Pyr.-Or.) *

Edmond JORDA
Maire de Sainte Marie la Mer

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. La présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de MONTPELLIER. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr"

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026119-DE

République Française

SAINTE MARIE LA MER

Extrait de délibération du Conseil Municipal
Commune de SAINTE MARIE LA MER (66470)

Séance du lundi 21 septembre 2026

Nombre de conseillers	En exercice	Présents	Procurations	Absents
	27	26	01	00

L'an deux mille vingt-six, le lundi vingt-et-un septembre à dix-huit heures trente, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de Sainte Marie la Mer, dûment convoqué, en session ordinaire, Salle du Conseil Municipal à la Médiathèque « Victor Hugo », sous la présidence de Monsieur Edmond JORDA, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 septembre 2026.

PRESENTS : Edmond JORDA, Christine MEYA, Alexandre LECAT, Paule BOBO-SENYORICH, Nicolas FIGUERES, France LEROY-PERALS, Alexandre TABARY, Jean-Louis BONNES, Jean-Louis BOLTE, Michelle PLANEILLES, Michel VILA, Éric PLANES, Pierre FERNANDEZ, Sophie ROCHE, Cyril DANJOU, Chrystelle FONT, Isabelle MARTINEZ, Sonia CLASTRIER, David ALDA, Angélique BOUCHARD, Julien TRESSENS, Laurence SOURRIBES, Marie VALETTE, Dimitri PIACENTINI, Manuela DESABLIN, Christophe MARTY,

ABSENTS : Néant,

PROCURATIONS : Odile LOOBUYCK-TETART donne procuration à Christine MEYA,

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Laurence SOURRIBES,

Délibération n° DL-DGS-2026-119

Attribution d'une subvention exceptionnelle à la Ligue contre le cancer, dans le cadre du défi sportif « Têt-Agly »

Rapporteur : Eric PLANES

Le rapporteur :

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026119-DE

Le rapporteur informe l'assemblée que MM. Clément GARRES et Julien PITARCH, deux jeunes sportifs salanquais, ont relevé un défi sportif et solidaire dénommé « Tête à l'Agly».

Il précise que ce défi consistait à parcourir à la nage les 10 kilomètres séparant les embouchures de la Têt et de l'Agly.

Il souligne que cette initiative sportive et solidaire avait également pour objectif de soutenir la lutte contre le cancer et de sensibiliser le public à cette cause.

Il informe que ce défi a permis de collecter plus de 2 000 € de dons au profit de la Ligue contre le cancer.

La commune souhaitant s'associer à cette initiative solidaire portée par MM. Clément GARRES et Julien PITARCH et apporter son soutien à la Ligue contre le cancer, le rapporteur propose au conseil municipal d'attribuer une subvention exceptionnelle d'un montant de 200 € à la Ligue contre le cancer.

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal de bien vouloir délibérer à cet effet.

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2251-1 et suivants relatifs aux compétences d'attribution des aides par les communes ;

En conséquence, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 27 voix POUR :

- **ATTRIBUE** le versement d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 200 € (deux cents euros), à la ligue contre le cancer ;
- **DIT** que les crédits nécessaires au versement de cette subvention sont inscrits au budget principal communal ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder au versement de cette subvention exceptionnelle à la Ligue contre le cancer et à signer tout document nécessaire à l'exécution de cette délibération ;
- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet, publiée et affichée conformément aux règlements en vigueur.

AINSI DÉLIBÉRÉ LES JOURS, MOIS ET AN SUSDITS
AU REGISTRE FIGURENT LES SIGNATURES POUR COPIE CONFORME

Résultat du vote :

Adopté à l'unanimité

- POUR : 27
- CONTRE : 0
- ABSTENTION : 0

MAIRIE DE SAINTE MARIE LA MER * 66470 (PYR.-OR.) * RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Edmond JORDA
Maire de Sainte Marie la Mer

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. La présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de MONTPELLIER. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr"

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026120-DE

République Française

SAINTE MARIE LA MER

Extrait de délibération du Conseil Municipal
Commune de SAINTE MARIE LA MER (66470)

Séance du lundi 21 septembre 2026

Nombre de conseillers	En exercice	Présents	Procurations	Absents
	27	26	01	00

L'an deux mille vingt-six, le lundi vingt-et-un septembre à dix-huit heures trente, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de Sainte Marie la Mer, dûment convoqué, en session ordinaire, Salle du Conseil Municipal à la Médiathèque « Victor Hugo », sous la présidence de Monsieur Edmond JORDA, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 septembre 2026.

PRESENTS : Edmond JORDA, Christine MEYA, Alexandre LECAT, Paule BOBO-SENYORICH, Nicolas FIGUERES, France LEROY-PERALS, Alexandre TABARY, Jean-Louis BONNES, Jean-Louis BOLTE, Michelle PLANEILLES, Michel VILA, Éric PLANES, Pierre FERNANDEZ, Sophie ROCHE, Cyril DANJOU, Chrystelle FONT, Isabelle MARTINEZ, Sonia CLASTRIER, David ALDA, Angélique BOUCHARD, Julien TRESSENS, Laurence SOURRIBES, Marie VALETTE, Dimitri PIACENTINI, Manuela DESABLIN, Christophe MARTY,

ABSENTS : Néant,

PROCURATIONS : Odile LOOBUYCK-TETART donne procuration à Christine MEYA,

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Laurence SOURRIBES,

Délibération n° DL-DGS-2026-120

Modification du tableau des effectifs du personnel communal

Rapporteur : Christine MEYA

Le rapporteur rappelle à l'Assemblée :

QUE conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaires au fonctionnement des services ;

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026120-DE

QUE par délibération en date du 7 avril 2026, le conseil municipal avait approuvé le tableau des effectifs du personnel communal ;

QU'afin de pouvoir nommer le personnel titulaire et contractuel pouvant être promu sur de nouveaux grades, il y aurait lieu de créer les emplois suivants au tableau des effectifs de la commune :

- 1 ATSEM principal de 2ème classe
- 1 Brigadier-Chef Principal
- 1 Adjoint technique

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 27 voix POUR :

- **MODIFIE** le tableau des effectifs tel que présenté en annexe à la présente délibération (modifications indiquées en gras) qui prendra effet dès réception de la présente délibération en Préfecture ;

- **DIT** que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondantes à l'emploi et grade ainsi créé seront inscrits aux budgets des exercices en cours et suivants ;

- **AUTORISE** le Maire à prendre tout acte utile en la matière, en particulier concernant les éléments de rémunération ;

- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet, publiée et affichée conformément aux règlements en vigueur.

AINSI DÉLIBÉRÉ LES JOURS, MOIS ET AN SUSDITS
AU REGISTRE FIGURENT LES SIGNATURES POUR COPIE CONFORME

Résultat du vote :
Adopté à l'unanimité

- POUR : 27
- CONTRE : 0
- ABSTENTION : 0

MAIRIE DE SAINTE MARIE LA MER * 66470 (Pyr.-Or.) *

Edmond JORDA
Maire de Sainte Marie la Mer

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. La présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de MONTPELLIER. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr"

Sainte Marie La Mer

TABLEAU DES EFFECTIFS

ETAT DU PERSONNEL AU 11/09/2026

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026120-DE

GRADES OU EMPLOIS	CATEGORIES	EMPLOIS BUDGETAIRES			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETP		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS TITULAIRES NON AFFILIES	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS TITULAIRES NON AFFILIES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS										
Directeur général des services	A	1		1	1		1	1		1
FILIERE ADMINISTRATIVE										
Attaché	A	1		1	0		0	0		0
Rédacteur Principal de 1ère classe	B	2		2	2		2	2		2
Rédacteur Principal de 2ème classe	B	1		1	1		1	1		1
Rédacteur	B	1		1	1		1	1		1
Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	6		6	6		6	6		6
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	1		1	1		1	1		1
Adjoint administratif	C	6		6	6		6	6		6
FILIERE TECHNIQUE										
Technicien	B	1		1	1		1	1		1
Agent de maîtrise principal	C	3		3	3		3	3		3
Agent de maîtrise	C	1		1	1		1	1		1
Agent technique principal de 1ère classe	C	5		5	5		5	5		5
Agent technique principal de 2ème classe	C	3		3	1		1	1		1
Adjoint technique principal de 1ère classe à 30/35	C		2	2		2	2		1,71	1,71
Adjoint technique principal de 2ème classe à 30/35	C		1	1		1	1		0,85	0,85
Adjoint technique principal de 2ème classe à 20/35	C		1	1		1	1		0,57	0,57
Adjoint technique	**C**	**10**		**10**	**9**		**9**	**9**		**9**
Adjoint technique à 30/35	C		1	1		1	1		0,85	0,85
Adjoint technique à 25/35	C		1	1		1	1		0,71	0,71
Adjoint technique à 20/35	C		2	2		2	2		1,14	1,14
FILIERE CULTURELLE										
Assistant de conservation du patrimoine principal de 1ère classe	B	1		1	1		1	1		1
Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	1		1	1		1	1		1
FILIERE SPORTIVE										
Educateurdes APS principal de 1ère classe	B	1		1	1		1	1		1
FILIERE SOCIALE										
ATSEM principal de 1ère classe 30/35	C		1	1		0	0		0	0
ATSEM principal de 1ère classe	C	5		5	3		3	3		3
ATSEM principal de 2ème classe	**C**	**1**		**1**	**0**		**0**	**0**		**0**
FILIERE ANIMATION										
Animateur territorial principal de 2ème classe	B	1		1	1		1	1		1
Adjoint d'animation principal de 1ère classe	C	1		1	1		1	1		1
Adjoint d'animation principal de 2ème classe	C	2		2	1		1	1		1
Adjoint d'animation	C	7		7	7		7	7		7
Adjoint d'animation principal de 2ème classe à 30/35	C		1	1		1	1		0,87	0,87
Adjoint d'animation à 25/35	C		4	4		4	4		2,85	2,85
FILIERE POLICE										
Chef de service de PM	B	1		1	1		1	1		1
Brigadier chef principal de PM	**C**	**3**		**3**	**2**		**2**	**2**		**2**
Gardien brigadier	C	6		6	5		5	5		5
TOTAL		71	14	85	62	13	75	62	9,55	71,55

CONTRACTUELS		temps complet	temps non complet		temps complet	temps non complet		temps complet	temps non complet	
COLLABORATEUR DE CABINET		1		1	1		1	1		1
CONTRACTUEL CDI		1		1	1		1	1		1
CONTRACTUEL ACCROISEMENT TEMPORAIRE D ACTIVITE CAT B		1		1	0		0	0		0
CONTRACTUEL ACCROISEMENT TEMPORAIRE D ACTIVITE CAT C		30		30	15	10	25	15	5,54	20,54
CONTRACTUEL ACCROISEMENT TEMPORAIRE D ACTIVITE SAISON CAT B		5		5	0		0	0		0
CONTRACTUEL ACCROISEMENT TEMPORAIRE D ACTIVITE SAISON CAT C		80		80	0	2	2	0	0,45	0,45
APPRENTIS		**3**		**3**	**0**		**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL		121		121	17	12	29	17	5,99	22,99

TOTAL GLOBAL		192	14	206	79	25	104	79	15,54	94,54

BILAN

83 postes de titulaires créés, 75 pourvus , 71.55 en équivalent temps plein
121 postes de contractuels créés, 29 pourvus, 22.98 en équivalent temps plein
Effectif communal ETP au11/09/2026: 94.54

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026121-DE

République Française

SAINTE MARIE LA MER

Extrait de délibération du Conseil Municipal
Commune de SAINTE MARIE LA MER (66470)

Séance du lundi 21 septembre 2026

Nombre de conseillers	En exercice	Présents	Procurations	Absents
	27	26	01	00

L'an deux mille vingt-six, le lundi vingt-et-un septembre à dix-huit heures trente, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de Sainte Marie la Mer, dûment convoqué, en session ordinaire, Salle du Conseil Municipal à la Médiathèque « Victor Hugo », sous la présidence de Monsieur Edmond JORDA, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 septembre 2026.

PRESENTS : Edmond JORDA, Christine MEYA, Alexandre LECAT, Paule BOBO-SENYORICH, Nicolas FIGUERES, France LEROY-PERALS, Alexandre TABARY, Jean-Louis BONNES, Jean-Louis BOLTE, Michelle PLANEILLES, Michel VILA, Éric PLANES, Pierre FERNANDEZ, Sophie ROCHE, Cyril DANJOU, Chrystelle FONT, Isabelle MARTINEZ, Sonia CLASTRIER, David ALDA, Angélique BOUCHARD, Julien TRESSENS, Laurence SOURRIBES, Marie VALETTE, Dimitri PIACENTINI, Manuela DESABLIN, Christophe MARTY,

ABSENTS : Néant,

PROCURATIONS : Odile LOOBUYCK-TETART donne procuration à Christine MEYA,

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Laurence SOURRIBES,

Délibération n° DL-DGS-2026-121

Approbation du principe de renouvellement de la DSP pour l'exploitation de la fourrière automobile

Rapporteur : Michel VILA

Le rapporteur rappelle :

QUE par délibération N° DL-DGS-2022-133 du 15 décembre 2022, le Conseil Municipal a délégué la gestion de la fourrière automobile à la SARL MONTANER et fils ;

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026121-DE

La DSP étant arrivée à terme, il est proposé de renouveler la [illegible] service public au vu des éléments suivants :

1) Moyens humains et matériels :

La commune ne dispose pas du personnel compétent pour l'exercice de cette activité.

2) Intérêt du recours à une gestion déléguée :

Le recours à un délégataire permet de disposer :

- D'un opérateur spécialisé dans cette activité disposant de tout le matériel nécessaire
- D'une gestion du personnel optimisée

Enfin, le mode de gestion en DSP est le plus adapté car la collectivité ne prend pas de risques juridique et financier.

Le rapporteur présente en séance le rapport contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire (ci-dessous)

Il précise qu'une procédure de publicité et de mise en concurrence fondée sur les articles L1411-1 et suivants du CGCT et la troisième partie du code de la commande publique relative aux concessions devra être mise en œuvre en vue de la conclusion du futur contrat de DSP.

VU l'article L1411-4 du CGCT ;
VU le rapport de présentation relatif aux caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 27 voix POUR :

- **APPROUVE** le principe de renouvellement de la DSP pour l'exploitation de la fourrière automobile pour une durée de cinq ans ;
- **APPROUVE** le rapport de présentation ci-annexé, contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire ;
- **AUTORISE** le Maire à prendre tout acte utile en la matière et notamment de lancer la procédure de publicité et de mise en concurrence en vue de l'attribution du futur contrat ;
- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet, publiée et affichée conformément aux règlements en vigueur.

AINSI DÉLIBÉRÉ LES JOURS, MOIS ET AN SUSDITS
AU REGISTRE FIGURENT LES SIGNATURES POUR COPIE CONFORME

Résultat du vote :

Adopté à l'unanimité

- POUR : 27
- CONTRE : 0
- ABSTENTION : 0

MAIRIE DE SAINTE MARIE LA MER * 66470 (Pyr.-Or.) *

Edmond JORDA
Maire de Sainte Marie la Mer

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. La présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de MONTPELLIER. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr"

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026121-DE

RAPPORT DE PRESENTATION

EN VUE DU RENOUVELLEMENT DU CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DE LA FOURRIERE AUTOMOBILE

- Article L1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales -

Le présent rapport est établi sur le fondement de l'article L 1411-4 du code général des Collectivités Territoriales, selon lequel :

« Les assemblées délibérantes des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux prévue à l'article L. 1413-1. Elles statuent au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire. »

1. Prestations à assurer par le délégataire

Le délégataire est chargé de l'exécution du service de fourrière municipale.

Il utilisera les terrains ou locaux dont il dispose personnellement. Les épaves ou débris de véhicules seront séparés des véhicules en état.

Le délégataire est autorisé à percevoir auprès des usagers un prix fixé dans les conditions ci-après stipulées.

Le délégataire devra exploiter le service en professionnel compétent en conformité notamment avec les dispositions du Code de la Route notamment les articles 225 et 226 ainsi que les articles R. 285 à R.293.8 du Code de la Route issus du décret n° 96-476 du 23 mai 1996 qui renforce la réglementation des fourrières et y apporter tout son temps et ses soins.

Le délégataire disposera, sans préjudice du droit de contrôle reconnu au délégant, d'une liberté totale pour l'organisation de son exploitation, sous réserve toutefois du strict respect des principes d'égalité des usagers, de continuité de service et des prescriptions du contrat de délégation de service public, notamment en matière de tarifications, d'horaires d'ouverture, de niveau de qualité minimale des prestations, ainsi que toutes les prescriptions que le délégant pourrait à tout moment imposer en considération de la préservation de l'intérêt public.

La durée du dépôt des véhicules en fourrière est fixée conformément aux dispositions légales en vigueur au jour de leur mise en dépôt.

Les véhicules en infraction seront désignés au délégataire par les services de police, de gendarmerie ou de police municipale qui fixeront le lieu d'enlèvement et assisteront à l'arrivée du véhicule du délégataire.

Un rapide constat de l'état du véhicule sera effectué conjointement par le délégataire et les services de police ou de gendarmerie, puis le véhicule sera conduit en fourrière.

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026121-DE

Le délégataire devra veiller à garder et à conserver les véhicules ainsi déposés entre ses mains en s'interdisant d'en faire quelque usage que ce soit. Il s'engage en outre à les restituer à la première réquisition au déposant ou à son représentant dans l'état où ils lui ont été remis.

Le délégataire devra procéder, à titre gracieux, à l'enlèvement des épaves ou débris de véhicules lorsque les opérations peuvent être réalisées conjointement avec une mise en fourrière traditionnelle.

2. Eléments complémentaires

2.1 Durée du futur contrat

La durée du futur contrat sera **de 5 ans**, à compter de sa notification sous réserve que le délégataire conserve l'agrément préfectoral pendant cette durée en vertu de l'article R 285.5 du Code de la Route.

2.2 Eléments financiers

L'encaissement des recettes résultant des frais d'opérations préalables d'enlèvement et de garde est perçu directement par le délégataire.

Les frais de garde sont arrêtés à la date de reprise du véhicule conformément aux tarifs maxima fixés par l'arrêté interministériel du 19 août 1996 ou tout texte venant à s'y substituer. Les frais d'enlèvement du véhicule sont dus par le contrevenant dès le déclenchement de la procédure par les services de police ayant procédé au constat de l'infraction justifiant la mise en fourrière aux tarifs maxima fixés par l'arrêté interministériel du 19 août 1996.

-Le délégataire se verra confier l'encaissement des frais inhérents aux expertises des véhicules.

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026122-DE

République Française

SAINTE MARIE LA MER

Extrait de délibération du Conseil Municipal
Commune de SAINTE MARIE LA MER (66470)

Séance du lundi 21 septembre 2026

Nombre de conseillers	En exercice	Présents	Procurations	Absents
	27	26	01	00

L'an deux mille vingt-six, le lundi vingt-et-un septembre à dix-huit heures trente, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de Sainte Marie la Mer, dûment convoqué, en session ordinaire, Salle du Conseil Municipal à la Médiathèque « Victor Hugo », sous la présidence de Monsieur Edmond JORDA, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 septembre 2026.

PRESENTS : Edmond JORDA, Christine MEYA, Alexandre LECAT, Paule BOBO-SENYORICH, Nicolas FIGUERES, France LEROY-PERALS, Alexandre TABARY, Jean-Louis BONNES, Jean-Louis BOLTE, Michelle PLANEILLES, Michel VILA, Éric PLANES, Pierre FERNANDEZ, Sophie ROCHE, Cyril DANJOU, Chrystelle FONT, Isabelle MARTINEZ, Sonia CLASTRIER, David ALDA, Angélique BOUCHARD, Julien TRESSENS, Laurence SOURRIBES, Marie VALETTE, Dimitri PIACENTINI, Manuela DESABLIN, Christophe MARTY,

ABSENTS : Néant,

PROCURATIONS : Odile LOOBUYCK-TETART donne procuration à Christine MEYA,

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Laurence SOURRIBES,

Délibération n° DL-DGS-2026-122

Reprise de sépultures en terrain commun de la Commune de Sainte Marie la Mer

Rapporteur : Michel VILA

Le rapporteur rappelle :

VU les articles L. 2223-13, L2223-15 et R2223-5 du CGCT ;

CONSIDERANT qu'il existe dans le cimetière communal de Ste Marie la Mer, quelques sépultures, dont l'existence est parfois ancienne et dans lesquelles un ou plusieurs défunts de la même famille y ont été inhumés sans que cette dernière soit pour autant titulaire d'une concession ;

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026122-DE

CONSIDERANT que certaines de ces sépultures ont cessé d'être entretenues ;

CONSIDERANT qu'en vertu des articles L 2223-13 et L 2223-15 du CGCT, il peut être concédé, moyennant le versement d'une redevance dont le montant est fixé par délibération du Conseil Municipal ; des terrains aux personnes qui souhaitent y fonder leur sépulture particulière et celle de leurs enfants ou successeurs ;

CONSIDERANT qu'en l'absence d'une concession dûment attribuée à la famille par la commune à l'endroit considéré après paiement des droits correspondants, les inhumations sont faites en terrain commun ;

CONSIDERANT que la mise à disposition de l'emplacement, alors accordée gratuitement ne peut s'entendre que pour une durée d'occupation temporaire qui est de cinq ans ;

CONSIDERANT qu'à l'issue de ce délai, la reprise de la sépulture établie ainsi est de droit pour la Commune ;

CONSIDERANT que l'occupation sans titre du terrain général du cimetière n'emporte aucun droit acquis pour la famille d'en disposer librement ou d'en réclamer le maintien ou la prolongation de son utilisation au-delà du délai réglementaire, quand bien même un monument y a été implanté ;

CONSIDERANT qu'une gestion rationnelle de l'espace du cimetière évite soit de l'agrandir, soit d'en créer un nouveau, avec toutes les incidences financières et environnementales que ces opérations comportent ;

CONSIDERANT qu'en conséquence, le rapporteur propose au Conseil Municipal :

- De procéder à une démarche de communication et d'information préalablement à la reprise des terrains par la Commune afin de faire en sorte que les familles intéressées se fassent connaitre en mairie et puissent procéder aux formalités nécessaires pour régulariser la situation de la sépulture les concernant ;
- D'attribuer contre redevance, aux familles qui le souhaitent, si la place au cimetière le permet, une concession ou, le cas échéant, d'autoriser la famille à transférer les restes de leurs défunts dans une concession du cimetière ou dans un autre cimetière ;
- De fixer une date butoir à cette procédure au terme de laquelle il sera ordonné la reprise administrative des terrains en l'état.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 27 voix POUR :

- **PROCEDE** aux mesures de publicité ci-après pour avertir les familles intéressées : affichage en mairie et au cimetière d'un avis municipal, publication de l'avis dans un journal local et, lorsque l'existence et l'adresse d'un membre de la famille sont connues, envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception ;
- **PROPOSE** aux familles concernées par des sépultures établies à l'origine en terrain commun de faire procéder à leur charge au transfert du défunt dans une concession du cimetière ou dans un autre cimetière ;

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026122-DE

- **FIXE** un délai maximum laissé aux familles intéressées pour se faire connaitre en mairie et procéder aux formalités nécessaires à la date du (3 mois après la date du Conseil Municipal) ;

- **PROCEDE** au terme de ce délai, à la reprise des sépultures dont la situation n'aura pas été régularisée, et de charger Monsieur le Maire de prendre un arrêté définissant les modalités selon lesquelles auront lieu ces reprises en vue de libérer les terrains et de les affecter à de nouvelles sépultures ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet, publiée et affichée conformément aux règlements en vigueur.

AINSI DÉLIBÉRÉ LES JOURS, MOIS ET AN SUSDITS
AU REGISTRE FIGURENT LES SIGNATURES POUR COPIE CONFORME

Résultat du vote :

Adopté à l'unanimité

- POUR : 27
- CONTRE : 0
- ABSTENTION : 0



Edmond JORDA
Maire de Sainte Marie la Mer

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. La présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de MONTPELLIER. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr"

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026123-DE

République Française

SAINTE MARIE LA MER

Extrait de délibération du Conseil Municipal
Commune de SAINTE MARIE LA MER (66470)

Séance du lundi 21 septembre 2026

Nombre de conseillers	En exercice	Présents	Procurations	Absents
	27	26	01	00

L'an deux mille vingt-six, le lundi vingt-et-un septembre à dix-huit heures trente, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de Sainte Marie la Mer, dûment convoqué, en session ordinaire, Salle du Conseil Municipal à la Médiathèque « Victor Hugo », sous la présidence de Monsieur Edmond JORDA, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 septembre 2026.

PRESENTS : Edmond JORDA, Christine MEYA, Alexandre LECAT, Paule BOBO-SENYORICH, Nicolas FIGUERES, France LEROY-PERALS, Alexandre TABARY, Jean-Louis BONNES, Jean-Louis BOLTE, Michelle PLANEILLES, Michel VILA, Éric PLANES, Pierre FERNANDEZ, Sophie ROCHE, Cyril DANJOU, Chrystelle FONT, Isabelle MARTINEZ, Sonia CLASTRIER, David ALDA, Angélique BOUCHARD, Julien TRESSENS, Laurence SOURRIBES, Marie VALETTE, Dimitri PIACENTINI, Manuela DESABLIN, Christophe MARTY,

ABSENTS : Néant,

PROCURATIONS : Odile LOOBUYCK-TETART donne procuration à Christine MEYA,

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Laurence SOURRIBES,

Délibération n° DL-DGS-2026-123

Acquisition pour transfert dans le domaine public des parcelles AB 208p et AB 201p

Rapporteur : Alexandre LECAT

Le rapporteur expose :

QUE le syndic de l'agence Sainte-Marie Immobilier a, par courrier en date du 18 février 2026, sollicité la commune afin de savoir si celle-ci pouvait envisager d'acquérir certaines voies actuellement situées sur le domaine du syndicat des propriétaires ;

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026123-DE

QUE cette demande concerne les emprises correspondant aux parcelles cadastrées AB 201p – lot E et AB 208p – lot B ;

QUE dans le cadre de cette demande, la commune a souhaité élargir l'acquisition à certaines emprises complémentaires, correspondant aux parcelles AB 201p – lot F et AB 208p – lot C, afin d'intégrer également les places de stationnement actuellement existantes;

QUE les parcelles cadastrées AB 201p – lots E et F appartiennent au syndicat des propriétaires ;

QUE les parcelles cadastrées AB 208p – lots B et C appartiennent à Monsieur JALADE ;

QUE afin de déterminer précisément les emprises concernées par cette acquisition, un plan d'arpentage a été réalisé le 19 mars 2026 ;

QUE les parcelles concernées par cette acquisition sont les suivantes :

- AB 201p – lot E ;
- AB 201p – lot F ;
- AB 208p – lot B ;
- AB 208p – lot C ;

QUE les parcelles cadastrées AB 201p et AB 208p sont concernées par une acquisition au profit de la commune pour un montant fixé à l'euro symbolique ;

QUE par courrier en date du 2 mars 2026, la commune a sollicité Monsieur JALADE afin d'obtenir son accord concernant la cession à la commune, pour l'euro symbolique, des emprises lui appartenant ;

QUE cette acquisition permettra à la commune de maîtriser les emprises concernées, de régulariser leur situation foncière et de préserver les places de stationnement actuellement existantes ;

QUE cette acquisition a vocation, par la suite, à être intégrée au domaine public routier communal ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 27 voix POUR :

- **ACCEPTE** l'acquisition, pour l'euro symbolique, des emprises correspondant aux parcelles suivantes :
    - La parcelle AB 201p – lot E ;
    - La parcelle AB 201p – lot F ;
    - La parcelle AB 208p – lot B ;
    - La parcelle AB 208p – lot C ;
- **CHARGE** l'étude notariale compétente de rédiger les actes à intervenir ;
- **DEMANDE** l'application de l'article 1042 du Code Général des Impôts ;

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026123-DE

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la promesse unilatérale d'achat, l'acte en question ainsi que tout acte utile en la matière ;
- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet, publiée et affichée conformément aux règlements en vigueur.

AINSI DÉLIBÉRÉ LES JOURS, MOIS ET AN SUSDITS
AU REGISTRE FIGURENT LES SIGNATURES POUR COPIE CONFORME

Résultat du vote :

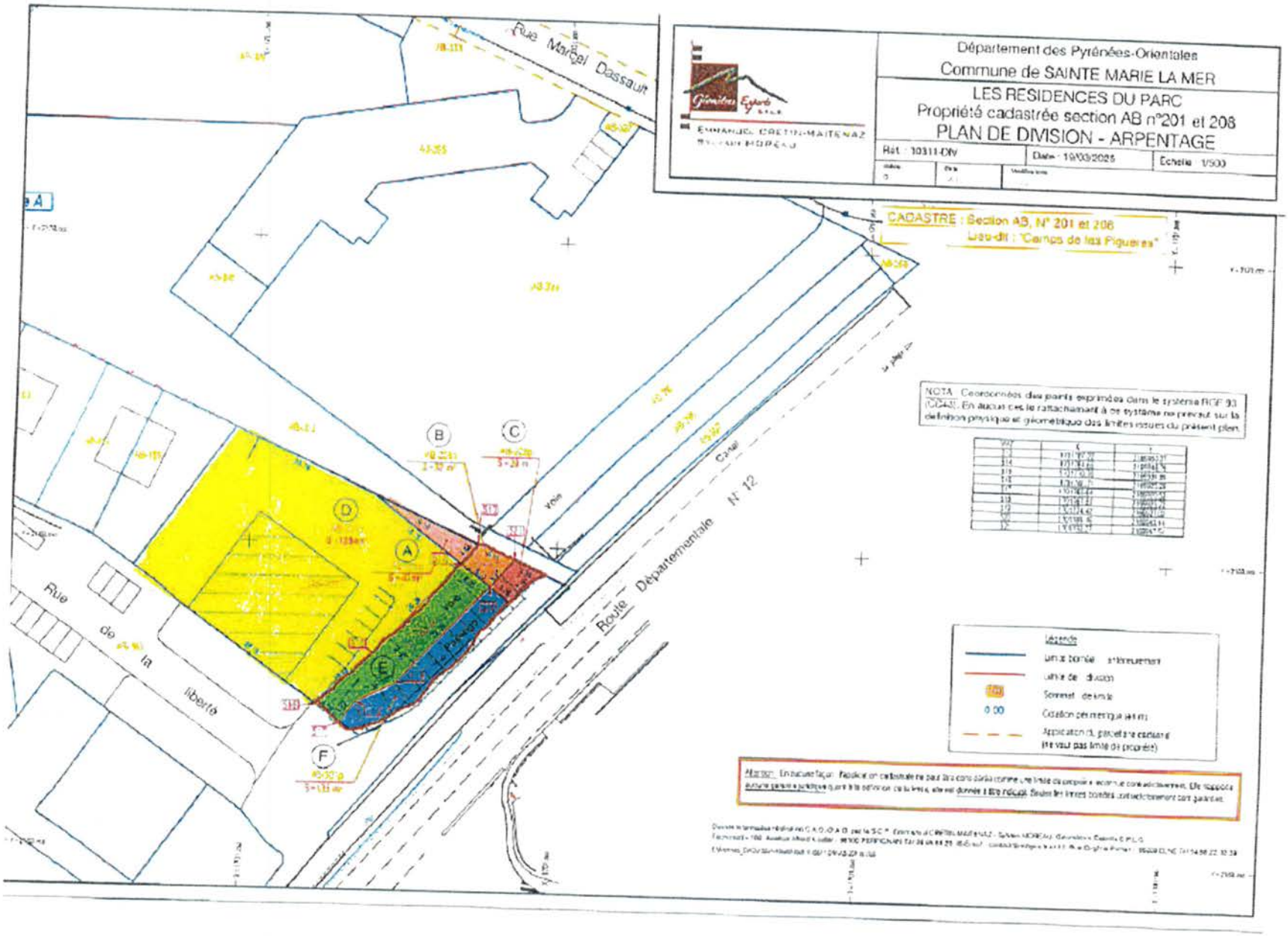
Adopté à l'unanimité

- POUR : 27
- CONTRE : 0
- ABSTENTION : 0



Edmond JORDA
Maire de Sainte Marie la Mer

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. La présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de MONTPELLIER. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr"



Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026123-DE

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026124-DE

République Française

SAINTE MARIE LA MER

Extrait de délibération du Conseil Municipal
Commune de SAINTE MARIE LA MER (66470)

Séance du lundi 21 septembre 2026

Nombre de conseillers	En exercice	Présents	Procurations	Absents
	27	26	01	00

L'an deux mille vingt-six, le lundi vingt-et-un septembre à dix-huit heures trente, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de Sainte Marie la Mer, dûment convoqué, en session ordinaire, Salle du Conseil Municipal à la Médiathèque « Victor Hugo », sous la présidence de Monsieur Edmond JORDA, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 septembre 2026.

PRESENTS : Edmond JORDA, Christine MEYA, Alexandre LECAT, Paule BOBO-SENYORICH, Nicolas FIGUERES, France LEROY-PERALS, Alexandre TABARY, Jean-Louis BONNES, Jean-Louis BOLTE, Michelle PLANEILLES, Michel VILA, Éric PLANES, Pierre FERNANDEZ, Sophie ROCHE, Cyril DANJOU, Chrystelle FONT, Isabelle MARTINEZ, Sonia CLASTRIER, David ALDA, Angélique BOUCHARD, Julien TRESSENS, Laurence SOURRIBES, Marie VALETTE, Dimitri PIACENTINI, Manuela DESABLIN, Christophe MARTY,

ABSENTS : Néant,

PROCURATIONS : Odile LOOBUYCK-TETART donne procuration à Christine MEYA,

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Laurence SOURRIBES,

Délibération n° DL-DGS-2026-124

Approbation de la convention de partenariat entre la Commune, le CCAS et l'association L'Expression des Arts pour l'organisation d'une séance de musicothérapie

Rapporteur : Paule BOBO-SENYORICH

Le rapporteur expose :

La Commune de Sainte-Marie-la-Mer et son Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) mènent activement une politique sociale de proximité axée sur la prévention, le bien-être, le maintien de l'autonomie et le renforcement du lien social entre les habitants.

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026124-DE

Dans cette dynamique, il est proposé d'établir un partenariat avec l'association locale L'Expression des Arts (immatriculée à Sainte-Marie-la-Mer) afin d'organiser une séance de musicothérapie. Cette discipline utilise la musique et le son comme instruments d'expression, de communication et de relaxation. Elle contribue directement à la préservation des capacités cognitives, émotionnelles et relationnelles des participants.

Le CCAS de Sainte-Marie-la-Mer a déjà approuvé le principe de ce partenariat lors de sa séance du 1er septembre 2026 (Délibération n° DL-CCAS-2026-022). La présente délibération vise à formaliser l'engagement de la Commune au sein de cette convention tripartite.

La convention fixe les conditions d'organisation et la répartition des charges entre les trois partenaires :

Action proposée : Une séance de musicothérapie de deux heures :

- **Date & Horaire :** Vendredi 16 octobre 2026, de 9h00 à 11h00.
- **Intervenante :** Mme Françoise SESTITO, musicothérapeute clinicienne certifiée.

- **Engagements de la Commune de Sainte-Marie-la-Mer :**
  - Mise à disposition gratuite d'une salle communale adaptée (accès accordé 30 minutes avant et après la séance pour l'installation et le rangement).
  - Fourniture du matériel communal disponible nécessaire au bon déroulement de l'atelier.
  - Sensibilisation des services communaux pour garantir la quiétude des lieux.
  - Relais de la communication sur les supports municipaux.

- **Engagements du CCAS :**
  - Prise en charge financière de la séance, sur la base de la facture établie par l'association conformément aux préconisations de la Société Française de Musicothérapie (SFM).
  - Gestion des inscriptions des participants et relais de communication.

- **Engagements de l'Association L'Expression des Arts :**
  - Animation de la séance par l'intervenante certifiée
  - Fourniture du matériel spécialisé et prise en charge des frais de l'intervenante.
  - Respect des règles de sécurité et des lieux mis à disposition.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Sainte-Marie-la-Mer n° DL-CCAS-2026-022 du 1er septembre 2026 portant approbation de la convention de partenariat pour une action de musicothérapie ;

CONSIDÉRANT que la Commune de Sainte-Marie-la-Mer et son CCAS mènent une politique active en matière d'action sociale de proximité, de prévention, de maintien de l'autonomie et de renforcement du lien social ;

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026124-DE

CONSIDÉRANT l'intérêt général de proposer aux habitants des ateliers favorisant le bien-être et la préservation des capacités cognitives, émotionnelles et relationnelles à travers des médiations artistiques telles que la musicothérapie ;

En conséquence, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 27 voix POUR :

- **APPROUVE** les termes de la convention de partenariat tripartite à intervenir entre la Commune de Sainte-Marie-la-Mer, le CCAS de Sainte-Marie-la-Mer et l'association L'Expression des Arts ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire (ou son représentant) à signer ladite convention ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre ;
- **PREND NOTE** que cette convention ne génère aucun engagement financier direct pour la Commune.
- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet, publiée et affichée conformément aux règlements en vigueur.

AINSI DÉLIBÉRÉ LES JOURS, MOIS ET AN SUSDITS
AU REGISTRE FIGURENT LES SIGNATURES POUR COPIE CONFORME

Résultat du vote :
Adopté à l'unanimité

- POUR : 27
- CONTRE : 0
- ABSTENTION : 0



Edmond JORDA
Maire de Sainte Marie la Mer

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. La présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de MONTPELLIER. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr"

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026124-DE

Convention de partenariat

Commune de Sainte Marie la Mer, CCAS de Sainte Marie la Mer et L'Association L'expression des Arts

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Commune de Sainte-Marie-la-Mer

Dont le siège est situé Place Pierre Roig, 66470 Sainte-Marie-la-Mer
Représentée par Monsieur Edmond JORDA, agissant en qualité de Maire,
Ci-après dénommée « la Commune »,

Et

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Sainte-Marie-la-Mer

Dont le siège est situé 2 avenue de la Rose des Vents, 66470 Sainte-Marie-la-Mer
Représenté par Monsieur Edmond JORDA, agissant en qualité de Président,
Ci-après dénommé « le CCAS »,

Et

L'association l'Expression des Arts, association loi 1901 déclarée, régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901,

Dont le siège social est situé 6 Rue des Pêchers, 66470 Sainte Marie la Mer,
Immatriculée sous le numéro SIRET 92466456800020,
Immatriculée sous le numéro RNA W662014149,
Représentée par Madame Frédérique CUGULLERE, agissant en qualité de Présidente, dûment habilitée aux fins des présentes,
Ci-après désignée « le Bénéficiaire » ou « l'Association »,

Ci-après désignées ensemble « les Parties ».

PREAMBULE

L'Expression des Arts c'est l'énergie d'une équipe de passionnés avec un objectif commun : promouvoir l'art comme moyen d'expression.

L'association propose des cours et des formations de piano et de chant en ligne mais aussi en présentiel à Sainte-Marie-la-mer en Occitanie.

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) est l'outil principal d'une commune pour mettre en œuvre les solidarités et organiser l'aide sociale de ses habitants.

Ainsi, le CCAS a pour rôle de lutter contre l'exclusion et la précarité, d'accompagner les personnes âgées et de soutenir les personnes souffrant de handicap.

Dans ce contexte, un partenariat avec l'association l'Expression d'Arts permettra de renforcer l'accompagnement social de proximité.

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026124-DE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le partenariat entre le CCAS et la commune de Saint-Marie-la-Mer et l'association l'expression des arts afin de soutenir la mise en œuvre d'actions auprès des habitants.

ARTICLE 2 – MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Moyens matériels

Dans le cadre de la présente convention, la Commune de Sainte-Marie-la-Mer met à disposition gratuitement de l'association L'expression d'Arts une salle qui reste à définir pour le déroulement d'une séance de musicothérapie :

Séance	Date	Horaires	Durée
Musicothérapie	Vendredi 16 octobre 2026	9h00 – 11h00	2 h

L'association L'expression d'Arts en partenariat avec les intervenants bénéficieront d'un accès aux locaux trente (30) minutes avant le début de la séance et jusqu'à trente (30) minutes après sa clôture, afin de permettre l'installation et le rangement du matériel.

Toute modification du calendrier ci-dessus fera l'objet d'un accord écrit préalable entre les Parties, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant à la présente convention.

Cette mise à disposition est consentie pour une durée équivalente à celle de la présente convention.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association Action santé s'engage à :

- Mettre tout en œuvre pour que l'atelier soit dispensé par l'intervenante Françoise SESTITO, musicothérapeute clinicienne certifiée.
- Prendre en charge l'intégralité des frais liés à l'intervenant (rémunération, déplacements et éventuels frais annexes)
- Préparer et animer les ateliers
- Veiller au bon déroulement de l'intervention
- Respecter la destination des lieux, les règles de sécurité en vigueur et.à ne pas créer de trouble à l'ordre publique.
- Fournir à l'intervenante le matériel nécessaire en bon état de fonctionnement

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

La commune s'engage à :

- La commune de Sainte-Marie la Mer met à disposition de l'association une salle gratuite pour le déroulement des ateliers.
- Fournir le matériel disponible nécessaire au bon déroulement des ateliers.
- Sensibiliser son personnel à ce projet (aucune intervention bruyante, respect du silence)
- Assurer la communication de l'évènement auprès des habitants via ses supports de communication habituels.

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026124-DE

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU CCAS

Le CCAS s'engage à :

- S'acquitter de la facture conforme produite par l'Association l'Expression des Arts selon les termes préconisés par la SFM (Société Française de Musicothérapie).
- Assurer, le cas échéant, les inscriptions des participants
- Assurer la communication de l'évènement auprès des habitants via ses supports de communication habituels.

ARTICLE 6 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES

Chaque partie est responsable des missions qui lui incombent dans le cadre de la présente convention et déclare être couverte par une assurance responsabilité civile adaptée.

La commune garantit la conformité des locaux mis à disposition aux normes de sécurité applicables aux établissements recevant du public (ERP).

ARTICLE 7 – MODIFICATION ET ANNULATION

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant écrit et signé par les trois parties.

En cas d'annulation pour cas de force majeure ou motif légitime, les parties se concerteront afin d'envisager, si possible, un report de l'action.

FAIT A :

LE :

EN TROIS EXEMPLAIRES ORIGINAUX

Pour l'Association	Pour la Commune	Pour le CCAS
L'Expression des Arts	De Sainte Marie la Mer	De Sainte Marie la Mer
La Présidente	*Le Maire*	*Le Président*
Signature :	Signature :	Signature :
	Edmond JORDA	Edmond JORDA
	MAIRIE DE SAINTE MARIE LA MER 66470 (Pyr.-Or.)	MAIRIE DE SAINTE MARIE LA MER C.C.A.S. 66470 (Pyr. Or.)

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026125-DE

République Française

SAINTE MARIE LA MER

Extrait de délibération du Conseil Municipal
Commune de SAINTE MARIE LA MER (66470)

Séance du lundi 21 septembre 2026

Nombre de conseillers	En exercice	Présents	Procurations	Absents
	27	26	01	00

L'an deux mille vingt-six, le lundi vingt-et-un septembre à dix-huit heures trente, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de Sainte Marie la Mer, dûment convoqué, en session ordinaire, Salle du Conseil Municipal à la Médiathèque « Victor Hugo », sous la présidence de Monsieur Edmond JORDA, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 septembre 2026.

PRESENTS : Edmond JORDA, Christine MEYA, Alexandre LECAT, Paule BOBO-SENYORICH, Nicolas FIGUERES, France LEROY-PERALS, Alexandre TABARY, Jean-Louis BONNES, Jean-Louis BOLTE, Michelle PLANEILLES, Michel VILA, Éric PLANES, Pierre FERNANDEZ, Sophie ROCHE, Cyril DANJOU, Chrystelle FONT, Isabelle MARTINEZ, Sonia CLASTRIER, David ALDA, Angélique BOUCHARD, Julien TRESSENS, Laurence SOURRIBES, Marie VALETTE, Dimitri PIACENTINI, Manuela DESABLIN, Christophe MARTY,

ABSENTS : Néant,

PROCURATIONS : Odile LOOBUYCK-TETART donne procuration à Christine MEYA,

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Laurence SOURRIBES,

Délibération n° DL-DGS-2026-125

Approbation de la convention de partenariat entre la Commune, le CCAS et La Mutuelle Catalane pour l'organisation d'un atelier de prévention santé

Rapporteur : Paule BOBO-SENYORICH

Le rapporteur expose :

Dans le cadre de sa politique locale de prévention, de santé publique et de promotion du bien-être pour tous les habitants, la Commune de Sainte-Marie-la-Mer recherche régulièrement à développer des partenariats favorisant l'éducation à la santé et la sensibilisation de ses citoyens.

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026125-DE

À ce titre, La Mutuelle Catalane a proposé de mettre en œuvre, à destination de la population Sainte Marinoise, une action collective de sensibilisation sur le thème de la nutrition et de la prévention du diabète.

Cette intervention prendra la forme d'une conférence-atelier animée par une professionnelle qualifiée en diététique. La participation sera entièrement gratuite pour les habitants.

- **La Mutuelle Catalane** assure l'organisation globale, met à disposition la diététicienne et prend à sa charge l'intégralité des frais liés à l'intervenante (animation, rémunération et déplacements).
- **Le CCAS de Sainte-Marie-la-Mer** contribue à l'organisation locale, à la gestion des inscriptions ainsi qu'à l'accueil du public le jour de l'événement.
- **La Commune de Sainte-Marie-la-Mer** s'engage, quant à elle, à mettre à disposition **à titre gratuit** une salle communale adaptée ainsi que le matériel nécessaire (chaises, tables, vidéoprojecteur), et à assurer la communication de l'événement via ses supports habituels.

Il convient de préciser que cette action s'inscrit dans un cadre partenarial sans flux financier entre les parties.

Par délibération n° DL-CCAS-2026-020 en date du 1er septembre 2026, le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) a déjà approuvé cette convention de partenariat.

L'implication de la Commune portant sur la mise à disposition d'une salle communale et de matériel, il convient que le Conseil Municipal délibère à son tour afin d'approuver les termes de ladite convention tripartite.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le projet de convention de partenariat relatif à l'action de prévention santé « Diabète et Diététique » à intervenir entre la Commune de Sainte-Marie-la-Mer, le CCAS de Sainte-Marie-la-Mer et La Mutuelle Catalane ;

VU la délibération n° DL-CCAS-2026-020 du Conseil d'Administration du CCAS en date du 1er septembre 2026 portant approbation de ladite convention ;

CONSIDÉRANT l'intérêt général que présente cette action d'information, de prévention et de promotion de la santé publique au bénéfice des résidents de la commune ;

CONSIDÉRANT que la mise à disposition à titre gratuit des locaux et matériels communaux est nécessaire au bon déroulement de cet atelier ;

En conséquence, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 27 voix POUR :

- **APPROUVE** les termes de la convention de partenariat tripartite à intervenir entre la Commune de Sainte-Marie-la-Mer, le CCAS de Sainte-Marie-la-Mer et La Mutuelle Catalane ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire (ou son représentant) à signer ladite convention ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre ;

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026125-DE

- **PRENDRE NOTE** que cette convention ne génère aucun engagement financier direct pour la Commune ;

- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet, publiée et affichée conformément aux règlements en vigueur.

AINSI DÉLIBÉRÉ LES JOURS, MOIS ET AN SUSDITS
AU REGISTRE FIGURENT LES SIGNATURES POUR COPIE CONFORME

Résultat du vote :

Adopté à l'unanimité

- POUR : 27
- CONTRE : 0
- ABSTENTION : 0



Edmond JORDA
Maire de Sainte Marie la Mer

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. La présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de MONTPELLIER. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr"

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026125-DE

La Mutuelle Catalane
Une mutuelle plus humaine

CONVENTION DE PARTENARIAT
Prévention Santé

LA MUTUELLE CATALANE

Située au :
20 Av. de Grande Bretagne 66 000 Perpignan

Représentée par ***Mme Sylvie CORTES***
Agissant en qualité de ***Présidente du Conseil d'Administration***

Ci-après « ***LA MUTUELLE CATALANE*** *»*

La Commune de Sainte Marie la Mer

Située au :
Place Pierre Roig, 66470 Sainte Marie la Mer

Représenté par ***Monsieur Edmond JORDA***
Agissant en qualité de ***Maire,***

Ci-après dénommé « ***"la Commune"*** *»*

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Sainte Marie

Située au :
2 Avenue de la Rose des Vents, 66470 Sainte Marie la Mer

Représenté par **Monsieur Edmond JORDA,**
Agissant en qualité de **Président,**

Ci-après dénommé **"le CCAS"**

Ci-après dénommées ensemble les « Parties »,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE
Dans le cadre de sa politique de prévention et de promotion de la santé, La Mutuelle Catalane organise régulièrement des ateliers destinés à ses adhérents.
Ces ateliers ont pour objectif :

- promouvoir la prévention et l'éducation à la santé ;
- faire découvrir aux adhérents différentes pratiques favorisant le bien-être ;
- permettre aux professionnels de santé de présenter leur activité, leur savoir-faire et les bénéfices de leur accompagnement ;
- favoriser les échanges entre les adhérents et les professionnels intervenants.

La présente convention définit les modalités de cette collaboration.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre les parties dans le cadre de l'organisation d'un atelier de prévention et de sensibilisation sur le diabète.

Cet atelier prendra la forme d'une conférence animée par une intervenante spécialisée en diététique, à destination des habitants de la commune de Sainte-Marie-la-Mer. Il a pour objectif d'apporter des informations sur l'alimentation, la prévention du diabète et les bonnes pratiques de santé.

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026125-DE

Article 2 – Date, horaire et lieu

L'atelier se déroulera :

- **Thème de l'atelier :** prévention et de sensibilisation sur le diabète
- **Date :** lundi 13 octobre
- **Horaire :** 9h30 à 11h30
- **Durée approximative :** 2 heures
- **Lieu :** à définir
- **Nombre maximum de participants :** suivant la capacité de la salle

La participation est gratuite et ouverte aux habitants de la commune, dans la limite des places disponibles.

Article 3 – Engagements de la Mutuelle Catalane

La Mutuelle Catalane s'engage à :

- organiser et coordonner l'intervention ;
- assurer la mise à disposition d'une intervenante qualifiée en diététique et prévention santé ;
- prendre en charge l'intégralité des frais liés à l'intervenante (rémunération, déplacements et éventuels frais annexes) ;
- préparer et animer la conférence ;
- fournir, si nécessaire, les supports pédagogiques remis aux participants ;
- veiller au bon déroulement de l'intervention.

Article 4 – Engagements de la Commune de Sainte-Marie-la-Mer

La Commune s'engage à :

- la commune de Saint-Marie-la-Mer met à disposition de LA MUTUELLE CATALANE une salle gratuitement pour le déroulement de l'atelier
  Cette mise à disposition est consentie pour une durée équivalente à celle de la présente convention.
  LA MUTUELLE CATALANE s'engage à respecter la destination des lieux, les règles de sécurité en vigueur et à ne pas créer de trouble dans la vie de la résidence.
- fournir le matériel disponible nécessaire au bon déroulement de la conférence (chaises, tables, vidéoprojecteur, écran, sonorisation si besoin, accès électrique) ;
- assurer la communication de l'événement auprès des habitants via ses supports habituels.

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026125-DE

Article 5 – Engagements du CCAS de Sainte-Marie-la-Mer

Le CCAS s'engage à :

- participer à l'organisation et à la coordination locale de l'événement ;
- assurer, le cas échéant, les inscriptions des participants ;
- accueillir le public le jour de l'atelier ;
- contribuer à la diffusion de l'information auprès des habitants et des partenaires locaux.

Article 6 – Conditions financières

La présente action est réalisée dans le cadre d'un partenariat sans flux financier entre la Commune, le CCAS et les participants.

La Mutuelle Catalane prend en charge l'intégralité des frais liés à l'intervenante (animation, rémunération, déplacements et frais annexes éventuels).

La Commune met à disposition à titre gratuit la salle et le matériel nécessaire.

Le CCAS assure les missions d'organisation locale et de communication sans contrepartie financière.

Article 7 – Communication

Les parties s'engagent à assurer la communication de l'événement et à valoriser leur partenariat.

Les logos de la Mutuelle Catalane, de la Commune de Sainte-Marie-la-Mer et du CCAS pourront être utilisés sur les supports de communication, dans le respect de leurs chartes graphiques respectives. Toute autre utilisation devra faire l'objet d'un accord écrit préalable.

Article 8 – Responsabilités et assurances

Chaque partie est responsable des missions qui lui incombent dans le cadre de la présente convention et déclare être couverte par une assurance responsabilité civile adaptée.

La Commune garantit la conformité des locaux mis à disposition aux normes de sécurité applicables aux établissements recevant du public (ERP).

Article 9 – Modification et annulation

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant écrit signé par les trois parties.

En cas d'annulation pour cas de force majeure ou motif légitime, les parties se concerteront afin d'envisager, si possible, un report de l'action.

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026125-DE

Article 10 – Durée

La présente convention prend effet à compter de sa signature et prendra fin à l'issue de l'atelier du 13 octobre, sous réserve des obligations éventuellement persistantes.

Article 11 – Protection des données

Chaque Partie s'engage à respecter la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles (RGPD).
Aucune liste d'adhérents ne pourra être transmise au Partenaire sans l'accord préalable des personnes concernées.

Article 12 – Litiges

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable à tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

À défaut, le litige relèvera de la compétence du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à : Perpignan

Le : 20/07/2026

En trois exemplaires originaux.

Pour LA MUTUELLE CATALANE	Pour La Commune de Sainte Marie la Mer	Pour Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Sainte Marie
La présidente	*Le Maire*	*Le Président*
Mme Sylvie CORTES	*Monsieur Edmond JORDA*	*Monsieur Edmond JORDA*
Signature :	Signature :	Signature :

La Mutuelle Catalane
Une mutuelle plus humaine

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026126-DE

République Française

SAINTE MARIE LA MER

Extrait de délibération du Conseil Municipal
Commune de SAINTE MARIE LA MER (66470)

Séance du lundi 21 septembre 2026

Nombre de conseillers	En exercice	Présents	Procurations	Absents
	27	26	01	00

L'an deux mille vingt-six, le lundi vingt-et-un septembre à dix-huit heures trente, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de Sainte Marie la Mer, dûment convoqué, en session ordinaire, Salle du Conseil Municipal à la Médiathèque « Victor Hugo », sous la présidence de Monsieur Edmond JORDA, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 septembre 2026.

PRESENTS : Edmond JORDA, Christine MEYA, Alexandre LECAT, Paule BOBO-SENYORICH, Nicolas FIGUERES, France LEROY-PERALS, Alexandre TABARY, Jean-Louis BONNES, Jean-Louis BOLTE, Michelle PLANEILLES, Michel VILA, Éric PLANES, Pierre FERNANDEZ, Sophie ROCHE, Cyril DANJOU, Chrystelle FONT, Isabelle MARTINEZ, Sonia CLASTRIER, David ALDA, Angélique BOUCHARD, Julien TRESSENS, Laurence SOURRIBES, Marie VALETTE, Dimitri PIACENTINI, Manuela DESABLIN, Christophe MARTY,

ABSENTS : Néant,

PROCURATIONS : Odile LOOBUYCK-TETART donne procuration à Christine MEYA,

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Laurence SOURRIBES,

Délibération n° DL-DGS-2026-126

Approbation de la convention tripartite de partenariat entre la Commune, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) et La Mutuelle Catalane pour l'organisation d'ateliers d'Activité Physique Adaptée (APA) destinés aux seniors

Rapporteur : Paule BOBO-SENYORICH

Le rapporteur expose :

Dans le cadre de ses politiques en faveur de la santé publique, du bien vieillir et du maintien de l'autonomie de ses aînés, la Commune de Sainte-Marie-la-Mer souhaite proposer une action de prévention santé innovante à destination des seniors de la commune.

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026126-DE

À cette fin, un partenariat a été élaboré entre la Commune de Sainte-Marie-la-Mer, le CCAS de Sainte-Marie-la-Mer et La Mutuelle Catalane afin de mettre en place un cycle d'ateliers d'Activité Physique Adaptée (APA).

Ce cycle comprend 25 séances de 1 heure, dispensées gratuitement aux seniors résidant sur la commune, du jeudi 5 novembre 2026 au mois de juin 2027 (tous les jeudis de 11h00 à 12h00, Salle Saint-Exupéry).

Ce projet vise à :

- Encourager les seniors à maintenir une activité physique régulière ;
- Préserver et améliorer les capacités physiques nécessaires à l'autonomie (mobilité, équilibre, coordination, renforcement musculaire doux) ;
- Prévenir les risques de chute, de sédentarité et de perte d'autonomie ;
- Favoriser le bien-être et renforcer le lien social entre les habitants.

Ce projet repose sur un partenariat tripartite et équilibré, fonctionnant sans aucun coût financier pour la Commune ni pour les participants :

1. **La Mutuelle Catalane** :
    - Assure la coordination générale de l'action.
    - Met à disposition une intervenante qualifiée en Activité Physique Adaptée.
    - Prend en charge l'intégralité des frais d'intervention (rémunération de l'intervenante, déplacements et frais annexes).
2. **La Commune de Sainte-Marie-la-Mer** :
    - Met gratuitement à disposition la Salle Saint-Exupéry (Impasse du Boulodrome) pour une durée de 1 heure par semaine durant les 25 séances prévues.
    - Fournit, selon ses disponibilités, le matériel communal nécessaire au bon déroulement des exercices.
3. **Le CCAS de Sainte-Marie-la-Mer** :
    - Participe à l'organisation locale, à la communication et à l'information auprès des habitants.
    - Gère les inscriptions des participants (limitées à 15 personnes par groupe pour des raisons de sécurité et de qualité d'encadrement).

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le projet de convention de partenariat relatif au cycle de séances d'Activité Physique Adaptée (APA) entre la Commune, le CCAS de Sainte-Marie-la-Mer et La Mutuelle Catalane ;

CONSIDERANT l'avis favorable du Conseil d'Administration du CCAS de Sainte-Marie-la-Mer qui s'est réuni le mardi 1er septembre 2026 et a délibéré favorablement (Délibération n° DL-CCAS-2026-021), concernant l'approbation de cette convention et l'engagement du CCAS dans ce partenariat ;

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026126-DE

CONSIDÉRANT l'intérêt général de cette action de prévention santé et de maintien de l'autonomie en faveur des seniors de la commune ;

En conséquence, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 27 voix POUR :

- **APPROUVE** les termes de la convention de partenariat à intervenir entre la Commune de Sainte-Marie-la-Mer, le CCAS de Sainte-Marie-la-Mer et La Mutuelle Catalane pour la mise en place d'un cycle de 25 séances d'Activité Physique Adaptée (APA) à destination des seniors ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire (ou son représentant) à signer ladite convention ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre ;
- **PRENDRE NOTE** que cette convention ne génère aucun engagement financier direct pour la Commune ;
- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet, publiée et affichée conformément aux règlements en vigueur.

AINSI DÉLIBÉRÉ LES JOURS, MOIS ET AN SUSDITS
AU REGISTRE FIGURENT LES SIGNATURES POUR COPIE CONFORME

Résultat du vote :

Adopté à l'unanimité

- POUR : 27
- CONTRE : 0
- ABSTENTION : 0



Edmond JORDA
Maire de Sainte Marie la Mer

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. La présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de MONTPELLIER. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr"

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026126-DE

La Mutuelle Catalane
Une mutuelle plus humaine

CONVENTION DE PARTENARIAT
Prévention Santé

LA MUTUELLE CATALANE

Située au :
20 Av. de Grande Bretagne 66 000 Perpignan

Représentée par ***Mme Sylvie CORTES***
Agissant en qualité de ***Présidente du Conseil d'Administration***

*Ci-après dénommée « **LA MUTUELLE CATALANE** »*

LA COMMUNE DE SAINTE MARIE LA MER

Située au :
Place Pierre Roig, 66470 Sainte Marie la Mer

Représentée par ***Monsieur Edmond JORDA***
Agissant en qualité de ***Maire,***

*Ci-après dénommée « **LA COMMUNE** »*

LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) DE SAINTE MARIE

Située au :
2 Avenue de la Rose des Vents, 66470 Sainte Marie la Mer

Représentée par **Monsieur Edmond JORDA,**
Agissant en qualité de **Président,**

Ci-après dénommée « **LE CCAS** »

Ci-après dénommées ensemble les « Parties »,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre de sa mission de prévention et de promotion de la santé, **LA MUTUELLE CATALANE** développe et met en œuvre des actions destinées à accompagner ses adhérents et, plus largement, les différents publics concernés par les enjeux de santé.

Ces actions s'inscrivent dans une démarche globale visant à favoriser l'accès à l'information, la prévention des risques liés à la santé, l'adoption de comportements favorables au bien-être et l'amélioration de la qualité de vie.

Elles peuvent prendre différentes formes, notamment des ateliers de prévention, des actions de sensibilisation, des séances d'accompagnement ou des interventions animées par des professionnels qualifiés, autour de thématiques variées telles que l'activité physique, la nutrition, le bien-être, le maintien de l'autonomie, la prévention des maladies chroniques ou toute autre thématique relevant de la prévention et de la promotion de la santé.

À travers ces initiatives, **LA MUTUELLE CATALANE** poursuit notamment les objectifs suivants :

- favoriser la prévention et l'éducation à la santé auprès des différents publics ;
- permettre à chacun d'acquérir des connaissances et des outils utiles pour préserver son capital santé ;
- promouvoir des comportements favorables au bien-être et à la qualité de vie ;

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026126-DE

- faciliter l'accès à des professionnels et intervenants spécialisés ;
- renforcer le lien social et favoriser les échanges autour des problématiques de santé.

Dans ce cadre, **LA MUTUELLE CATALANE**, **LA COMMUNE** et **LE CCAS** souhaitent mettre en place un partenariat spécifique visant à proposer aux seniors de la commune un cycle de séances d'activité physique adaptée.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration entre les parties dans le cadre de cette action.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre **LA MUTUELLE CATALANE**, **LA COMMUNE** et **LE CCAS** dans le cadre de l'organisation d'un cycle de **25 séances d'activité physique adaptée (APA) à destination des seniors**.

Ces ateliers seront animés par une intervenante qualifiée dans le domaine de l'activité physique adaptée et auront pour objectifs de :

- encourager les seniors à maintenir une activité physique régulière ;
- préserver et améliorer les capacités physiques nécessaires à l'autonomie (mobilité, équilibre, coordination, souplesse et renforcement musculaire doux) ;
- prévenir les risques liés à la sédentarité et à la perte d'autonomie ;
- favoriser le bien-être physique, psychologique et social des participants.

Ces séances sont proposées aux habitants seniors de **LA COMMUNE**, dans une démarche de prévention santé, de maintien de l'autonomie et de développement du lien social.

Article 2 – Dates, horaires et lieu de réalisation

Les séances seront organisées selon les modalités suivantes :

- **Public concerné :** seniors habitants de la commune de Sainte-Marie-la-Mer ;
- **Thématique des ateliers :** activité physique adaptée, prévention santé, maintien de l'autonomie et bien-être par le mouvement ;
- **Nombre de séances prévues :** 25 séances ;
- **Période de réalisation :** à compter du jeudi 5 novembre 2026 jusqu'au mois de juin 2027 ;
- **Jour et horaires :** tous les jeudis de 11h00 à 12h00 ;
- **Durée de chaque séance :** 1 heure ;
- **Lieu :** Salle Saint-Exupéry – Impasse du Boulodrome – Sainte-Marie-la-Mer ;
- **Nombre maximum de participants :** 15 personnes par séance, dans la limite de la capacité d'accueil de la salle et des règles de sécurité applicables.

La participation aux ateliers est gratuite pour les participants.

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026126-DE

Article 3 – Engagements de LA MUTUELLE CATALANE

LA MUTUELLE CATALANE s'engage à :

- assurer la coordination générale de l'action avec **LA COMMUNE** et **LE CCAS** ;
- mettre en relation **LA COMMUNE** et **LE CCAS** avec l'intervenante choisie ;
- assurer la mise à disposition d'une intervenante qualifiée en activité physique adaptée (APA) ;
- prendre en charge l'intégralité des frais liés à l'intervention (rémunération, déplacements et éventuels frais annexes) ;
- préparer et assurer l'animation des séances.

Article 4 – Engagements de LA COMMUNE

LA COMMUNE s'engage à :

- mettre gratuitement à disposition de **LA MUTUELLE CATALANE** et de son intervenante une salle adaptée permettant le déroulement des séances ;
- garantir l'accès aux locaux pendant les créneaux définis dans la présente convention ;
- fournir, dans la mesure de ses possibilités, le matériel disponible nécessaire au bon déroulement des interventions.

Cette mise à disposition est consentie pour une durée équivalente à celle de la présente convention.

LA MUTUELLE CATALANE, son intervenante et les participants s'engagent à respecter la destination des locaux, les règles de sécurité applicables ainsi que les consignes d'utilisation communiquées par **LA COMMUNE**.

Article 5 – Engagements de LE CCAS

LE CCAS s'engage à :

- participer à l'organisation et à la coordination locale de l'action ;
- assurer, le cas échéant, les inscriptions des participants ;
- contribuer à l'accueil du public lors des séances ;
- mettre en place la communication et assurer la diffusion de l'information auprès des habitants et des partenaires locaux.

Article 6 – Conditions financières

La présente action est réalisée dans le cadre d'un partenariat sans participation financière demandée aux participants et sans facturation entre les trois parties signataires.

LA MUTUELLE CATALANE prend en charge l'intégralité des frais liés à l'intervenante (animation, rémunération, déplacements et éventuels frais annexes).

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026126-DE

LA COMMUNE met gratuitement à disposition les locaux et le matériel disponible nécessaire.

LE CCAS assure les missions d'organisation locale et de communication sans contrepartie financière.

Article 7 – Communication

LES PARTIES s'engagent à assurer la communication de l'action et à valoriser leur partenariat.

Les logos de **LA MUTUELLE CATALANE**, de **LA COMMUNE** et de **LE CCAS** pourront être utilisés sur les supports de communication relatifs à cette action, dans le respect des chartes graphiques respectives.

Toute utilisation des logos ou éléments d'identité visuelle en dehors de ce cadre devra faire l'objet d'un accord écrit préalable de la partie concernée.

Article 8 – Responsabilités et assurances

Chaque partie est responsable des missions qui lui incombent dans le cadre de la présente convention et déclare être couverte par une assurance responsabilité civile adaptée.

LA COMMUNE garantit la conformité des locaux mis à disposition aux normes de sécurité applicables aux établissements recevant du public (ERP).

Les participants sont informés que les séances proposées s'inscrivent dans une démarche de prévention et de maintien de l'autonomie.

Ils s'engagent à signaler à l'intervenante toute difficulté particulière, limitation physique ou contre-indication médicale connue pouvant avoir un impact sur leur participation.

L'intervenante adapte les exercices proposés aux capacités et aux besoins des participants afin de garantir des conditions de pratique sécurisées.

La participation aux séances demeure volontaire et relève de la responsabilité individuelle de chaque participant.

Article 9 – Modification et annulation

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant écrit signé par **LES TROIS PARTIES**.

En cas d'annulation liée à un cas de force majeure ou à un motif légitime, **LES PARTIES** se concerteront afin d'envisager, lorsque cela est possible, un report de l'action.

Article 10 – Durée

La présente convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties.

Elle prendra fin à l'issue de la réalisation des 25 séances prévues, sauf dispositions particulières demeurant applicables après son expiration.

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026126-DE

Article 11 – Protection des données personnelles

CHAQUE PARTIE s'engage à respecter la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles, notamment le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

Les données personnelles recueillies dans le cadre de cette action ne pourront être utilisées que pour les besoins de son organisation.

Aucune liste d'adhérents ou donnée personnelle ne pourra être transmise à une autre partie sans l'accord préalable des personnes concernées et dans le respect de la réglementation applicable.

Article 12 – Litiges

LES PARTIES s'engagent à rechercher une solution amiable à tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

À défaut d'accord amiable, le litige relèvera de la compétence du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à : Perpignan

Le : 29/07/2026

En trois exemplaires originaux.

Pour LA MUTUELLE CATALANE	Pour LA COMMUNE DE SAINTE MARIE LA MER	Pour LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) DE SAINTE MARIE
La Présidente *Mme Sylvie CORTES*	*Le Maire* *Monsieur Edmond JORDA*	*Le* Président *Monsieur Edmond JORDA*
Signature :	Signature :	Signature :

MAIRIE DE SAINTE MARIE LA MER ★ 66470 (Pyr.-Or.) ★

MAIRIE DE SAINTE MARIE LA MER ★ C.C.A.S. ★ 66470 (Pyr. Or.) ★

La Mutuelle Catalane
Une mutuelle plus humaine

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026127-DE

République Française

SAINTE MARIE LA MER

Extrait de délibération du Conseil Municipal
Commune de SAINTE MARIE LA MER (66470)

Séance du lundi 21 septembre 2026

Nombre de conseillers	En exercice	Présents	Procurations	Absents
	27	26	01	00

L'an deux mille vingt-six, le lundi vingt-et-un septembre à dix-huit heures trente, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de Sainte Marie la Mer, dûment convoqué, en session ordinaire, Salle du Conseil Municipal à la Médiathèque « Victor Hugo », sous la présidence de Monsieur Edmond JORDA, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 septembre 2026.

PRESENTS : Edmond JORDA, Christine MEYA, Alexandre LECAT, Paule BOBO-SENYORICH, Nicolas FIGUERES, France LEROY-PERALS, Alexandre TABARY, Jean-Louis BONNES, Jean-Louis BOLTE, Michelle PLANEILLES, Michel VILA, Éric PLANES, Pierre FERNANDEZ, Sophie ROCHE, Cyril DANJOU, Chrystelle FONT, Isabelle MARTINEZ, Sonia CLASTRIER, David ALDA, Angélique BOUCHARD, Julien TRESSENS, Laurence SOURRIBES, Marie VALETTE, Dimitri PIACENTINI, Manuela DESABLIN, Christophe MARTY,

ABSENTS : Néant,

PROCURATIONS : Odile LOOBUYCK-TETART donne procuration à Christine MEYA,

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Laurence SOURRIBES,

Délibération n° DL-DGS-2026-127

Approbation de la convention de partenariat entre la Commune, le CCAS et l'association OncoParcours

Rapporteur : Paule BOBO-SENYORICH

Le rapporteur expose :

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) et la Ville de Sainte-Marie-la-Mer développent des actions de prévention, d'information et d'accompagnement visant à améliorer la santé et la qualité de vie des habitants.

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026127-DE

Afin de renforcer l'accompagnement social de proximité, il est proposé d'établir un partenariat tripartite avec l'Association OncoParcours. Cette association spécialisée a pour mission d'accompagner et de soutenir les personnes touchées par un cancer du sein ou un cancer gynécologique, ainsi que leurs proches, à travers une prise en charge globale (coordination médico-psycho-sociale, soins de support complémentaires et interventions non médicamenteuses).

Le Conseil d'Administration du CCAS a déjà approuvé cette démarche lors de sa séance du 1er septembre 2026 (Délibération n° DL-CCAS-2026-025). Il convient à présent de soumettre cette convention à l'approbation du Conseil Municipal.

Ce projet de partenariat s'inscrit pleinement dans les politiques de prévention de santé publique et de soutien social portées par la municipalité et son CCAS

La convention fixe le cadre de la collaboration entre la Commune, le CCAS et l'association OncoParcours pour l'organisation d'une action d'information et de prévention :

Action proposée : Conférence publique gratuite sur le thème de l'accompagnement et de la prévention.

- Date & Horaire : Samedi 17 octobre 2026 de 11h00 à 12h00
- Intervenante : Dr Stéphanie CATALA, Oncologue Radiothérapeute et Présidente de l'association
- Lieu : Une salle municipale mise à disposition à titre gratuit par la Commune.

La convention de partenariat précise les missions de chaque signataire :

- **Engagements de la Commune de Sainte-Marie-la-Mer :**
  - Met à disposition gratuitement une salle adaptée ainsi que le matériel communal disponible.
  - Assure la communication de l'événement sur ses supports habituels.
  - Veille à la conformité et au respect de la tranquillité des lieux.

- **Engagements du CCAS :**
  - Gère les inscriptions des participants.
  - Relaye la communication de la conférence auprès des habitants.

- **L'Association OncoParcours:**
  - Assure la préparation, l'animation et le bon déroulement de la conférence par le Dr Stéphanie CATALA.
  - Prend en charge l'intégralité des frais liés à l'intervenante (rémunération, déplacements).
  - Fournit le matériel nécessaire et respecte les consignes de sécurité des lieux.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le projet de convention de partenariat tripartite entre la Commune de Sainte-Marie-la-Mer, le CCAS de Sainte-Marie-la-Mer et l'association OncoParcours ;

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026127-DE

VU la délibération du Conseil d'Administration du CCAS N° DL-CCAS-2026-025 du 1er septembre 2026 ;

CONSIDÉRANT que la Commune de Sainte-Marie-la-Mer et son CCAS mènent une politique active en matière de santé publique, de prévention, d'information et d'accompagnement social afin de favoriser l'accès aux soins et au soutien des habitants;

CONSIDÉRANT la mise à disposition gratuite d'une salle communale pour l'organisation de cette manifestation ;

En conséquence, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 27 voix POUR :

- **APPROUVE** les termes de la convention de partenariat tripartite à intervenir entre la Commune de Sainte-Marie-la-Mer, le CCAS de Sainte-Marie-la-Mer et l'association OncoParcours ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire (ou son représentant) à signer ladite convention ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre ;
- **PREND NOTE** que cette convention ne génère aucun engagement financier direct pour la Commune.
- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet, publiée et affichée conformément aux règlements en vigueur.

AINSI DÉLIBÉRÉ LES JOURS, MOIS ET AN SUSDITS
AU REGISTRE FIGURENT LES SIGNATURES POUR COPIE CONFORME

Résultat du vote :

Adopté à l'unanimité

- POUR : 27
- CONTRE : 0
- ABSTENTION : 0

MAIRIE DE SAINTE MARIE LA MER * 66470 (Pyr.-Or.) *

Edmond JORDA
Maire de Sainte Marie la Mer

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. La présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de MONTPELLIER. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr"

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026127-DE

C.C.A.S
SAINTE MARIE LA MER

Onco Parcours
INSTITUT DU SEIN & DE GYNÉCOLOGIE

Convention de partenariat

Commune de Sainte Marie la Mer, CCAS de Sainte Marie la Mer et L'Association OncoParcours

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Commune de Sainte-Marie-la-Mer

Dont le siège est situé Place Pierre Roig, 66470 Sainte-Marie-la-Mer
Représentée par Monsieur Edmond JORDA, agissant en qualité de Maire,
Ci-après dénommée « la Commune »,

Et

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Sainte-Marie-la-Mer

Dont le siège est situé 2 avenue de la Rose des Vents, 66470 Sainte-Marie-la-Mer
Représenté par Monsieur Edmond JORDA, agissant en qualité de Président,
Ci-après dénommé « le CCAS »,

Et

L'association OncoParcours, association loi 1901 déclarée, régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901,

Dont le siège social est situé Les bureaux du Parc – Bat C – Allée de Barcelone, 66350 Toulouges
Immatriculée sous le numéro SIRET 88828922000020,
Immatriculée sous le numéro RNA W662012373,
Représentée par Madame Stéphanie CATALA, agissant en qualité de Présidente, dûment habilitée aux fins des présentes,
Ci-après désignée « le Bénéficiaire » ou « l'Association »,

Ci-après désignées ensemble « les Parties ».

PREAMBULE

L'association ONCOPARCOURS vise à accompagner et à soutenir les personnes touchées par un cancer du sein ou gynécologique, ainsi que leur proche.

L'association propose un accompagnement personnalisé à l'issu d'un entretien individuel avec la coordinatrice de l'Association et une prise en charge globale faite d'un savant dosage entre singularité et force du collectif.

Quel que soit le lieu de traitement, l'association offre une écoute attentive pour co-construire les parcours de soins et de vie grâce à une coordination médico-psycho-sociale, des soins de support complémentaires et des interventions non médicamenteuses.

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) est l'outil principal d'une commune pour mettre en œuvre les solidarités et organiser l'aide sociale de ses habitants.

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026127-DE

Ainsi, le CCAS a pour rôle de lutter contre l'exclusion et la précarité, d'acco
de soutenir les personnes souffrant de handicap.

Dans ce contexte, un partenariat avec l'association OCONPARCOURS permettra de renforcer l'accompagnement social de proximité.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le partenariat entre le CCAS et la commune de Saint-Marie-la-Mer et l'association ONCOPARCOURS afin de soutenir la mise en œuvre d'actions auprès des habitants.

ARTICLE 2 – MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

Moyens matériels

Dans le cadre de la présente convention, la Commune de Sainte-Marie-la-Mer met à disposition gratuitement de l'association ONCOPARCOURS une salle qui reste à définir pour le déroulement d'une conférence :

Séance	Date	Horaires	Durée
Conférence	Samedi 17 octobre 2026	11h00 – 12h00	1 h

L'association ONCOPARCOURS, par l'intermédiaire de son intervenante, bénéficiera d'un accès aux locaux trente (30) minutes avant le début de la conférence et jusqu'à trente (30) minutes après sa clôture, afin de permettre l'installation et le rangement du matériel.

Toute modification du calendrier ci-dessus fera l'objet d'un accord écrit préalable entre les Parties, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant à la présente convention.

Cette mise à disposition est consentie pour une durée équivalente à celle de la présente convention.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre tout en œuvre pour que la conférence soit dispensée par l'intervenante Stéphanie CATALA, Oncologue Radiothérapeute
- Prendre en charge l'intégralité des frais liés à l'intervenant (rémunération, déplacements et éventuels frais annexes)
- Préparer et animer la conférence
- Veiller au bon déroulement de l'intervention
- Respecter la destination des lieux, les règles de sécurité en vigueur et à ne pas créer de trouble à l'ordre publique.
- Fournir à l'intervenante le matériel nécessaire en bon état de fonctionnement

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

La commune s'engage à :

- Mettre à disposition de l'association une salle gratuite pour le déroulement de la conférence.
- Fournir le matériel disponible nécessaire au bon déroulement des ateliers.
- Sensibiliser son personnel à ce projet (aucune intervention bruyante, respect du silence)
- Assurer la communication de l'évènement auprès des habitants via ses supports de communication habituels.

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026127-DE

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU CCAS

Le CCAS s'engage à :

- Assurer les inscriptions des participants
- Assurer la communication de l'évènement auprès des habitants via ses supports de communication habituels.

ARTICLE 6 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES

Chaque partie est responsable des missions qui lui incombent dans le cadre de la présente convention et déclare être couverte par une assurance responsabilité civile adaptée.

La commune garantit la conformité des locaux mis à disposition aux normes de sécurité applicables aux établissements recevant du public (ERP).

ARTICLE 7 – MODIFICATION ET ANNULATION

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant écrit et signé par les trois parties.

En cas d'annulation pour cas de force majeure ou motif légitime, les parties se concerteront afin d'envisager, si possible, un report de l'action.

FAIT A : Sainte Marie la Mer

LE : 21/09/2026

EN TROIS EXEMPLAIRES ORIGINAUX

Pour l'Association	Pour la Commune	Pour le CCAS
OncoParcours	De Sainte Marie la Mer	De Sainte Marie la Mer
La Présidente	*Le Maire*	*Le Président*
Signature :	Signature :	Signature :





Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026128-DE

République Française

SAINTE MARIE LA MER

Extrait de délibération du Conseil Municipal
Commune de SAINTE MARIE LA MER (66470)

Séance du lundi 21 septembre 2026

Nombre de conseillers	En exercice	Présents	Procurations	Absents
	27	26	01	00

L'an deux mille vingt-six, le lundi vingt-et-un septembre à dix-huit heures trente, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de Sainte Marie la Mer, dûment convoqué, en session ordinaire, Salle du Conseil Municipal à la Médiathèque « Victor Hugo », sous la présidence de Monsieur Edmond JORDA, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 septembre 2026.

PRESENTS : Edmond JORDA, Christine MEYA, Alexandre LECAT, Paule BOBO-SENYORICH, Nicolas FIGUERES, France LEROY-PERALS, Alexandre TABARY, Jean-Louis BONNES, Jean-Louis BOLTE, Michelle PLANEILLES, Michel VILA, Éric PLANES, Pierre FERNANDEZ, Sophie ROCHE, Cyril DANJOU, Chrystelle FONT, Isabelle MARTINEZ, Sonia CLASTRIER, David ALDA, Angélique BOUCHARD, Julien TRESSENS, Laurence SOURRIBES, Marie VALETTE, Dimitri PIACENTINI, Manuela DESABLIN, Christophe MARTY,

ABSENTS : Néant,

PROCURATIONS : Odile LOOBUYCK-TETART donne procuration à Christine MEYA,

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Laurence SOURRIBES,

Délibération n° DL-DGS-2026-128

Approbation de la convention de partenariat entre la Commune, le CCAS et l'Association « Action Santé » pour l'organisation d'ateliers de prévention de la santé

Rapporteur : Paule BOBO-SENYORICH

Le rapporteur expose :

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) et la Commune de Sainte-Marie-la-Mer mènent conjointement une politique active de prévention sociale, de maintien de l'autonomie, de promotion de la santé et de soutien au lien social en direction des habitants.

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026128-DE

Dans ce cadre, il est proposé de concrétiser un partenariat tripartite entre :

- La Commune de Sainte-Marie-la-Mer ;
- Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Sainte-Marie-la-Mer ;
- L'Association « Action Santé » (association loi 1901 basée à Espira-de-l'Agly, spécialisée dans la prévention et la promotion de la santé de proximité).

Ce partenariat vise à mettre en œuvre sur la commune un cycle d'ateliers de prévention intitulé « À l'écoute de mes émotions au service de ma santé ».

Animées par l'association Action Santé en collaboration avec des intervenants qualifiés de l'association Luminescence, ces séances ont pour objectif d'accompagner les participants dans une meilleure compréhension de leurs émotions et de leur impact sur leur santé, tout en favorisant le bien-être et la convivialité.

Le programme prévoit 4 séances de 2 heures chacune (soit un volume total de 9 heures incluant les temps d'accueil), programmées selon le calendrier suivant :

- **Séance 1 :** Jeudi 15 octobre 2026 de 14h00 à 16h00
- **Séance 2 :** Vendredi 16 octobre 2026 de 14h00 à 16h00
- **Séance 3 :** Jeudi 29 octobre 2026 de 14h00 à 16h00
- **Séance 4 :** Vendredi 30 octobre 2026 de 14h00 à 16h00

La répartition des engagements des parties est la suivante :

- **L'Association Action Santé :** assure la préparation, la coordination, l'animation des ateliers et prend en charge l'intégralité des frais liés à l'intervenant (rémunération, déplacements, etc.).
- **La Commune de Sainte-Marie-la-Mer :** met à disposition à titre gratuit une salle communale adaptée ainsi que le matériel nécessaire pour le déroulement des ateliers, et participe à la communication auprès des habitants.

- **Le CCAS :** participe à la coordination locale, assure le cas échéant la gestion des inscriptions et relaie l'information auprès du public.

Il est précisé que le Conseil d'Administration du CCAS de Sainte-Marie-la-Mer, réuni en séance le mardi 1er septembre 2026, a d'ores et déjà émis un avis favorable et approuvé ladite convention de partenariat (délibération n° DL-CCAS-2026-019).

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le projet de convention de partenariat tripartite entre la Commune de Sainte-Marie-la-Mer, le CCAS de Sainte-Marie-la-Mer et l'association Action Santé ;

VU la délibération du Conseil d'Administration du CCAS N° DL-CCAS-2026-019 du 1er septembre 2026 ;

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026128-DE

CONSIDÉRANT la volonté de la Commune et du CCAS de Sainte-Marie-la-Mer de développer une politique active de prévention globale, visant à favoriser le bien-être, préserver l'autonomie et renforcer le lien social auprès des habitants ;

CONSIDÉRANT que cette convention prévoit la mise en œuvre gratuite d'un cycle d'ateliers intitulé *« À l'écoute de mes émotions au service de ma santé »*, comprenant 4 séances de prévention organisées durant le mois d'octobre 2026 ;

CONSIDERANT l'avis favorable du Conseil d'Administration du CCAS en date du 1er septembre 2026 ;

En conséquence, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 27 voix POUR :

- **APPROUVE** les termes de la convention de partenariat à intervenir entre la Commune de Sainte-Marie-la-Mer, le CCAS et l'Association « Action Santé » ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire (ou son représentant) à signer ladite convention ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre ;
- **PREND NOTE** que cette convention ne génère aucun engagement financier direct pour la Commune.
- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet, publiée et affichée conformément aux règlements en vigueur.

AINSI DÉLIBÉRÉ LES JOURS, MOIS ET AN SUSDITS
AU REGISTRE FIGURENT LES SIGNATURES POUR COPIE CONFORME

Résultat du vote :

Adopté à l'unanimité

- POUR : 27
- CONTRE : 0
- ABSTENTION : 0

MAIRIE DE SAINTE MARIE LA MER * 66470 (Pyr.-Or.) *

Edmond JORDA
Maire de Sainte Marie la Mer

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. La présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de MONTPELLIER. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr"

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026128-DE

Convention de partenariat

Commune de Sainte Marie la Mer, CCAS de Sainte Marie la Mer et L'Association Action Santé

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Commune de Sainte-Marie-la-Mer

Dont le siège est situé Place Pierre Roig, 66470 Sainte-Marie-la-Mer
Représentée par Monsieur Edmond JORDA, agissant en qualité de Maire,
Ci-après dénommée « la Commune »,

Et

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Sainte-Marie-la-Mer

Dont le siège est situé 2 avenue de la Rose des Vents, 66470 Sainte-Marie-la-Mer
Représenté par Monsieur Edmond JORDA, agissant en qualité de Président,
Ci-après dénommé « le CCAS »,

Et

L'association ACTION SANTÉ, association loi 1901 déclarée, régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901,

Dont le siège social est situé 15 TER rue André Verges, 66600 Espira de l'Agly,
Immatriculée sous le numéro SIRET 927 560 250 00023,
Immatriculée sous le numéro RNA W661006922,
Représentée par Madame Julie FOURNIER, agissant en qualité de Présidente, dûment habilitée aux fins des présentes,
Ci-après désignée « le Bénéficiaire » ou « l'Association »,

Ci-après désignées ensemble « les Parties ».

PREAMBULE

Implantée dans les Pyrénées-Orientales, l'association intervient au plus près des habitants : collectivités, structures médico-sociales, familles, professionnels. Une présence locale, des liens humains, des actions ancrées dans le territoire.

Des ateliers de prévention, pensés comme des espaces d'apprentissage, d'échange et de bienveillance, où chacun progresse à son rythme et en confiance. Animés par des intervenants spécialisés, ils visent à créer du lien, stimuler les capacités et répondre aux besoins de chacun. Une démarche résolument intergénérationnelle, qui réunit enfants, adultes et aînés autour d'expériences partagées et de la transmission entre les générations.

L'association conçoit des événements qui dépassent le simple cadre organisationnel pour devenir de véritables leviers de transformation des regards, des pratiques et des relations humaines.

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) est l'outil principal d'une commune pour mettre en œuvre les solidarités et organiser l'aide sociale de ses habitants.

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026128-DE

Ainsi, le CCAS a pour rôle de lutter contre l'exclusion et la précarité, d'accor
de soutenir les personnes souffrant de handicap.

Dans ce contexte, un partenariat avec Action Santé permettra de renforcer l'accompagnement social de proximité.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le partenariat entre le CCAS et la commune de Saint-Marie-la-Mer et l'association Action Santé afin de soutenir la mise en œuvre d'actions auprès des habitants.

ARTICLE 2 – MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS

Moyens matériels

Dans le cadre de la présente convention, la Commune de Sainte-Marie-la-Mer met à disposition gratuitement de l'association Action Santé une salle qui reste à définir pour le déroulement des quatre séances de l'atelier « À l'écoute de mes émotions au service de ma santé », selon le calendrier suivant :

Séance	Date	Horaires	Durée
Séance 1	Jeudi 15 octobre 2026	14h00 – 16h00	2 h
Séance 2	Vendredi 16 octobre 2026	14h00 – 16h00	2 h
Séance 3	Jeudi 29 octobre 2026	14h00 – 16h00	2 h
Séance 4	Vendredi 30 octobre 2026	14h00 – 16h00	2 h
	Volume horaire total		**9 h**

L'association Action Santé en partenariat avec les intervenants de l'association Luminescence bénéficieront d'un accès aux locaux trente (30) minutes avant le début de chaque séance et jusqu'à trente (30) minutes après sa clôture, afin de permettre l'installation et le rangement du matériel.

Toute modification du calendrier ci-dessus fera l'objet d'un accord écrit préalable entre les Parties, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant à la présente convention.

Cette mise à disposition est consentie pour une durée équivalente à celle de la présente convention.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association Action santé s'engage à :

- Organiser et coordonner l'intervention
- Assurer la mise à disposition d'un intervenant qualifié
- Prendre en charge l'intégralité des frais liés à l'intervenant (rémunération, déplacements et éventuels frais annexes)
- Préparer et animer les ateliers
- Veiller au bon déroulement de l'intervention
- Respecter la destination des lieux, les règles de sécurité en vigueur et à ne pas créer de trouble à l'ordre publique.

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026128-DE

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

La commune s'engage à :

- La commune de Sainte-Marie la Mer met à disposition de l'association une salle gratuite pour le déroulement des ateliers.
- Fournir le matériel disponible nécessaire au bon déroulement des ateliers
- Assurer la communication de l'évènement auprès des habitants via ses supports de communication habituels.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU CCAS

Le CCAS s'engage à :

- Participer à l'organisation et à la coordination locale de l'évènement
- Assurer, le cas échéant, les inscriptions des participants
- Assurer la communication de l'évènement auprès des habitants via ses supports de communication habituels.

ARTICLE 6 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES

Chaque partie est responsable des missions qui lui incombent dans le cadre de la présente convention et déclare être couverte par une assurance responsabilité civile adaptée.

La commune garantit la conformité des locaux mis à disposition aux normes de sécurité applicables aux établissements recevant du public (ERP).

ARTICLE 7 – MODIFICATION ET ANNULATION

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant écrit et signé par les trois parties.

En cas d'annulation pour cas de force majeure ou motif légitime, les parties se concerteront afin d'envisager, si possible, un report de l'action.

FAIT A : Sainte Marie la Mer

LE : 21/09/2026

EN TROIS EXEMPLAIRES ORIGINAUX

Pour l'Association	**Pour la Commune**	**Pour le CCAS**
ACTION SANTE	**De Sainte Marie la Mer**	**De Sainte Marie la Mer**
La Présidente	***Le Maire***	***Le Président***
Signature :	Signature :	Signature :

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026129-DE

République Française

SAINTE MARIE LA MER

Extrait de délibération du Conseil Municipal
Commune de SAINTE MARIE LA MER (66470)

Séance du lundi 21 septembre 2026

Nombre de conseillers	En exercice	Présents	Procurations	Absents
	27	26	01	00

L'an deux mille vingt-six, le lundi vingt-et-un septembre à dix-huit heures trente, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de Sainte Marie la Mer, dûment convoqué, en session ordinaire, Salle du Conseil Municipal à la Médiathèque « Victor Hugo », sous la présidence de Monsieur Edmond JORDA, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 septembre 2026.

PRESENTS : Edmond JORDA, Christine MEYA, Alexandre LECAT, Paule BOBO-SENYORICH, Nicolas FIGUERES, France LEROY-PERALS, Alexandre TABARY, Jean-Louis BONNES, Jean-Louis BOLTE, Michelle PLANEILLES, Michel VILA, Éric PLANES, Pierre FERNANDEZ, Sophie ROCHE, Cyril DANJOU, Chrystelle FONT, Isabelle MARTINEZ, Sonia CLASTRIER, David ALDA, Angélique BOUCHARD, Julien TRESSENS, Laurence SOURRIBES, Marie VALETTE, Dimitri PIACENTINI, Manuela DESABLIN, Christophe MARTY,

ABSENTS : Néant,

PROCURATIONS : Odile LOOBUYCK-TETART donne procuration à Christine MEYA,

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Laurence SOURRIBES,

Délibération n° DL-DGS-2026-129

Approbation de la convention de partenariat entre la Commune, le CCAS et l'Association UFCV — Mises à disposition de locaux et organisation d'activités physiques adaptées (« Gym sur chaise ») pour les seniors

Rapporteur : Paule BOBO-SENYORICH

Le rapporteur expose :

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Sainte-Marie-la-Mer mène une politique active de prévention santé et de préservation de l'autonomie auprès des personnes âgées. Pour lutter contre la sédentarité, prévenir la perte d'autonomie et renforcer le lien social local, la commune et le CCAS souhaitent proposer un programme d'activités physiques adaptées aux seniors de plus de 60 ans.

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026129-DE

L'association UFCV (Union Française des Centres de Vacances) dispose d'une expertise reconnue dans le développement de réseaux en faveur du bien vieillir et l'animation d'ateliers adaptés via des intervenants professionnels.

La présente convention tripartite formalise les modalités d'organisation et le calendrier du programme d'ateliers « Gym sur chaise » pour la période 2026-2027 :

- **Volume d'actions :** Cycle de 25 séances d'une durée de 1 heure chacune (soit 25 heures au total).
- **Période :** Du mercredi 4 novembre 2026 au mercredi 23 juin 2027 (horaire : 10 h 00 – 11 h 00).
- **Public cible :** Habitants de la commune âgés de 60 ans et plus.

Dans ce cadre, il est proposé de concrétiser un partenariat tripartite entre :

- La Commune de Sainte-Marie-la-Mer ;
- Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Sainte-Marie-la-Mer ;
- L'Association UFCV

La répartition des engagements des parties est la suivante :

- **L'Association UFCV :**

- Assurer l'organisation, la coordination et l'animation des ateliers par un intervenant qualifié.
- Prendre en charge l'intégralité des frais de personnel et de déplacement de l'intervenant.
- Respecter les règles de sécurité et la destination des locaux

- **La Commune de Sainte-Marie-la-Mer :**

- Mettre à disposition à titre gratuit une salle communale adaptée (accès garantis 30 minutes avant et après pour la logistique).
- Fournir le matériel communal disponible nécessaire aux ateliers.
- Assurer la communication de l'évènement via les canaux municipaux.

- **Le CCAS :**

- Participer à la coordination locale et gérer les inscriptions des participants.
- Régler la prestation sur facture transmise par l'UFCV.
- Assurer la promotion auprès du public sénior

Il est précisé que le Conseil d'Administration du CCAS a déjà délibéré favorablement le 1er septembre 2026 (Délibération DL-CCAS-2026-024).

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le projet de convention de partenariat tripartite entre la Commune de Sainte-Marie-la-Mer, le CCAS de Sainte-Marie-la-Mer et l'association UFCV ;

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026129-DE

VU la délibération du Conseil d'Administration du CCAS N° DL-CCAS-2026-024 du 1er septembre 2026,

CONSIDÉRANT l'intérêt communal de promouvoir la santé, le maintien de l'autonomie et le bien-être des seniors de la commune à travers des ateliers d'activités physiques adaptées;

CONSIDÉRANT la mise à disposition gratuite d'une salle communale pour la tenue des 25 séances prévues entre novembre 2026 et juin 2027 ;

En conséquence, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 27 voix POUR :

- **APPROUVE** les termes de la convention de partenariat à intervenir entre la Commune de Sainte-Marie-la-Mer, le CCAS et l'Association UFCV ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire (ou son représentant) à signer ladite convention ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre ;
- **PRENDRE NOTE** que cette convention ne génère aucun engagement financier direct pour la Commune.
- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet, publiée et affichée conformément aux règlements en vigueur.

AINSI DÉLIBÉRÉ LES JOURS, MOIS ET AN SUSDITS
AU REGISTRE FIGURENT LES SIGNATURES POUR COPIE CONFORME

Résultat du vote :

Adopté à l'unanimité

- POUR : 27
- CONTRE : 0
- ABSTENTION : 0

MAIRIE DE SAINTE MARIE LA MER
66470 (Pyr.-Or.)

Edmond JORDA
Maire de Sainte Marie la Mer

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. La présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de MONTPELLIER. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr"

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026129-DE

C.C.a.S
sainte marie la mer

UFCV

Convention de partenariat

Commune de Sainte Marie la Mer, CCAS de Sainte Marie la Mer et L'Association UFCV

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Commune de Sainte-Marie-la-Mer

Dont le siège est situé Place Pierre Roig, 66470 Sainte-Marie-la-Mer
Représentée par Monsieur Edmond JORDA, agissant en qualité de Maire,
Ci-après dénommée « la Commune »,

Et

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Sainte-Marie-la-Mer

Dont le siège est situé 2 avenue de la Rose des Vents, 66470 Sainte-Marie-la-Mer
Représenté par Monsieur Edmond JORDA, agissant en qualité de Président,
Ci-après dénommé « le CCAS »,

Et

L'association UFCV, association loi 1901 déclarée, régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901,

Dont le siège social est situé 25 Allée Rose Dieng-Kuntz – 75019 PARIS,
Immatriculée sous le numéro SIRET 775 685 621 01620,
Immatriculée sous le numéro RNA W751006278,
Représentée par Monsieur Philippe CHAPRON, agissant en qualité de Président, dûment habilitée aux fins des présentes,
Ci-après désignée « le Bénéficiaire » ou « l'Association »,

Ci-après désignées ensemble « les Parties ».

PREAMBULE

L'UFCV invente des solutions nouvelles pour que les aînés retrouvent place et rôle à jouer dans la société. Comment ? En développant les liens sociaux et générationnels, en s'appuyant sur le pouvoir d'agir des séniors et en coordonnant des réseaux en faveur du bien vieillir dans les territoires.

L'association organise, main dans la main avec les collectivités territoriales et les personnes âgées, des ateliers portant sur diverses thématiques (cuisine, sorties culturelles, yoga...), animés par des animateurs professionnels.

L'association propose au CCAS de Sainte Marie la Mer la mise en place d'ateliers d'activités physiques adaptées, pour les plus de 60 ans sur un cycle de 25 séances.

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) est l'outil principal d'une commune pour mettre en œuvre les solidarités et organiser l'aide sociale de ses habitants.

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026129-DE

Ainsi, le CCAS a pour rôle de lutter contre l'exclusion et la précarité, d'accor
de soutenir les personnes souffrant de handicap.

Dans ce contexte, un partenariat avec UFCV permettra de renforcer l'accompagnement social de proximité.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le partenariat entre le CCAS et la commune de Saint-Marie-la-Mer et l'association UFCV afin de soutenir la mise en œuvre d'actions auprès des habitants.

ARTICLE 2 – MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS

Moyens matériels

Dans le cadre de la présente convention, la Commune de Sainte-Marie-la-Mer met à disposition gratuitement de l'association UFCV une salle qui reste à définir pour le déroulement de 25 séances de l'atelier « Gym sur chaise », selon le calendrier suivant :

Séance	Date	Horaires	Durée
Séance 1	Mercredi 4 Novembre 2026	10h00 – 11h00	1 h
Séance 2	Mercredi 18 Novembre 2026	10h00 – 11h00	1 h
Séance 3	Mercredi 25 Novembre 2026	10h00 – 11h00	1 h
Séance 4	Mercredi 2 Décembre 2026	10h00 – 11h00	1 h
Séance 5	Mercredi 9 Décembre 2026	10h00 – 11h00	1 h
Séance 6	Mercredi 16 Décembre 2026	10h00 – 11h00	1 h
Séance 7	Mercredi 6 Janvier 2027	10h00 – 11h00	1 h
Séance 8	Mercredi 13 Janvier 2027	10h00 – 11h00	1 h
Séance 9	Mercredi 20 Janvier 2027	10h00 – 11h00	1 h
Séance 10	Mercredi 27 Janvier 2027	10h00 – 11h00	1 h
Séance 11	Mercredi 3 Février 2027	10h00 – 11h00	1 h
Séance 12	Mercredi 24 Février 2027	10h00 – 11h00	1 h
Séance 13	Mercredi 4 Mars 2027	10h00 – 11h00	1 h
Séance 14	Mercredi 10 Mars 2027	10h00 – 11h00	1 h
Séance 15	Mercredi 17 Mars 2027	10h00 – 11h00	1 h
Séance 16	Mercredi 24 Mars 2027	10h00 – 11h00	1 h
Séance 17	Mercredi 31 Mars 2027	10h00 – 11h00	1 h
Séance 18	Mercredi 5 Mai 2027	10h00 – 11h00	1 h
Séance 19	Mercredi 12 Mai 2027	10h00 – 11h00	1 h
Séance 20	Mercredi 19 Mai 2027	10h00 – 11h00	1 h
Séance 21	Mercredi 26 Mai 2027	10h00 – 11h00	1 h
Séance 22	Mercredi 2 Juin 2027	10h00 – 11h00	1 h
Séance 23	Mercredi 9 Juin 2027	10h00 – 11h00	1 h

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026129-DE

Séance	Date	Horaires	Durée
Séance 24	Mercredi 16 Juin 2027	10h00 – 11h00	1 h
Séance 25	Mercredi 23 Juin 2027	10h00 – 11h00	1 h
	Volume horaire total		**25 h**

L'association UFCV en partenariat avec les intervenants bénéficieront d'un accès aux locaux trente (30) minutes avant le début de chaque séance et jusqu'à trente (30) minutes après sa clôture, afin de permettre l'installation et le rangement du matériel.

Toute modification du calendrier ci-dessus fera l'objet d'un accord écrit préalable entre les Parties, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant à la présente convention.

Cette mise à disposition est consentie pour une durée équivalente à celle de la présente convention.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association UFCV s'engage à :

- Organiser et coordonner l'intervention
- Assurer la mise à disposition d'un intervenant qualifié
- Prendre en charge l'intégralité des frais liés à l'intervenant (rémunération, déplacements et éventuels frais annexes)
- Préparer et animer les ateliers
- Veiller au bon déroulement de l'intervention
- Respecter la destination des lieux, les règles de sécurité en vigueur et à ne pas créer de trouble à l'ordre publique.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

La commune s'engage à :

- La commune de Sainte-Marie la Mer met à disposition de l'association une salle gratuite pour le déroulement des ateliers.
- Fournir le matériel disponible nécessaire au bon déroulement des ateliers
- Assurer la communication de l'évènement auprès des habitants via ses supports de communication habituels.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU CCAS

Le CCAS s'engage à :

- S'acquitter de la facture conforme produite par l'Association UFCV
- Participer à l'organisation et à la coordination locale de l'évènement
- Assurer, le cas échéant, les inscriptions des participants
- Assurer la communication de l'évènement auprès des habitants via ses supports de communication habituels.

ARTICLE 6 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES

Chaque partie est responsable des missions qui lui incombent dans le cadre de la présente convention et déclare être couverte par une assurance responsabilité civile adaptée.

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026129-DE

La commune garantit la conformité des locaux mis à disposition aux norm
établissements recevant du public (ERP).

ARTICLE 7 – MODIFICATION ET ANNULATION

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant écrit et signé par les trois parties.

En cas d'annulation pour cas de force majeure ou motif légitime, les parties se concerteront afin d'envisager, si possible, un report de l'action.

FAIT A : Perpignan

LE : 17 août 2026

EN TROIS EXEMPLAIRES ORIGINAUX

Pour l'Association

UFCV

La Présidente

Signature :

p/O : Sophie BAUDRILLER
Déléguée Régionale

Pour la Commune

De Sainte Marie la Mer

Le Maire

Signature :



Pour le CCAS

De Sainte Marie la Mer

Le Président

Signature :



Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026130-DE

SAINTE MARIE LA MER

Extrait de délibération du Conseil Municipal
Commune de SAINTE MARIE LA MER (66470)

Séance du lundi 21 septembre 2026

Nombre de conseillers	En exercice	Présents	Procurations	Absents
	27	26	01	00

L'an deux mille vingt-six, le lundi vingt-et-un septembre à dix-huit heures trente, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de Sainte Marie la Mer, dûment convoqué, en session ordinaire, Salle du Conseil Municipal à la Médiathèque « Victor Hugo », sous la présidence de Monsieur Edmond JORDA, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 septembre 2026.

PRESENTS : Edmond JORDA, Christine MEYA, Alexandre LECAT, Paule BOBO-SENYORICH, Nicolas FIGUERES, France LEROY-PERALS, Alexandre TABARY, Jean-Louis BONNES, Jean-Louis BOLTE, Michelle PLANEILLES, Michel VILA, Éric PLANES, Pierre FERNANDEZ, Sophie ROCHE, Cyril DANJOU, Chrystelle FONT, Isabelle MARTINEZ, Sonia CLASTRIER, David ALDA, Angélique BOUCHARD, Julien TRESSENS, Laurence SOURRIBES, Marie VALETTE, Dimitri PIACENTINI, Manuela DESABLIN, Christophe MARTY,

ABSENTS : Néant,

PROCURATIONS : Odile LOOBUYCK-TETART donne procuration à Christine MEYA,

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Laurence SOURRIBES,

Délibération n° DL-DGS-2026-130

Désignation d'un référent santé-environnement en lien avec l'ARS Occitanie

Rapporteur : Jean-Louis BOLTE

Le rapporteur expose :

Le rapporteur informe l'assemblée que l'Agence Régionale de Santé (ARS) Occitanie, par courrier en date du 12 mai 2026, a sollicité la commune afin de procéder à la désignation d'un référent santé-environnement.

Il précise que l'article R.1338-8 du code de la santé publique prévoit la désignation d'un référent local pour les Espèces à Enjeux pour la Santé Humaine (EESH), notamment les ambroisies et les chenilles processionnaires :

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026130-DE

- L'ambroisie : cette plante exotique envahissante, forteme[illegible] d'un arrêté préfectoral de lutte, dans les Pyrénées-Orientales ;

- Les chenilles processionnaires du pin et du chêne : un arrêté préfectoral visant à limiter l'exposition de la population à ces espèces dans le département des Pyrénées-Orientales, est actuellement en cours d'élaboration.

- La Lutte Antivectorielle (LAV) et le moustique tigre : conformément à l'article R.1331-13 du code de la santé publique, un référent technique doit être désigné. Celui-ci est chargé de veiller à la mise en œuvre des mesures de prévention et de lutte contre le risque sanitaire lié au développement des insectes vecteurs en zones urbanisées.

Compte tenu des enjeux de santé environnementale et de santé publique liés aux Espèces à Enjeux pour la Santé Humaine et à la Lutte Antivectorielle (moustique tigre), il est proposé de regrouper ces missions au sein d'une même fonction et de désigner un référent santé-environnement.

Ce référent aura pour mission de sensibiliser la population ainsi que les propriétaires et gestionnaires des terrains concernés, à la mise en œuvre des mesures de prévention et de lutte, et de participer au repérage des foyers d'infestation ou de prolifération.

Le rapporteur propose à l'assemblée de désigner Monsieur Cyril DANJOU, Conseiller municipal délégué à l'environnement, en qualité de référent santé-environnement de la commune.

En conséquence, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 27 voix POUR :

- **DESIGNE** Monsieur Cyril DANJOU, Conseiller municipal délégué à l'environnement, en qualité de référent santé-environnement de la commune ;
- **AUTORISE** Monsieur le maire à notifier cette désignation à l'ARS Occitanie ainsi qu'aux services de l'État ;
- **CHARGE** Monsieur le maire d'accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet, publiée et affichée conformément aux règlements en vigueur.

AINSI DÉLIBÉRÉ LES JOURS, MOIS ET AN SUSDITS
AU REGISTRE FIGURENT LES SIGNATURES POUR COPIE CONFORME

Résultat du vote :

Adopté à l'unanimité

- POUR : 27
- CONTRE : 0
- ABSTENTION : 0

MAIRIE DE SAINTE MARIE LA MER * 66470 (Pyr.-Or.) *

Edmond JORDA
Maire de Sainte Marie la Mer

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. La présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de MONTPELLIER. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr"

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026131-DE

République Française

SAINTE MARIE LA MER

Extrait de délibération du Conseil Municipal
Commune de SAINTE MARIE LA MER (66470)

Séance du lundi 21 septembre 2026

Nombre de conseillers	En exercice	Présents	Procurations	Absents
	27	26	01	00

L'an deux mille vingt-six, le lundi vingt-et-un septembre à dix-huit heures trente, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de Sainte Marie la Mer, dûment convoqué, en session ordinaire, Salle du Conseil Municipal à la Médiathèque « Victor Hugo », sous la présidence de Monsieur Edmond JORDA, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 septembre 2026.

PRESENTS : Edmond JORDA, Christine MEYA, Alexandre LECAT, Paule BOBO-SENYORICH, Nicolas FIGUERES, France LEROY-PERALS, Alexandre TABARY, Jean-Louis BONNES, Jean-Louis BOLTE, Michelle PLANEILLES, Michel VILA, Éric PLANES, Pierre FERNANDEZ, Sophie ROCHE, Cyril DANJOU, Chrystelle FONT, Isabelle MARTINEZ, Sonia CLASTRIER, David ALDA, Angélique BOUCHARD, Julien TRESSENS, Laurence SOURRIBES, Marie VALETTE, Dimitri PIACENTINI, Manuela DESABLIN, Christophe MARTY,

ABSENTS : Néant,

PROCURATIONS : Odile LOOBUYCK-TETART donne procuration à Christine MEYA,

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Laurence SOURRIBES,

Délibération n° DL-DGS-2026-131

Approbation de la convention de remboursement avec Perpignan Méditerranée Métropole relative aux aménagements du parc au sol Jules Ferry

Rapporteur : Alexandre LECAT

Le rapporteur :

Conformément au projet de création du parc au sol « Jules Ferry » initié par Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine (PMMCU), une convention de remboursement déterminant la participation financière de la commune a été transmise pour signature.

Le montant total estimatif des travaux d'aménagement s'élève à 10 073,15 € HT.

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026131-DE

Selon les règles de répartition de la compétence voirie, PMMCU prend en charge un montant forfaitaire de 2 500 € HT par place (soit 7 500 € HT pour 3 places).
Le reste à charge pour la commune de Sainte-Marie-la-Mer est ainsi fixé à 2 573,15 € HT au titre du surcoût d'aménagement.

Le courrier d'accompagnement de la Direction Générale des Services Techniques de PMMCU subordonnant explicitement le démarrage des travaux à la signature de cette convention, et afin de ne pas pénaliser le calendrier de réalisation de cet équipement public de stationnement indispensable durant la période estivale et scolaire, la signature du Maire a dû intervenir rapidement, en amont de la présente séance du Conseil Municipal.

La convention signée est aujourd'hui exposée au Conseil Municipal. Le Maire rappelle que cette convention relevant de la compétence du Conseil Municipal (en application de l'article L.5215-26 du CGCT relatif aux fonds de concours), il convient à présent de l'approuver et d'en régulariser la signature.

En conséquence, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 27 voix POUR :

- **ADOPTE** dans tous ses termes et ses effets et reprend pour son compte la convention de remboursement relative aux aménagements du parc au sol Jules Ferry, signée entre la commune de Sainte-Marie-la-Mer et Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine ;
- **VALIDE ET RATIFIE** la signature par le Maire de ladite convention ;
- **DIT** que la convention est annexée à la présente délibération pour faire avec elle un tout indivisible ;
- **DIT** que le présent dispositif régularise la compétence de l'auteur de la signature ainsi que la régularité de la conclusion de la convention à compter du jour de sa signature ;
- **AUTORISE** le Maire à accomplir toutes formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet, publiée et affichée conformément aux règlements en vigueur.

AINSI DÉLIBÉRÉ LES JOURS, MOIS ET AN SUSDITS
AU REGISTRE FIGURENT LES SIGNATURES POUR COPIE CONFORME

Résultat du vote :
Adopté à l'unanimité
- POUR : 27
- CONTRE : 0
- ABSTENTION : 0

MAIRIE DE SAINTE MARIE LA MER * 66470 (Pyr.-Or.) *

Edmond JORDA
Maire de Sainte Marie la Mer

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. La présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de MONTPELLIER. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr"

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026131-DE

CONVENTION DE REMBOURSEMENT RELATIVE AUX AMENAGEMENTS DU PARC AU SOL JULES FERRY SUR LA COMMUNE DE SAINTE MARIE LA MER

La présente convention est passée entre

Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine, 11 Boulevard Saint Assiscle – BP20641 – 66006 PERPIGNAN Cedex, représentée par Monsieur Louis ALIOT son Président,

Et

La commune de SAINTE-MARIE-LA-MER, Place de la Mairie – 66470 SAINTE-MARIE-LA-MER, représentée par Monsieur Edmond JORDA son Maire,

PREAMBULE

De par ses statuts, Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine est compétence pour la « création, l'aménagement et l'entretien des aires et parcs de stationnement ».

De par la délibération n° DELIB/2025/03/60 du 24 mars 2025, le Conseil de Communauté a approuvé la définition de la compétence voirie – volet aires et parcs de stationnement sur le territoire de Perpignan Méditerranée Métropole Communauté urbaines.

De par la délibération n° DELIB/2025/06/177 du 30 juin 2025, le Conseil de Communauté a approuvé le lancement du projet de création du parc au sol « Jules Ferry » sur la commune de Sainte-Marie-la-Mer, dont l'accès s'effectue sur la voie d'intérêt communautaire « rue Jules Ferry ».

Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine est Maître d'ouvrage de l'opération.

Les travaux du parc au sol sont pris en charge financièrement à hauteur de 2 500 € HT par place de stationnement par Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine. Le parc de stationnement « Jules Ferry » dénombre 3 places de stationnement, soit une prise en charge par PMMCU de 7 500 € HT. Le surcoût d'aménagement est à la charge de la Commune.

Dans un souci de cohérence de réalisation de l'équipement, les aménagements seront pris en charge en totalité par Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine dans le cadre de la passation des marchés publics.

Les parties se sont accordées en vue de définir ensemble les modalités de remboursement relatives au surcoût d'aménagement.

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026131-DE

Le plan de financement des travaux se définit comme suit :

Montant des travaux	**10 073,15 € HT**
Participation PMMCU	7 500 € HT
Participation Commune	2 573,15 € HT

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de prévoir le remboursement par la commune de Sainte-Marie-la-Mer, des frais engagés par Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine, au titre des surcoût d'aménagement du parc au sol « Jules Ferry ».

Article 2 - Description des opérations

Les travaux d'aménagements sont réalisés à partir de l'accord cadre n°2025062 « travaux de requalification de voirie et réseaux secs » - lot n° 1 « travaux de requalification de voiries et réseaux d'eaux pluviales ».
La commune de Sainte-Marie-la-Mer a validé la prise en charge financière.

Article 3 - Modalités de la participation de la Commune

Conformément à l'article L5215-26 du CGCT, il est prévu que le financement pour la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté urbaine et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés.
Le remboursement par la Commune se fera sur la base des travaux hors taxes réellement exécutés et payés par Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine.
Le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) sera demandé par Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine.
En cas de dépassement du montant prévu à la présente convention soit 2 573,15 € HT, la Commune s'engage à payer la différence.

Article 4 - Règlement du remboursement

La commune de Sainte-Marie-la-Mer est redevable envers Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine des sommes Hors Taxes réellement acquittées par cette dernière pour les travaux réalisés.
La Commune s'engage à rembourser sur l'exercice budgétaire 2026 les travaux d'agrément et d'esthétique.

Article 5 - Entrée en vigueur de la convention

La présente convention prendra effet à compter la signature de toutes les parties.
Elle prendra expiration lorsque l'ensemble des stipulations financières ci-dessus auront été exécutées.

Article 6 - Contentieux

Les litiges nés de l'exécution de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal administratif (6 rue Pitot - 34000 Montpellier).

Perpignan, le 21/09/2026.

Perpignan Méditerranée Métropole
Communauté Urbaine

Commune de Sainte-Marie-la-Mer

MAIRIE DE SAINTE MARIE LA MER

Edmond JORDA, Maire

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026132-DE

République Française

SAINTE MARIE LA MER

Extrait de délibération du Conseil Municipal
Commune de SAINTE MARIE LA MER (66470)

Séance du lundi 21 septembre 2026

Nombre de conseillers	En exercice	Présents	Procurations	Absents
	27	26	01	00

L'an deux mille vingt-six, le lundi vingt-et-un septembre à dix-huit heures trente, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de Sainte Marie la Mer, dûment convoqué, en session ordinaire, Salle du Conseil Municipal à la Médiathèque « Victor Hugo », sous la présidence de Monsieur Edmond JORDA, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 septembre 2026.

PRESENTS : Edmond JORDA, Christine MEYA, Alexandre LECAT, Paule BOBO-SENYORICH, Nicolas FIGUERES, France LEROY-PERALS, Alexandre TABARY, Jean-Louis BONNES, Jean-Louis BOLTE, Michelle PLANEILLES, Michel VILA, Éric PLANES, Pierre FERNANDEZ, Sophie ROCHE, Cyril DANJOU, Chrystelle FONT, Isabelle MARTINEZ, Sonia CLASTRIER, David ALDA, Angélique BOUCHARD, Julien TRESSENS, Laurence SOURRIBES, Marie VALETTE, Dimitri PIACENTINI, Manuela DESABLIN, Christophe MARTY,

ABSENTS : Néant,

PROCURATIONS : Odile LOOBUYCK-TETART donne procuration à Christine MEYA,

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Laurence SOURRIBES,

Délibération n° DL-DGS-2026-132

Approbation de la convention tripartite pour la réutilisation des eaux usées traitées (REUT) issues de la station d'épuration de Canet-en-Roussillon pour l'arrosage des espaces verts et jardinières

Rapporteur : Cyril DANJOU

Dans un contexte de changement climatique marqué par des périodes de sécheresse récurrentes et une pression accrue sur les ressources en eau potable dans le département des Pyrénées-Orientales, la Commune de Sainte-Marie-la-Mer souhaite s'engager activement dans une démarche de gestion durable et raisonnée de la ressource en eau.
Parmi les solutions innovantes préconisées, la Réutilisation des Eaux Usées Traitées (REUT) permet de substituer l'utilisation de l'eau potable par une eau alternative pour l'entretien et l'arrosage des espaces publics.

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026132-DE

Conformément à la réglementation en vigueur, n° DDTM/SER/2026182-001 a été délivré le 1er juillet 2026, autorisant la réutilisation des eaux usées traitées de la station d'épuration (STEU) de Canet-en-Roussillon à des fins d'arrosage d'espaces verts et d'irrigation.

Afin d'encadrer l'approvisionnement et l'utilisation de cette eau alternative, une convention tripartite a été établie entre la Commune de Sainte-Marie-la-Mer en qualité d'« Utilisateur », Perpignan Méditerranée Métropole (PMM) en qualité de « Maître d'Ouvrage » des installations de traitement et de la Catalane des Eaux - Eaux Agglo, en qualité d'« Exploitant » de la STEU.

Les modalités techniques et de sécurité sanitaire sont les suivantes :

- **Usages autorisés :** Arrosage des espaces verts, des arbres/arbustes en pleine terre et des jardinières dans l'espace public (accès restreint).
- **Volumes réservés :** Volume journalier max. : 6 m³/j, Volume hebdomadaire max.: 36 m³/semaine, Volume annuel max. : 1 040 m³/an
- **Modalités de transport :** L'acheminement est assuré par les services techniques municipaux au moyen de 2 camions VL (cuves de 1 000 L) et 1 camion PL (cuve de 5 000 L). Le retrait s'effectue sur une borne de puisage sécurisée (système de badge et comptage) située en limite de la STEU de Canet-en-Roussillon.
- **Sécurité sanitaire et barrières :**
  - L'eau distribuée subit un traitement complémentaire (désinfection UV et dispositif de type « REUT box ») respectant les critères de qualité réglementaires (Niveau de qualité B).
  - La Commune met en place une barrière sanitaire de prévention (ex. arrosage en dehors des heures d'ouverture au public ou d'affluence, restriction d'accès temporaire).
  - Les agents communaux intervenants sont formés à la manipulation de ces eaux et dotés des équipements de protection individuelle (EPI) adéquats. Un carnet sanitaire au format numérique est tenu à jour par la Commune.

Les conditions financières et la durée de la convention sont les suivantes :

- **Tarification :** Conformément à la délibération de PMM n° 2023/07/149 du 17/07/2023, le prix de l'eau traitée (Usage urbain P2) est fixé à 0,555 € HT / m³ (soit 0,666 € TTC / m³ au taux de TVA de 20 %). Ce prix fera l'objet d'une actualisation annuelle.
- **Facturation :** Facturation trimestrielle à terme échu par l'Exploitant.
- **Durée de la convention :** La convention prend effet à sa signature et prendra fin au plus tard le 31 décembre 2035.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDTM/SER/2026182-001 du 1er juillet 2026 autorisant l'utilisation des eaux usées traitées issues de la station d'épuration de Canet-en-Roussillon pour l'arrosage d'espaces verts ;

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026132-DE

ENTENDU le rapport de présentation du rapporteur ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'économiser la ressource en eau potable et de développer l'usage des ressources alternatives pour l'entretien des espaces publics et des plantations de la Commune ;

CONSIDÉRANT le projet de convention tripartite définissant les engagements respectifs de Perpignan Méditerranée Métropole, de la société La Catalane des Eaux - Eaux Agglo et de la Commune de Sainte-Marie-la-Mer ;

En conséquence, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 27 voix POUR :

- **APPROUVE** les termes de la convention tripartite pour la réutilisation des eaux usées traitées de la station d'épuration de Canet-en-Roussillon à usage d'arrosage des espaces verts et jardinières de Sainte-Marie-la-Mer ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire (ou son représentant dûment habilité) à signer ladite convention ainsi que tout document : actes, avenants ou documents administratifs et financiers nécessaires à son exécution ;
- **INSCRIT** au budget communal les crédits nécessaires au paiement des prestations d'achat d'eaux usées traitées ;
- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet, publiée et affichée conformément aux règlements en vigueur.

AINSI DÉLIBÉRÉ LES JOURS, MOIS ET AN SUSDITS
AU REGISTRE FIGURENT LES SIGNATURES POUR COPIE CONFORME

Résultat du vote :

Adopté à l'unanimité

- POUR : 27
- CONTRE : 0
- ABSTENTION : 0

MAIRIE DE SAINTE MARIE LA MER
66470 (Pyr.-Or.)

Edmond JORDA
Maire de Sainte Marie la Mer

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. La présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de MONTPELLIER. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr"

Docusign Envelope ID: 25F6981C-C375-8A66-8150-C42A975383F9

Perpignan Méditerranée Métropole

Convention pour la réutilisation des eaux usées traitées de la station d'épuration de Canet-en-Roussillon à usage d'arrosage d'espaces verts

Entre les soussignés :

La Catalane des eaux - Eaux Agglo, SA au capital de 5.000.000 Euros, dont le siège social est à Perpignan, Polygone Nord, 2463 avenue du Languedoc, immatriculée, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Perpignan sous le numéro 844 857 151, représentée par Monsieur Eric de SAINT MARTIN, en sa qualité de Directeur Général, ayant tous pouvoirs à cet effet ;

Ci-après dénommée « L'exploitant de la Station de Traitement des Eaux Usées (STEU) »
D'une part,

et

Perpignan Méditerranée Métropole, sise, 11 Bd Saint-Assiscle à Perpignan (66000) représentée par son Président, Monsieur Louis Aliot ou son représentant dûment habilité Monsieur Patrick Got ;

Ci-après dénommée « Le Maître d'Ouvrage des installations de traitement des eaux usées (MOa) »
D'autre part,

et

La commune de Sainte-Marie-la-Mer représentée par monsieur Edmond JORDA, maire, dûment autorisé à la signature des présentes ;

Ci-après dénommée « l'Utilisateur »
D'autre part,

PRÉALABLEMENT, IL A ÉTÉ EXPOSÉ LES POINTS SUIVANTS :

- Un arrêté préfectoral N°DDTM/SER/2026182-001 a été obtenu le 01/07/2026 portant autorisation de réutilisations des eaux usées traitées de la station d'épuration de Canet-en-Roussillon à des fins d'utilisation pour l'arrosage d'espaces verts et l'irrigation de cultures.

L'Utilisateur accepte d'utiliser les eaux usées traitées par la station d'épuration, dans des conditions compatibles avec la protection de la santé humaine, animale et de l'environnement, au titre des usages précisés dans la présente convention et de mettre en place les barrières de prévention prévues pour l'utilisation des eaux usées traitées pour les usages déterminés s'il y a lieu.

CECI ÉTANT EXPOSÉ, IL A ÉTÉ DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Pour l'exécution de la présente convention, les termes suivants sont définis tels que :

- Installation de production des eaux usées traitées désigne une station d'épuration des eaux urbaines résiduaires qui peut être complétée par une autre installation de traitement, qui permet de produire une eau adaptée à l'usage précisé d'arrosage des espaces verts, conformément aux conditions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2023 ;
- Barrière désigne tout moyen, y compris les étapes physiques ou procédurales, ou les conditions d'utilisation des eaux usées traitées, qui réduit ou prévient un risque pathogène ou toxique pour l'homme ou l'animal en évitant que l'eau usée traitée n'entre en contact avec les personnes ou animaux directement exposés ou les produits ingérés, ou tout autre moyen qui, notamment, réduit la concentration des microorganismes ou de substances préoccupantes dans l'eau usée traitée ou prévient leur survie et leur concentration dans les produits à ingérer ; les barrières s'appliquent à la zone ou aux produits qui font l'objet de l'arrosage.
- Réseau de transport désigne les canalisations et leurs accessoires depuis le point de sortie des installations de production / stockage sur la station d'épuration jusqu'au point d'utilisation permettant l'acheminement de l'eau usée traitée.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Le Maître d'ouvrage et l'Exploitant de la Station de Traitement des Eaux Usées mettent à la disposition de l'Utilisateur, aux conditions établies dans le cadre de l'arrêté préfectoral obtenu et de la présente Convention, les eaux usées traitées de qualité conforme aux prescriptions réglementaires relatives à l'utilisation d'eaux usées traitées au point d'usage en sortie de l'installation de production des eaux usées traitées de la station d'épuration de Canet-en-Roussillon dans la limite des volumes produits par cette dernière.

De son côté, l'Utilisateur s'engage à utiliser les eaux usées traitées uniquement pour les usages suivants :

- **L'arrosage d'espaces verts et de jardinières dans l'espace public** ;

Les espaces verts et les jardinières doivent être des espaces dont l'accès au public est restreint.

Compte tenu du niveau de qualité sanitaire des eaux usées traitées, l'Utilisateur met en œuvre 1 équivalent barrière pour la réduction des agents pathogènes. Cet équivalent-barrière est matérialisé de la façon suivante :

- **L'arrosage en dehors des heures d'ouverture au public ;**
- **Ou la fermeture aux usagers pendant l'arrosage et deux heures suivant l'arrosage dans le cas d'espaces verts fermés ;**
- **Ou arrosage pendant les heures de plus faible fréquentation et interdiction d'accès aux passants pendant l'arrosage et deux heures suivant l'arrosage dans le cas d'espaces verts ouverts de façon permanente.**

ARTICLE 2 - QUANTITÉ D'EAUX USÉES TRAITÉES MISE À DISPOSITION

Le volume d'eaux usées traitées mis à disposition au point de conformité par l'Exploitant de la Station de Traitement des Eaux Usées s'établit à :

Calendrier d'utilisation	5 jours/semaine
Volume maximum (m3/j)	6
Volume maximum (m3/semaine)	36
Volume annuel (m3/an)	1040
Modalité de transport	2 camions VL équipés de cuve de 1000l 1 camion PL équipés de cuve de 5000l

En cas de période de sécheresse ou de circonstances exceptionnelles, et qui nécessiterait une adaptation de la quantité d'eaux usées traitées mise à disposition, les parties feront alors application de l'article 11.

ARTICLE 3 – POINT DE LIVRAISON DES EAUX USÉES TRAITÉES

Les eaux usées traitées proposées sont issues du traitement de la station d'épuration de Canet-en-Roussillon.

L'eau en sortie de la station d'épuration de Canet-en-Roussillon est traitée par des rayons ultraviolets et satisfait la qualité indiquée dans le tableau suivant :

Paramètres	Concentration maximum	Rendement minimum (%)
DBO5	25 mg/l	80
DCO	90 mg/l	75
MES	35 mg/l	90
NGL	15 mg/l	70
NTK (en moyenne annuelle)	10 mg/l	85
P- (en moyenne annuelle)	2 mg/l	80
Escherichia coli*	250/100ml	
Entérocoques fécaux*	100/100 ml	

*Le traitement bactériologique est exigé entre le 1er avril inclus et le 30 septembre inclus

Un système de prise d'eau dérivé du groupe de production et de distribution d'eau industrielle existant a été mis en place en limite de propriété. Ce dispositif permet d'identifier les usagers (système de badge) et les volumes prélevés (mise en place d'un comptage en amont du point de prélèvement). Ce dispositif permet à l'utilisateur de venir se servir à son gré sans avoir à pénétrer à l'intérieur de la station d'épuration.

La mise à disposition est effectuée au travers du dispositif de remplissage en limite de clôture. Les eaux usées traitées ainsi produites sont délivrées à partir de ce point de livraison qui constitue le point de conformité complémentaire et est muni d'un comptage.

L'Exploitant de la Station de Traitement des Eaux Usées pourra procéder à ses frais, à la vérification du comptage aussi souvent qu'il le jugera utile. En cas de vérification demandée par l'Utilisateur, les frais de vérification et de repose resteront à la charge de celui-ci dans le cas où les indications données par le comptage vérifié, sont reconnues exactes, compte tenu des tolérances normales de fonctionnement garanties par le constructeur de l'appareil. Dans le cas contraire, ils seront à la charge de l'Exploitant de la Station de Traitement des Eaux Usées.

Lorsque, par suite d'arrêt ou même d'irrégularité dans son fonctionnement, dûment constaté et reconnu par les parties, il ne sera pas possible de mesurer les quantités d'eau traitée distribuée, le volume distribué sera déterminé en prenant pour référence les fournitures moyennes de la période d'interruption concernée sur les deux années précédentes.

Les index du comptage et les dates des relevés devront figurer en annexe des factures et sur le carnet sanitaire de manière à permettre à l'utilisateur de vérifier et de contrôler à tout moment le bien fondé des quantités d'eaux usées traitées facturées.

ARTICLE 4 - QUALITÉ DES EAUX USÉES TRAITÉES DISTRIBUÉES

L'Exploitant de la Station de Traitement des Eaux Usées s'engage à ne livrer au point de conformité ainsi qu'aux points de conformité complémentaire que des eaux usées traitées conformes aux prescriptions réglementaires ci-après.

Une validation de la performance de l'installation de production est réalisée par l'Exploitant de la Station de Traitement des Eaux Usées sur une période initiale de 6 mois consécutifs comprenant l'ensemble de la saison d'arrosage avec une fréquence mensuelle d'analyses portant sur les paramètres définis dans le tableau ci-dessous, puis tous les 2 ans. Cette période initiale permet de valider les l'obtention de l'abattement suivant :

Paramètres	Niveau de qualité B
Escherichia coli (UFC/100mL)	≥ 3
Coliphages totaux / coliphages F-spécifiques / coliphages somatiques / coliphages	≥ 3
Spores de Clostridium perfringens/bactéries anaérobies sulfito-réductrices et leurs spores	≥ 3

Un suivi en routine au point de conformité de l'installation de production est mis en œuvre par l'Exploitant de la Station de Traitement des Eaux Usées. Ce suivi doit démontrer l'atteinte du niveau de qualité sanitaire suivant au point de conformité de l'installation :

Paramètres	Niveau de qualité B
MES (mg/l)	< 35
DBO5 (mg/l)	< 25
Escherichia coli (UFC/100mL)	< 100
Coliphages (bactériophages ARN F spécifiques et / ou phages somatiques)*	< 100
Clostridium perfringens**	< 100
Turbidité (NTU)	-

(*) Les coliphages totaux sont choisis comme étant l'indicateur viral le plus approprié. Cependant, si l'analyse des coliphages totaux est impossible, au moins l'un d'entre eux (les coliphages F-spécifiques ou les coliphages somatiques) doit être analysé.

(**) Les spores de Clostridium perfringens sont choisies comme étant l'indicateur de protozoaires le plus approprié. Cependant, les bactéries anaérobies sulfito-réductrices et leurs spores offrent une solution de remplacement si la concentration de spores de Clostridium perfringens ne permet pas de valider la réduction log requise.

Les effluents issus de la station d'épuration de Canet-en-Roussillon subissent initialement une désinfection par rayonnement ultraviolet avant d'intégrer un dispositif de traitement additionnel de type « REUT box ». Au niveau du point de conformité, ces eaux usées traitées doivent impérativement satisfaire aux critères de qualité précités, ainsi qu'à toute prescription complémentaire édictée par l'arrêté préfectoral.

Pour le vérifier, l'Exploitant de la Station de Traitement des Eaux Usées met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux en lien avec l'arrêté préfectoral N°DDTM/SER/2026182-001 précité à travers :

- **Un suivi conforme au planning de la STEP :**
  - Concentrations en MES, DBO_5 ;
- **Un suivi hebdomadaire :**
  - Escherichia coli, Coliphages (bactériophages ARN F spécifiques et / ou phages somatiques), spores de Clostridium perfringens (ou bactéries anaérobies sulfito réductrices et leurs spores) ;
- **Un suivi semestriel :**
  - PFOS, Zinc;
- **Un suivi mensuel sur 6 mois tous les deux ans pour la validation de la performance de l'installation de traitement des eaux usées permet de mesurer les abattements entre les eaux usées, en entrée de la station de traitement des eaux usées, et les eaux usées traitées au point de conformité sur les paramètres suivants :**
  - Escherichia coli, Coliphages (bactériophages ARN F spécifiques et / ou phages somatiques), spores de Clostridium perfringens (ou bactéries anaérobies sulfito réductrices et leurs spores).

En cas de dépassement d'une valeur limite fixée ci-dessus, l'Exploitant de la Station de Traitement des Eaux Usées en informe immédiatement les Parties prenantes et suspend immédiatement l'utilisation d'eaux usées traitées :

- Transmet immédiatement l'information au préfet, ainsi que les causes de dépassement constaté et les actions correctives mises en œuvre ou envisagées ;
- La reprise de l'utilisation des eaux usées traitées sera permise après transmission au Préfet de résultats d'analyses conformes aux valeurs limites.

ARTICLE 5 – LIMITES DE RESPONSABILITÉ

L'Exploitant de la Station de Traitement des Eaux Usées est responsable de la qualité des eaux usées traitées, dans la limite des capacités des installations, au point de conformité. Il assurera l'exploitation, l'entretien et la maintenance des installations de production des eaux usées traitées et du point de puisage des eaux usées traitées. Il lui appartient de mettre en œuvre le suivi analytique périodique précité et de transmettre les résultats aux autorités compétentes et parties prenantes.

L'Exploitant de la Station de Traitement des Eaux Usées est responsable de l'entretien et du renouvellement des ouvrages jusqu'au point de conformité complémentaire inclus.

Parallèlement, les parties prenantes tiennent à jour conjointement un carnet sanitaire au format numérique où figurent les informations prévues au sein de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2023 susvisé. Un comité réunissant les parties prenantes se réunira au moins une fois par an pour examiner et compléter le carnet sanitaire, la qualité du service, le bilan du service de l'année 2025, et ce, avant le 31 janvier 2026, date à laquelle le carnet sanitaire doit être transmis au Préfet.

Ce Comité est composé de :

- 1 personne pour l'Exploitant de la Station de Traitement des Eaux Usées qui assurera le secrétariat du comité ;
- Au moins 1 personne pour l'Utilisateur ;
- Au moins 1 personne pour le Maître d'Ouvrage.

Obligation de l'exploitant de la STEU

L'Exploitant de la Station de Traitement des Eaux Usées s'engage à :

- Poursuivre l'exploitation sérieuse et fiable de la STEU dans le cadre des dispositions contractuelles le liant au Moa ;
- Exploiter la station d'épuration de manière à fournir une eau usée traitée de classe de qualité sanitaire A française au sens de l'arrêté ministériel du 25 juin 2014 modifiant l'arrêté ministériel du 2 août 2010, dans le cadre des possibilités (ou limites) techniques de l'infrastructure qu'il gère ;
- Réaliser les analyses de contrôle mentionnées à l'article 4 ;
- Signaler immédiatement tout résultat d'autosurveillance ou de suivi « réutilisation des eaux usées traitées (REUT) » non conforme au MOa, à la préfecture, aux usagers ;
- Interrompre l'accès à l'eau usée traitée aux usagers dans le cas où des résultats d'analyse d'autosurveillance ou de suivi REUT seraient non conformes ;
- Comprendre et analyser les causes de non-conformité et y remédier dans le cadre des dispositions contractuelles le liant au MOa ;
- Prévenir le MOa, la préfecture, les usagers que l'accès à l'eau usée traitée est rétabli en cas de résultats d'analyse conforme ;
- Assurer la sensibilisation des usagers comprenant, entre autres, une sensibilisation sur la nature des eaux usées traitées et une visite des installations de traitement des eaux usées de la STEU ;
- Participer à la rédaction du rapport mentionné ci-dessous dans « obligation du Moa » (ensemble des 4 points évoqués dans le décret n° 2022-336 du 10 mars 2022 relatif aux usages et aux conditions de réutilisation des eaux usées traitées) ;
- Participer à la rédaction du registre mentionné ci-dessous dans « obligation de l'Utilisateur » (analyses des EUT) ;
- Relever le compteur de volume distribué une fois par trimestre afin de générer la facture connexe.
- Déposer les données d'autosurveillance connexes (point A8)

Obligation du MOa

Le MOa s'engage à :

- Co-assurer la sensibilisation des usagers avec l'exploitant au besoin ;
- Transmettre le rapport relatif à la mise en œuvre du projet au cours de l'année écoulée à la préfecture. Ce rapport est établi avec les parties prenantes et comprend notamment :

1. Un bilan des volumes d'eaux usées traitées utilisés ;
2. Les résultats de la surveillance mise en place pour le suivi et l'évaluation de l'utilisation des eaux usées traitées ;
3. Un bilan des dépenses et recettes et une analyse coûts-bénéfices liés à la mise en œuvre du projet ;
4. Une synthèse des dysfonctionnements survenus dans l'année écoulée ainsi que les mesures correctives mises en œuvre pour y remédier et les mesures de vérification de leur efficacité ;

- Communiquer les coordonnées de deux personnes à prévenir en cas de non-conformité des analyses d'autosurveillance et de suivi REUT ;

Docusign Envelope ID: 25F6981C-C375-8A66-8150-C42A975383F9

Obligation de l'Utilisateur

En application des dispositions de l'arrêté préfectoral, l'Utilisateur a la charge d'instaurer les dispositifs d'information destinés au public, conformément aux modalités précisées à l'article 9
L'Utilisateur, en sa qualité de professionnel, est responsable de la bonne utilisation des eaux usées traitées au point de conformité et aux précautions d'usage imposées par la réglementation.
Il est tenu de mettre en œuvre les barrières de prévention déterminées pour les usages cités.
A ce titre, tous dommages qui pourraient résulter d'une utilisation des eaux usées traitées non conforme aux prescriptions définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ou de toute réglementation générale relèveront de sa responsabilité.

ARTICLE 6 – RESPECT DES BONNES PRATIQUES ET BARRIÈRES

L'Utilisateur est responsable de l'exécution des obligations qui lui incombent au titre de l'arrêté préfectoral N°DDTM/SER/2026182-001 et de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2023 relatif aux conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'arrosage d'espaces verts. **A ce titre, il lui incombe d'arroser uniquement les espaces verts et les jardinières dans l'espace public identifiés dans le ou les plan(s) joint(s) à cette convention, .**

Comme précisé à l'article 4, la classe de qualité sanitaire des eaux usées traitées est la B. Des extraits de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2023 sont rappelés ci-dessous :

Tableau 1

Usages possibles suivant le niveau de qualité des eaux usées traitées

TYPE D'USAGE	NIVEAU DE QUALITÉ SANITAIRE DES EAUX USÉES TRAITÉES			
	A	B	C	D
Espaces verts ouverts au public	+	*	-	-
Espaces verts dont l'accès au public est restreint	+	+	*	-
+ autorisée, - : interdite, * : possible en mettant en place un système de barrières appropriées tel que défini en section 2				

Tableau 2

Nombre minimum de barrières applicables en fonction des usages et de la qualité des eaux usées traitées

TYPE D'USAGE	CLASSE DE QUALITE ET NOMBRE MINIMUM DE BARRIERES			
	A	B	C	D
Espaces verts ouverts au public	0	1	Interdit	Interdit
Espaces verts dont l'accès au public est restreint	0	0	1	Interdit

Docusign Envelope ID: 25F6981C-C375-8A66-8150-C42A975383F9

Tableau 3

Types de barrières suggérés selon l'application et nombre d'équivalents barrières attribués

TYPE DE BARRIERE	APPLICATION	REDUCTION DES AGENTS PATHOGENES (unités log)	NOMBRE DE EQUIVALENTS BARRIERES
Contrôle de l'accès	Arrosage en dehors des heures d'ouverture au public, ou fermeture aux usagers pendant l'arrosage et deux heures suivant l'arrosage dans le cas d'espaces verts fermés ou arrosage pendant les heures de plus faible fréquentation et interdiction d'accès aux passants pendant l'arrosage et deux heures suivant l'arrosage dans le cas d'espaces verts ouverts de façon permanente	0,5 à 1	1
	Arrosage de zones non accessibles au public (par exemple espace vert sur le bas-côté d'un échangeur)	1	2
Contrôle de l'arrosage par aspersion	Arrosage par aspersion en respectant des distances supérieures à 70 m par rapport aux zones résidentielles ou aux lieux accessibles au public	1	1

La liste des barrières proposées n'est pas exhaustive.

L'utilisateur est responsable du respect des bonnes pratiques de mise en œuvre de l'utilisation des usées traitées (port des EPI, information des personnes à proximité des points d'usage...) selon l'arrêté précité. Les prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral sont les suivantes :

- Avoir assisté à la sensibilisation à la réutilisation des eaux usées traitées prodiguée par l'exploitant et le MOa le 3 août 2023 ou le 2 juin 2026, ce qui a été fait ;
- Utiliser l'eau usée traitée uniquement selon les usages identifiés dans l'arrêté préfectoral. Toute contrevenance à cet engagement suspendrait immédiatement l'accès à l'eau usée traitée de cet usager ;
- Utiliser l'eau usée traitée uniquement au niveau des localisations identifiées dans l'arrêté préfectoral. Toute contrevenance à cet engagement suspendrait immédiatement l'accès à l'eau usée traitée de cet usager ;
- Faire utiliser l'eau usée traitée uniquement aux personnels qui auront suivi la sensibilisation à l'utilisation des eaux usées traitées dispensées par l'exploitant et le MOa. Toute contrevenance à cet engagement suspendrait immédiatement l'accès à l'eau usée traitée pour l'Utilisateur ;
- Respecter les préconisations de mises en œuvre édictées (utilisation de l'eau usée traitée après remplissage de la cuve, pas de stagnation d'eau aux pieds des arbres arrosés, pas d'arrosage excessif des jardinières pour éviter les écoulements d'eau depuis les jardinières, horaires d'arrosage qui devront privilégier au maximum les horaires de moindre fréquentation du public...) ;
- Se conformer strictement aux articles 4.3 (distribution des EUT) et 9 (information du public) de l'arrêté préfectoral N°DDTM/SER/2026182-001 obtenu le 01/07/2026 ;
- Se servir du dispositif de remplissage comme cela lui aura été montré lors de la sensibilisation, sans avoir à pénétrer dans la station d'épuration ;
- Utiliser les équipements de protection individuelle adéquats lors de la possible mise en contact avec l'eau usée traitée ;
- Prendre toutes les précautions d'usage en cas de contact avec les eaux usées traitées (si le contact intervient avec les yeux ou une peau saine (sans blessure), un lavage à grande eau potable permettra d'éliminer tout éventuel risque de contamination bactérienne. Si le contact intervient sur une peau blessée, il sera nécessaire après le lavage, de désinfecter soigneusement les blessures) ;
- Se référer et respecter la note issue de la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités des Pyrénées Orientales intitulée « obligations des employeurs relatives à la prévention du risque biologique potentiel lié à l'exposition des travailleurs aux eaux usées » présente en ANNEXE 1 ;
- Assurer la communication auprès de la population (communication générale auprès de la population via affichage, site internet, réseaux sociaux... + affichage « local » visible au niveau des espaces verts « vastes » ouverts au public (hors arrosage local de jardinières...). Ces panneaux rappelleront aux utilisateurs les bonnes règles d'hygiène de manière à ne pas être exposés aux éventuels contaminants présents dans les eaux usées traitées par contact mains-bouche, par frottage des yeux après avoir touché les zones arrosées par de l'eau usée traitée. Le périmètre y est clairement défini par un plan parcellaire permettant de délimiter la zone arrosée ;

- Communiquer les coordonnées de deux personnes à prévenir en cas de non-conformité des analyses de suivi REUT et/ou d'autosurveillance.

L'Utilisateur est responsable de la tenue du carnet sanitaire pour ce qui le concerne. Sont identifiées les parcelles irriguées ou les jardinières arrosées, tel que prévu à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2023. Les éléments du carnet sanitaire tenu par l'Utilisateur précisent :

1. Le type d'usage (espaces verts ouverts dont l'accès au public est restreint) ;
2. Les périodes d'utilisation des eaux usées traitées ;
3. Le détail des procédures de nettoyage et d'entretien du réseau d'utilisation ;
4. La nature des terrains arrosés par des eaux usées traitées ;
5. Les justificatifs de mise en œuvre des barrières par l'Utilisateur : Arrosage en dehors des heures d'ouverture au public, ou fermeture aux usagers pendant l'arrosage et deux heures suivant l'arrosage dans le cas d'espaces verts fermés ou arrosage pendant les heures de plus faible fréquentation et interdiction d'accès aux passants pendant l'arrosage et deux heures suivant l'arrosage dans le cas d'espaces verts ouverts de façon permanente. ;
6. Les volumes d'eaux usées traitées apportés ;
7. Le détail des procédures de nettoyage et d'entretien du réseau d'irrigation s'il y a lieu.

Ces informations sont conservées pendant dix ans.

ARTICLE 7 - INTERRUPTION DE LA FOURNITURE D'EAUX USÉES TRAITÉES

L'Exploitant de la Station de Traitement des Eaux Usées s'engage à fournir l'eau dans les conditions fixées aux articles 3 et 4 de la présente convention sous réserve des capacités des installations de production des eaux usées traitées. Toutefois, il ne pourra être tenu pour responsable d'une diminution ou d'une interruption de la production/distribution d'eau usée traitée dans les cas ci-après :

- Travaux d'urgence ou spéciaux sur la station d'épuration ;
- Toute interruption du service pour des raisons non imputables à l'exploitant (pollution accidentelle de la "ressource"; non-conformité des paramètres d'activité et/ou des caractéristiques des effluents arrivant sur la station d'épuration...) ;
- Tout cas de force majeure ou assimilés (catastrophe naturelle, sécheresse, incendie...) ;
- Tout événement extérieur à l'exploitant (décision administrative) ;
- Tout fait d'un tiers mettant l'exploitant dans l'impossibilité matérielle d'exécuter ses prestations (délestage énergétique...) ;
- Tout fait de l'utilisateur lié à l'inobservation de la réglementation liée aux usages ou usages non référencés par la présente convention, non-respect des consignes de sécurité.

La durée de l'interruption sera limitée au temps strictement nécessaire pour prendre les mesures appropriées.

Sauf en cas de pollution accidentelle, cas de force majeure ou assimilés, fait d'un tiers, l'Utilisateur sera prévenu au moins quarante-huit heures (48 h) à l'avance de tout arrêt de la fourniture ou de toute impossibilité de fourniture d'eaux usées traitées.

ARTICLE 8 - PRIX DE VENTE DE L'EAU TRAITÉE DISTRIBUÉE

Conformément à la délibération de PMM n°2023/07/149 du 17/07/2023, le prix de l'eau usée traitée fournie en application de la présente convention, est fonction des usages et fixé à (valeur au 1er janvier 2024, hors taxes) :

- Usage urbain P2 : 0,555 euros HT par mètre cube d'eau traité distribuée,

A la rémunération s'ajoute la TVA (pour mémoire, taux de 20% applicable au 1er janvier 2026) selon la réglementation en vigueur :

- **Usage urbain P2 : 0,666 euros TTC par mètre cube d'eau traité distribuée.**

ARTICLE 9 – EVOLUTION DE LA RÉMUNÉRATION

Pour les années futures, le prix de l'eau REUT est basé sur le coefficient d'actualisation du prix de l'assainissement, conformément à l'article 147.2 du contrat de délégation de service public en vigueur. Ce coefficient est basé sur les indices suivants :

Indices	Description
ICHT-E	Indice coût horaire du travail, tous salariés, de la production et la distribution d'eau de l'assainissement, de la gestion des déchets et de la dépollution
E	Indice Electricité 10534766 : IPP - Indice 001771242 - FM0D351114 - 01053476- Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de marché - CPF 35.11 et 35.14 - Électricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour capacité > 36kVA - Référence 100 en 2010 - (FM0D351114)
TP 10-A	Indice Canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fournitures de tuyaux
FSD2	Indice des Frais et Services Divers – modèle de référence n° 2

L'évolution du prix de l'eau sera notifiée par courrier, par le maître d'ouvrage, chaque année, après recalcul.

ARTICLE 10 – FACTURATION – RÈGLEMENT

L'exploitant facturera la fourniture d'eaux usées traitées comptabilisées au point de conformité complémentaire à l'Utilisateur chaque trimestre à terme échu.

L'Utilisateur en assurera le règlement dans un délai de trente jours à compter de la réception de la facture. Constitue un paiement au sens du présent article, non pas la simple remise d'un moyen de paiement mais son règlement et encaissement à l'échéance convenue. Tout paiement effectué après l'échéance convenue entraînera l'octroi d'une pénalité de retard calculée à hauteur de 3 fois le taux d'intérêt légal majoré de 5 points et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement égale à 40 € qui s'ajoutera aux sommes dues.

ARTICLE 11 – CLAUSES DE RÉVISION DE LA CONVENTION

A la demande de l'une quelconque des parties prenantes, et sur production par celle-ci de justifications appuyant sa demande, les présentes dispositions pourront être soumises à réexamen conjoint pour tenir compte de l'évolution des conditions juridiques, économiques et techniques des livraisons d'eaux usées traitées visées à la présente convention dans les cas exposés ci-dessous.

A défaut d'accord sur les nouvelles conditions de fourniture d'eau, la partie la plus diligente peut demander l'application de l'article 13. En tout état de cause, pendant la période de réexamen et jusqu'à la définition des nouvelles conditions encadrées par un avenant aux présentes, les parties appliquent la convention et notamment le prix de vente en vigueur.

La procédure de réexamen peut être engagée dans les cas suivants :

- En cas de modification des ouvrages et des procédés de traitement liée à des obligations réglementaires nouvelles ;
- En cas de capacités insuffisantes de la station d'épuration pour fournir de l'eau traitée en quantité ou qualité suffisante ;
- En cas de perte ou de modification substantielle des autorisations administratives ;
- En cas de modification de la qualité et de la quantité des eaux usées brutes ;
- En cas d'augmentation des charges de production et de livraison de plus de 2% ;
- En cas de modification de la réglementation nationale ;
- Et en tout état de cause, à la fin de la période initiale.

ARTICLE 12 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date de signature par les parties et après transmission de la présente convention à la DDTM selon l'article 2 de l'arrêté préfectoral N°DDTM/SER/2026182-001 a été obtenu le 01/07/2026.

La présente convention prendra fin au plus tard le 31 décembre 2035.

ARTICLE 13 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

1) En cas d'inexécution totale ou partielle par une des parties prenantes de ses obligations souscrites en application de la présente convention, une des autres parties pourra la mettre en demeure d'exécuter ses engagements par lettre recommandée avec demande d'avis de réception avec copie à l'ensemble des parties. A défaut, pour la partie défaillante, d'exécuter ses obligations dans les trente (30) jours suivant la mise en demeure, la convention sera résiliée de plein droit.

2) La présente convention pourra être résiliée par les parties prenantes à la présente pour tout motif d'intérêt général dûment justifié et notamment pour des motifs liés à l'intérêt du service public de l'assainissement. La partie prenante à l'initiative de la résiliation devra en aviser l'autre partie, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, trois (3) mois au moins avant la date d'effet de la résiliation.

3) En cas d'expiration de l'autorisation préfectorale visée en préambule et de non renouvellement, la convention expire de plein droit.

Dans l'intervalle, les parties devront se rencontrer afin d'évoquer toute solution qui pourrait éviter la résiliation ou toutes modalités relatives aux conséquences de la résiliation.

ARTICLE 14 – LITIGES

Les parties prenantes s'efforceront de trouver un règlement amiable aux éventuels litiges susceptibles d'intervenir à l'occasion de l'exécution ou l'interprétation de la présente convention. Le cas échéant, si cela s'avère opportun, avant toute procédure contentieuse, les parties s'engagent :

- Soit à soumettre leurs différends à un expert compétent choisi d'un commun accord. En cas de désaccord, et après notification préalable aux autres parties, la Partie la plus diligente peut demander la nomination de l'expert par le Président du Tribunal compétent. Les frais d'expertise seront partagés à parts égales dans les deux cas ;
- Soit à recourir à la médiation.

Néanmoins, à défaut de règlement amiable, tout litige survenant pour l'application de la présente convention pourra être soumis par la partie la plus diligente au tribunal compétent du ressort du maître d'ouvrage.

ARTICLE 15 – CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le maître d'ouvrage garantit l'autre qu'au cas où l'exploitant cesserait d'assurer la gestion de son service public d'eau potable et d'assainissement pendant la durée de la présente convention, elle se substituerait à lui pour assumer toutes ses obligations issues des présentes, dans l'attente de la désignation d'un nouvel exploitant ou de la mise en place d'un nouveau mode de gestion.

Dans ce cas, un avenant à la présente convention sera établi régularisant la nouvelle situation (changement d'exploitant, mise en place d'un nouveau mode de gestion...).

ARTICLE 16 – PERSONNES A CONTACTER EN CAS DE DYSFONCTIONNEMENT CONSTATÉ

Plusieurs cas sont possibles :
Cas1 : L'exploitant se rend compte d'un dysfonctionnement : il prévient le maître d'ouvrage et l'Utilisateur dont les coordonnées sont mentionnées ci-après.
Cas 2 : L'Utilisateur se rend compte d'un dysfonctionnement : il prévient l'exploitant qui préviendra le maître d'ouvrage dont les coordonnées sont mentionnées ci-après :

Exploitant		
	Contact 1	Contact 2
Nom	BOEUF	THOUVENIN
Prénom	Jean-Philippe	Paul
Qualité	Manager Service Local Usine	Ingénieur d'Exploitation
N° de téléphone	06 13 61 52 73	06 09 64 42 32
Mail	jean-philippe.boeuf@veolia.com	paul.thouvenin@veolia.com
Maître d'ouvrage		
	Contact 1	Contact 2
Nom	FARA	BRUNET
Prénom	Lionel	Séverine
Qualité	Directeur de l'Eau et de l'Assainissement	Chargée d'études Assainissement
N° de téléphone	04 68 08 61 83	04 68 08 61 82
Mail	l.fara@perpignan-mediterranee.org	s.brunet@perpignan-mediterranee.org
Utilisateur		
	Contact 1	Contact 2
Nom	BONIFASSY	CASAS
Prénom	Simon	Yannick
Qualité	Adjoint DST	Directeur des Services Techniques
N° de téléphone	06 49 56 09 79	06 07 15 10 02
Mail	s.bonifassy@saintemarielamer.com	y.casas@saintemarielamer.com

ARTICLE 17 - ANNEXES

Sont annexées :

- Annexe 1 : Note issue de la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités des Pyrénées Orientales intitulée « obligations des employeurs relatives à la prévention du risque biologique potentiel lié à l'exposition des travailleurs aux eaux usées » ;
- Annexe 2 : Localisations des jardinières, plan et liste des parcelles arrosées avec des eaux usées traitées.

L'Utilisateur,
Pour La commune de Sainte-Marie-la-Mer
Le Maire, M. Edmond JORDA

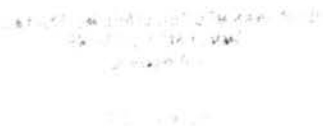


L'exploitant,
Pour La Catalane des Eaux - Eaux Agglo
Le Directeur Régional, M. Eric de SAINT MARTIN

22 juillet 2026 | 17:25 CEST

Le maître d'ouvrage,
Pour Perpignan Méditerranée Métropole
le Président

Docusign Envelope ID: 25F6981C-C375-8A66-8150-C42A975383F9



Docusign Envelope ID 25F6981C-C375-8A66-8150-C42A975383F9

ANNEXE 1

Docusign Envelope ID: 25F6981C-C375-8A66-8150-C42A975383F9

MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DU PLEIN EMPLOI
ET DE L'INSERTION
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale
de l'emploi, du travail
et des solidarités des Pyrénées-Orientales

Obligations des employeurs relatives à la prévention du risque biologique potentiel lié à l'exposition des travailleurs aux eaux usées.

1- Préalable

Les eaux usées peuvent contenir des agents biologiques pathogènes présentant un risque pour les travailleurs. La composition microbiologique des eaux usées est variable selon l'origine des eaux usées. Conformément aux principes généraux de prévention, tout risque doit être éviter et supprimer lorsque cela est possible.

S'agissant des modalités d'exposition des travailleurs aux eaux usées, il y a principalement une exposition par contact cutané et par inhalation des aérosols issues des eaux usées.

L'obligation générale de prévention impose à l'employeur d'évaluer tout risque auquel les travailleurs sont susceptibles d'être exposés. Cette évaluation des risques, processus en 3 étapes (qui passe par une caractérisation du danger, des modalités d'exposition et des dommages) va permettre la mise en place des mesures prévention qui comprennent:

- Des mesures organisationnelles et techniques notamment les prescriptions techniques des articles 3 et 4 de l'arrêté du 25 juin 2014 modifiant l'arrêté du 2 août 2010 relatif à l'utilisation des eaux issues du traitement d'épuration des eaux résiduaires urbaines pour l'irrigation des cultures ou espaces verts.
- Des moyens adaptés
- Des moyens de protection avec une priorité de la protection collective sur la protection individuelle.
- Des actions d'information et de formation des travailleurs.

2- Dispositions spécifiques relatives à la prévention du risque biologique

L'employeur doit mettre en place des mesures organisationnelles et des moyens adaptés visant à supprimer ou réduire les expositions des travailleurs aux eaux usées :

- Privilégier des systèmes d'arrosage automatique à un arrosage manuel.
- Définir un mode opératoire et donner des instructions appropriées aux travailleurs.
- Fournir et mettre à disposition des équipements de protection individuelle (EPI).
  - ✓ Ces équipements doivent être appropriés aux risques encourus par les travailleurs, adaptés et compatibles avec le travail à réaliser.
  - ✓ Ils doivent permettre une protection des yeux, des voies respiratoires et contre tout contact cutané (vêtements appropriés).
  - ✓ L'employeur peut recueillir l'avis du médecin du travail.
  - ✓ L'employeur doit également informer et former les travailleurs sur les risques contre lesquels les EPI les protègent, et les conditions d'utilisation et de stockage des EPI.
- S'assurer préalablement de l'aptitude médicale des salarié(e)s au poste de travail, notamment à l'exposition aux eaux usées.
- Donner les consignes d'hygiène conformément à l'article R4424-4 du code du travail.

Standard : 04 11 64 39 00
76 bd Aristide Briand - 66026 PERPIGNAN CEDEX

3- Quelques dispositions applicables du code du travail

Article L4121-1

L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs.
Ces mesures comprennent :
1° Des actions de prévention des risques professionnels, y compris ceux mentionnés à l'article L. 4161-1 ;
2° Des actions d'information et de formation ;
3° La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.
L'employeur veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes.

Articles L4121-2 :

L'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'article L. 4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention suivants :
1° Eviter les risques ;
2° Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3° Combattre les risques à la source ;
4° Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5° Tenir compte de l'état d évolution de la technique ;
6° Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
7° Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral et au harcèlement sexuel, tels qu'ils sont définis aux articles L. 1152-1 et L. 1153-1, ainsi que ceux liés aux agissements sexistes définis à l'article L. 1142-2-1 ;
8° Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
9° Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Article R4422-1

L'employeur prend des mesures de prévention visant à supprimer ou à réduire au minimum les risques résultant de l'exposition aux agents biologiques, conformément aux principes de prévention énoncés à l'article L. 4121-2.

Article R4423-1

Pour toute activité susceptible de présenter un risque d'exposition à des agents biologiques, l'employeur détermine la nature, la durée et les conditions de l'exposition des travailleurs.
Pour les activités impliquant une exposition à des agents biologiques appartenant à plusieurs groupes, les risques sont évalués en tenant compte du danger présenté par tous les agents biologiques présents ou susceptibles de l'être du fait de cette activité.

Docusign Envelope ID: 25F6981C-C375-8A66-8150-C42A975383F9

Docusign Envelope ID: 25F6981C-C375-8A65-8150-C42A975383F9

Article R4423-2

L'évaluation des risques est réalisée sur le fondement du classement prévu à l'article R. 4421-3 et des maladies professionnelles dues à l'exposition aux agents biologiques.
Cette évaluation tient compte de toutes les informations disponibles, notamment de celles relatives aux infections susceptibles d'être contractées par les travailleurs du fait de leur activité professionnelle et de celles concernant les effets allergisants et toxiques pouvant résulter de l'exposition aux agents biologiques.

Article R4424-4

Pour les activités qui impliquent des agents biologiques pathogènes, l'employeur établit une consigne de sécurité interdisant l'introduction, par les travailleurs et pour leur propre usage, dans les lieux de travail où existe un risque de contamination :
1° De nourriture et de boissons ;
2° D'articles pour fumeurs ;
3° De cosmétiques et de mouchoirs autres que les mouchoirs en papier, qui devront être éliminés comme des déchets contaminés.

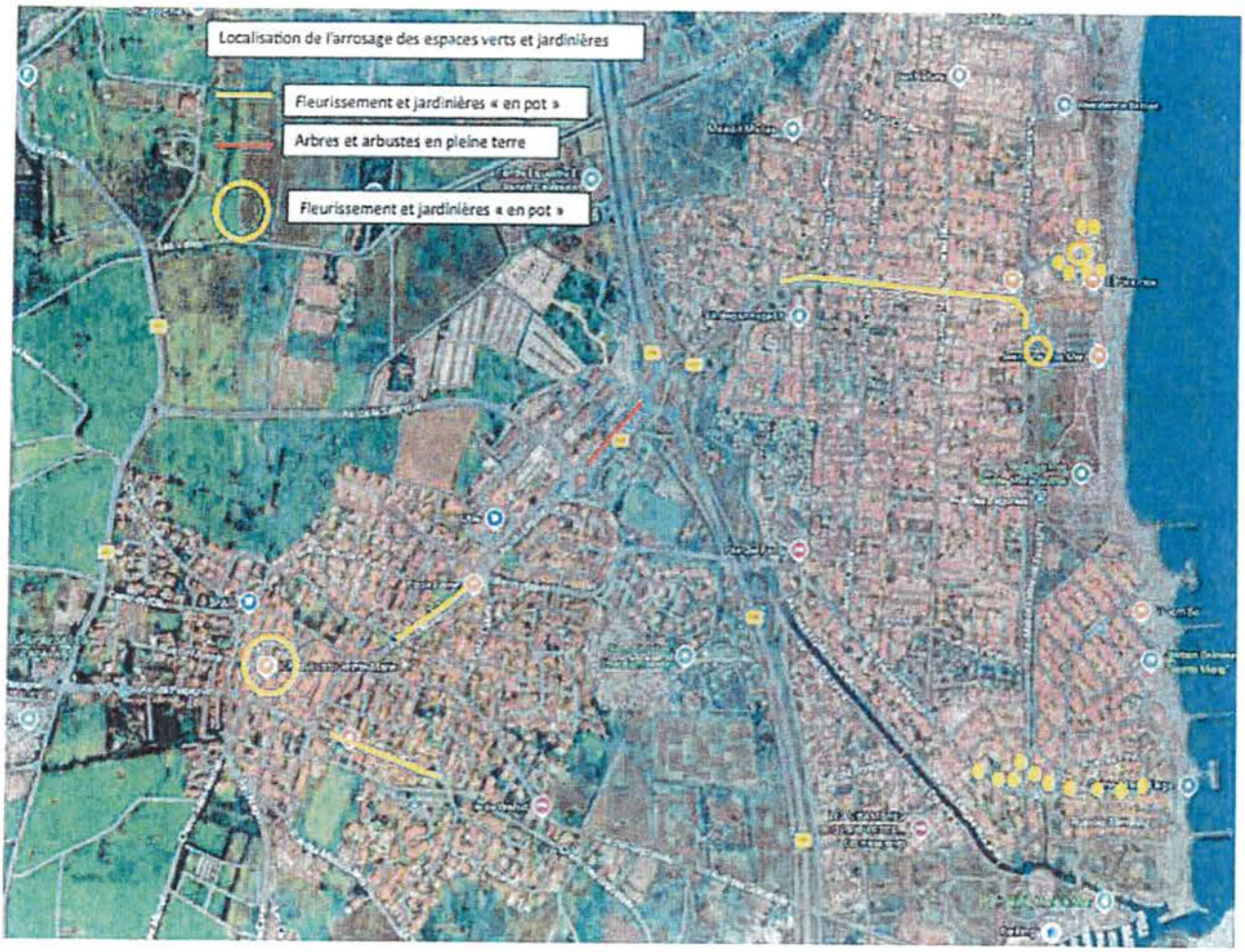
Article R4424-5 :

Pour les activités qui impliquent des agents biologiques pathogènes, l'employeur :
1° Fournit aux travailleurs des moyens de protection individuelle, notamment des vêtements de protection appropriés ;
2° Veille à ce que les moyens de protection individuelle soient enlevés lorsque le travailleur quitte le lieu de travail ;
3° Fait en sorte, lorsqu'ils sont réutilisables, que les moyens de protection individuelle soient rangés dans un endroit spécifique, nettoyés, désinfectés et vérifiés avant et après chaque utilisation et, s'il y a lieu, réparés ou remplacés ;
4° Met à la disposition des travailleurs des installations sanitaires appropriées, un dispositif de lavage oculaire et des antiseptiques pour la peau ainsi que, s'il y a lieu, des collyres prescrits par le médecin du travail ;
5° Pour les activités impliquant le prélèvement, la manipulation et le traitement d'échantillons d'origine humaine ou animale, met au point des procédures et met à disposition des travailleurs des matériels adaptés visant à minimiser les risques de contamination.

Docusign Envelope ID: 25F6981C-C375-8A66-8150-C42A975383F9

ANNEXE 2

LOCALISATION DES JARDINIÈRES, PLANS ET LISTE DES PARCELLES ARROSÉES AVEC DES EAUX USÉES TRAITÉES




Jardinière
Passage des Amoureux

Docusign Envelope ID: 25F6981C-C375-8A66-8150-C42A975383F9

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026133-DE

République Française

SAINTE MARIE LA MER

Extrait de délibération du Conseil Municipal
Commune de SAINTE MARIE LA MER (66470)

Séance du lundi 21 septembre 2026

Nombre de conseillers	En exercice	Présents	Procurations	Absents
	27	26	01	00

L'an deux mille vingt-six, le lundi vingt-et-un septembre à dix-huit heures trente, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de Sainte Marie la Mer, dûment convoqué, en session ordinaire, Salle du Conseil Municipal à la Médiathèque « Victor Hugo », sous la présidence de Monsieur Edmond JORDA, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 septembre 2026.

PRESENTS : Edmond JORDA, Christine MEYA, Alexandre LECAT, Paule BOBO-SENYORICH, Nicolas FIGUERES, France LEROY-PERALS, Alexandre TABARY, Jean-Louis BONNES, Jean-Louis BOLTE, Michelle PLANEILLES, Michel VILA, Éric PLANES, Pierre FERNANDEZ, Sophie ROCHE, Cyril DANJOU, Chrystelle FONT, Isabelle MARTINEZ, Sonia CLASTRIER, David ALDA, Angélique BOUCHARD, Julien TRESSENS, Laurence SOURRIBES, Marie VALETTE, Dimitri PIACENTINI, Manuela DESABLIN, Christophe MARTY,

ABSENTS : Néant,

PROCURATIONS : Odile LOOBUYCK-TETART donne procuration à Christine MEYA,

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Laurence SOURRIBES,

Délibération n° DL-DGS-2026-133

Approbation du procès-verbal constatant la mise à disposition des bassins de rétention de la commune de Sainte Marie la Mer à la Communauté Urbaine Perpignan Méditerranée Métropole

Rapporteur : Alexandre LECAT

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L1321-1 et L1321-2 ;

CONSIDERANT qu'au titre de la compétence « Gestion des eaux pluviales urbaine », Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine doit assurer la création, la gestion et l'entretien des bassins de rétention ;

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026133-DE

CONSIDERANT qu'actuellement les bassins de rétention sont propriétés de la commune de SAINTE-MARIE-LA-MER, et que Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine se substitue de plein droit à la commune à la date du transfert et que cette mise à disposition s'effectue à titre gratuit ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions des articles L1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la mise à disposition constitue le régime de droit commun applicable aux transferts de biens et équipements nécessaires à l'exercice d'une compétence transférée ;

CONSIDERANT que la mise à disposition des ouvrages concernés doit être constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre la commune et Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine ;

CONSIDERANT que le procès-verbal de mise à disposition a pour objet de préciser les modalités de mise à disposition des ouvrages concernés ;

CONSIDERANT que les biens objets de la présente mise à disposition sont des bassins de rétentions, dont la localisation est jointe en annexe 1 du procès-verbal et dont l'inventaire comptable figure en annexe 2 ;

CONSIDERANT que Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine, bénéficiaire de la présente mise à disposition, assumera à compter du transfert l'ensemble des droits et obligations du propriétaire et possédera tous pouvoirs de gestion;

CONSIDERANT qu'il convient d'entériner la mise à disposition des biens concernés via un procès-verbal de mise à disposition et de ses annexes ;

CONSIDERANT qu'il convient d'autoriser Monsieur le Maire à signer le procès-verbal précité avec Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine ;

En conséquence, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 27 voix POUR :

- **APPROUVE** le principe et la teneur du Procès-Verbal et de ses annexes, constatant la mise à disposition gratuite par la commune de Sainte Marie la Mer à Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine des ouvrages dits bassins de rétention ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le Procès-Verbal précité avec Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine ;

- **AUTORISE** le comptable public de la commune de SAINTE-MARIE-LA-MER à procéder aux écritures comptables nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération, concomitamment avec le comptable public de Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout acte utile en la matière.

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026133-DE

- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet, publiée et affichée conformément aux règlements en vigueur.

AINSI DÉLIBÉRÉ LES JOURS, MOIS ET AN SUSDITS
AU REGISTRE FIGURENT LES SIGNATURES POUR COPIE CONFORME

Résultat du vote :

Adopté à l'unanimité

- POUR : 27
- CONTRE : 0
- ABSTENTION : 0



Edmond JORDA
Maire de Sainte Marie la Mer

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. La présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de MONTPELLIER. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr"

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026133-DE

Perpignan Méditerranée Métropole

Sainte Marie La Mer

Procès-verbal constatant la mise à disposition des ouvrages de la commune de SAINTE MARIE LA MER à la Communauté Urbaine Perpignan Méditerranée Métropole

Entre

La commune de Sainte Marie la Mer, représentée par son maire, M. Edmond JORDA, dûment habilité par délibération du conseil municipal en date du 21/09/2026 ci-après désigné par les termes « la commune » d'autre part,

Et

La Communauté Urbaine Perpignan Méditerranée Métropole, représenté(e) par son président, M. Louis ALIOT ou l'élu délégué, dûment habilité par délibération du conseil communautaire du ..., ci-après désigné PMMCU d'une part,

Préambule

Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine est compétente en matière de « gestion des eaux pluviales urbaine ».

En application de l'article L 5211-5 renvoyant aux dispositions des trois premiers alinéas de l'article L 1321-1, des deux premiers alinéas de l'article L 1321-2 et aux articles L 1321-3, L 1321-4, L 1321-5 du code général des collectivités territoriales, la mise à disposition constitue le régime de droit commun applicable aux transferts de biens et équipements nécessaires à l'exercice d'une compétence transférée, dans le cadre de l'intercommunalité.

PMMCU se substitue de plein droit à la commune à la date du transfert de la compétence.
Conformément aux dispositions des articles L 1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, le présent procès-verbal, établi contradictoirement entre la commune et PMMCU a pour objet de préciser les modalités de mise à disposition des ouvrages concernés.

Ceci ayant été exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1er - Objet

Par le présent procès-verbal, la commune de Sainte Marie la Mer met à la disposition de PMMCU qui l'accepte, les ouvrages dit bassin de rétention.
Cette mise à disposition est consentie dans les conditions précisées dans les articles ci-après.

Article 2 - Consistance des biens

Les biens objets de la présente mise à disposition sont des bassins de rétentions.

La commune déclare être le valable propriétaire des biens, objet de la présente mise à disposition dont la localisation est jointe en annexe 1.

Article 3 - Modalités de la mise à disposition

Conformément à l'article L 1321-2 du code général des collectivités territoriales, la présente mise à disposition est consentie à titre gratuit.

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026133-DE

PMMCU, bénéficiaire de la présente mise à disposition, assume à compter de ce transfert, l'ensemble des droits et obligations du propriétaire. Elle possède tous pouvoirs de gestion. Elle assure le renouvellement des biens mobiliers et autorise l'occupation des biens remis. Elle en perçoit les biens et produits. Elle agit en justice aux lieu et place du propriétaire.

PMMCU peut procéder à tous les travaux de reconstruction, de démolition ou d'addition de construction propres à assurer le maintien de l'affectation des biens.
Toute modification des équipements mis à disposition s'effectuera en concertation avec la commune.

Article 4 - Contrats en cours

PMMCU se substitue dans les droits et obligations de la commune en ce qui concerne l'ensemble des contrats en cours relatifs aux biens mis à disposition. La commune constate la substitution et la notifie à ses cocontractants. Un double de cette notification est adressé à PMMCU.

Article 5 - Désaffectation des biens

Conformément aux dispositions de l'article L 1321-3 du code général des collectivités territoriales, en cas de désaffectation totale ou partielle des biens, la commune recouvrera l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés.

Article 6 - Comptabilisation du transfert

Les opérations de mise à disposition des biens s'effectuent par opérations d'ordre non budgétaires initiées par l'ordonnateur et enregistrées par le comptable public.
La transmission de l'information au comptable public est assurée par un tableau récapitulatif annexe 2 qui doit indiquer les éléments suivants :

- Pour la commune de Sainte Marie la Mer : désignation du bien, numéro d'inventaire, date et valeur d'acquisition, s'il est amortissable ou non, dans l'affirmative, le montant des amortissements pratiqués ainsi que l'état des subventions afférentes et emprunts éventuels et les comptes par nature concernés. Ces biens seront à enregistrer dans l'inventaire de la commune au compte 24xx.
- Pour PMMCU : mêmes informations que la commune, de la durée et du type d'amortissement et de tout autres éléments pouvant utilement enrichir la fiche d'inventaire du bien. Ces biens seront à enregistrer à l'inventaire de PMMCU au compte 217xx.

Article 7 - Durée

La durée de la mise à disposition du bien se confond avec l'exercice effectif de la compétence par PMMCU.
La mise à disposition cesse :
- En cas de retrait de la commune de Sainte Marie la Mer de PMMCU
- En cas de modification de l'affectation du bien mis à disposition.

Pour le Président et par délégation
Le Conseiller Communautaire délégué

Christian SERRE

Le Maire

MAIRIE DE SAINTE MARIE LA MER * 66470 (Pyr.-Or.) *

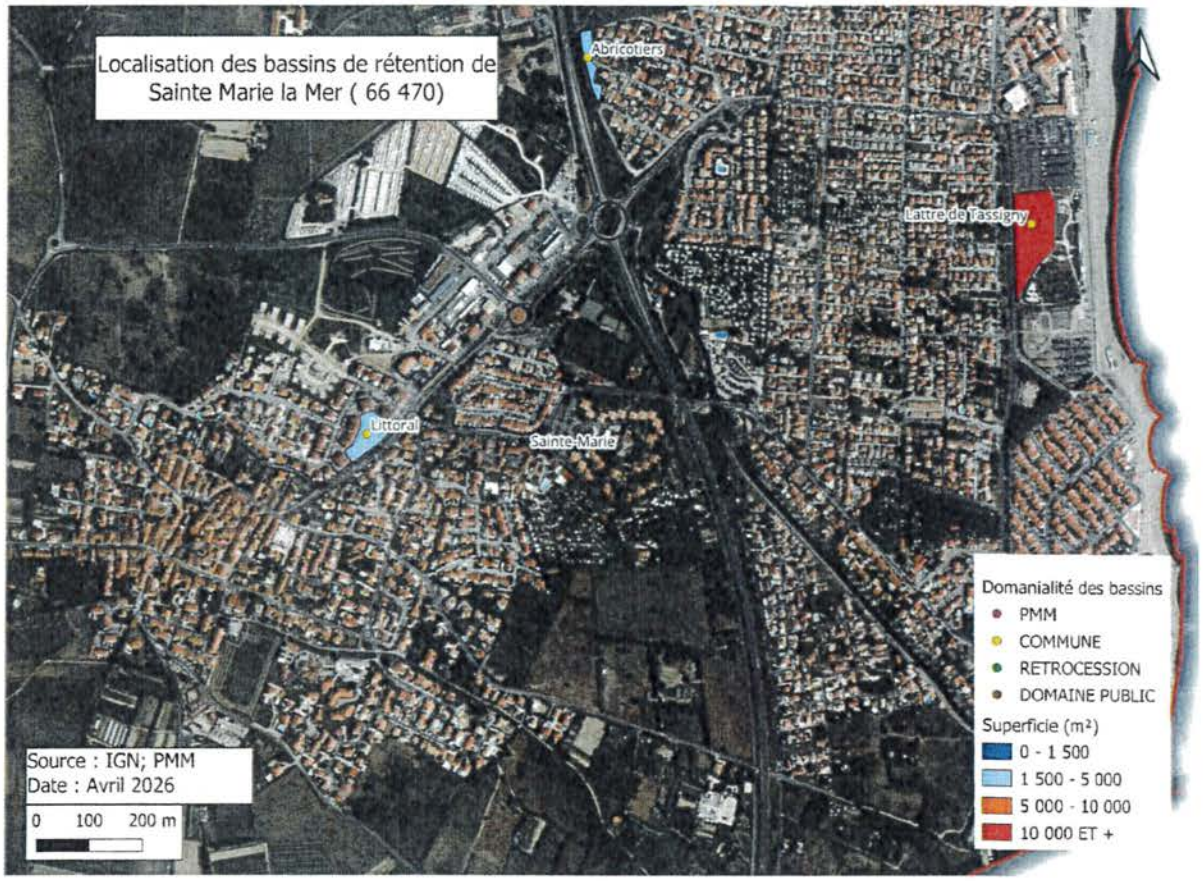
Edmond JORDA

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026133-DE

Annexe 1

Les bassins de rétention de SAINTE MARIE LA MER

- **Localisation**



- **Les surfaces des bassins de rétention**

Nom Commune	Nom bassin	Localisation	N° Parcelle	Propriétaire	Surface (en m²)
Sainte Marie la Mer	Littoral	Avenue du Littoral	AB 0202	Commune de Sainte Marie la Mer	3 200
	Abricotiers	Rue des Abricotiers	AH 0043 AH 0045 AH 0046	Commune de Sainte Marie la Mer	1 900
	Lattre de Tassigny	Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny	AL 0468	Commune de Sainte Marie la Mer	10 900
Total	3				16 000

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026133-DE

Annexe 2

Traduction comptable de la MAD au Procès-verbal constatant la mise à disposition des biens de la commune de SAINTE MARIE LA MER à la Communauté Urbaine Perpignan Méditerranée Métropole

Compte	N° INVENTAIRE	DÉSIGNATION DU BIEN	DATE ACQUISITION	DURÉE AMORTISSEMENT	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ANTERIEURS REALISES		VALEUR NETTE
								-
								-
								-
21xx Resultat total					-			-
				TOTAL	-			-

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026134-DE

République Française

SAINTE MARIE LA MER

Extrait de délibération du Conseil Municipal
Commune de SAINTE MARIE LA MER (66470)

Séance du lundi 21 septembre 2026

Nombre de conseillers	En exercice	Présents	Procurations	Absents
	27	26	01	00

L'an deux mille vingt-six, le lundi vingt-et-un septembre à dix-huit heures trente, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de Sainte Marie la Mer, dûment convoqué, en session ordinaire, Salle du Conseil Municipal à la Médiathèque « Victor Hugo », sous la présidence de Monsieur Edmond JORDA, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 septembre 2026.

PRESENTS : Edmond JORDA, Christine MEYA, Alexandre LECAT, Paule BOBO-SENYORICH, Nicolas FIGUERES, France LEROY-PERALS, Alexandre TABARY, Jean-Louis BONNES, Jean-Louis BOLTE, Michelle PLANEILLES, Michel VILA, Éric PLANES, Pierre FERNANDEZ, Sophie ROCHE, Cyril DANJOU, Chrystelle FONT, Isabelle MARTINEZ, Sonia CLASTRIER, David ALDA, Angélique BOUCHARD, Julien TRESSENS, Laurence SOURRIBES, Marie VALETTE, Dimitri PIACENTINI, Manuela DESABLIN, Christophe MARTY,

ABSENTS : Néant,

PROCURATIONS : Odile LOOBUYCK-TETART donne procuration à Christine MEYA,

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Laurence SOURRIBES,

Délibération n° DL-DGS-2026-134

Approbation du rapport annuel 2025 de la Société Publique Locale « SILLAGES »

Rapporteur : Nicolas FIGUERES

Le rapporteur :

INFORME pour rappel, que M. Nicolas FIGUERES a été désigné en qualité de représentant de la Commune au Conseil d'administration de la Société Publique Locale « SILLAGES », par délibération en date du 7 avril 2026 ;

Envoyé en préfecture le 25/09/2026
Reçu en préfecture le 25/09/2026
Publié le
ID : 066-216601823-20260921-DLDGS2026134-DE

PRECISE que conformément aux dispositions du 14ème alinéa de l'article L. 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par l'article 210 de la loi 3DS n°2022-217 du 21 février 2022, les représentants des collectivités au sein des entreprises publiques locales doivent faire un rapport annuel à leur collectivité. Le Décret n°2022-1406 du 4 novembre 2022 précisant le contenu du rapport est entré en vigueur le 1er janvier 2023 ;

INDIQUE que ce rapport annuel 2025 de la SPL SILLAGES joint à la présente délibération est destiné à être présenté dans les assemblées délibérantes des collectivités territoriales actionnaires, afin qu'elles puissent en prendre acte par délibération ;

EXPOSE à l'Assemblée qu'il y a lieu de procéder à l'approbation du rapport annuel 2025 de la Société Publique Locale « SILLAGES » ;

En conséquence, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, par 27 voix POUR :

- **PREND ACTE** du rapport annuel 2025, de la Société Publique Locale « SILLAGES », tel que joint à la présente délibération ;
- **AUTORISE** le Maire, à prendre tout acte utile en la matière ;
- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet, publiée et affichée conformément aux règlements en vigueur.

AINSI DÉLIBÉRÉ LES JOURS, MOIS ET AN SUSDITS
AU REGISTRE FIGURENT LES SIGNATURES POUR COPIE CONFORME

Résultat du vote :
Adopté à l'unanimité

- POUR : 27
- CONTRE : 0
- ABSTENTION : 0

MAIRIE DE SAINTE MARIE LA MER * 66470 (Pyr.-Or.) *

Edmond JORDA
Maire de Sainte Marie la Mer

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. La présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de MONTPELLIER. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr"

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE

Sillages

CANET-EN-ROUSSILLON

RAPPORT ANNUEL 2025

Rapport annuel du Directeur Général mandataire

Les représentants des collectivités au sein des entreprises publiques locales doivent faire un rapport annuel à leur collectivité, ainsi que le prévoient les dispositions du 14e alinéa de l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales, modifié par l'article 210 de la loi 3DS n° 2022-217 du 21 février 2022. Le Décret n° 2022-1406 du 4 novembre 2022 précisant le contenu du rapport est entré en vigueur le 1er janvier 2023.

Ce rapport annuel 2025 de la SPL SILLAGES est destiné à être présenté dans les assemblées délibérantes des collectivités territoriales actionnaires afin qu'elles puissent en prendre acte par délibération. Il comprend les informations rappelées à l'Article 1er du Décret n° 2022-1406 du 4 novembre 2022, relatif au contenu du rapport du mandataire prévu par l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales, complété par l'article D. 1524-7.

Pour donner suite à la présentation des « Rapport de Gestion » et « Rapport du Commissaire comptes », Valérie LOCTIN, Directeur Général et mandataire social de la SPL, fait la lecture du rapport annuel 2025 devant l'assemblée délibérante avant transmission aux collectivités actionnaires.

1. PRESENTATION DE LA SPL SILLAGES

. Historique

La SCEREM, Société Canet En Roussillon Economie Mixte, a été créée le 9 juillet 1986. Il a été formé entre les Collectivités Territoriales actionnaires, une Société Publique Locale {SPL), issue de la transformation de la Société d'économie mixte SCEREM, dont les statuts ont été approuvés lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 septembre 2011.

Cette SPL est régie par les dispositions du Code de Commerce relatives aux Sociétés Anonymes, sous réserve de celles de son article L. 22S-1 du Code de commerce, par l'article L. 1531-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, par les dispositions du titre II du livre 5 de la première partie du Code Général des Collectivités Territoriales et par ses statuts.

. Objet social & domaines d'activité

La Société peut dans le cadre de l'article L1531-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose « *ces Sociétés sont compétentes pour réaliser des opérations d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, des opérations de construction ou pour exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial ou toutes autres activités d'intérêt général* » :

. Mener toutes actions d'aménagement, et pour ce faire, procéder à toute acquisition, location, vente, concession d'usage ou mise à disposition des terrains et immeubles réaménagés ou construits par elle ;
. Réaliser la construction d'immeubles et équipements publics ;
. Exercer toutes activités de gestion déléguée de services industriels et commerciaux, particulièrement s'agissant d'espaces équipements et activités portuaires ;
. La Société peut, d'une façon générale, procéder à l'étude et à la mise en œuvre de toute opération d'aménagement, construction ou gestion liée aux actions ci-dessus, ainsi que réaliser ou participer à la réalisation de toute étude ou opération de même nature favorisant directement ou indirectement les missions ci-dessus.
. Elle peut se voir confier les délégations de services publics de gestion rendues nécessaires par son activité.
. Plus généralement, elle peut accomplir toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, dans le respect des lois régissant lesdites opérations.
. La Société exerce les activités visées ci-dessus exclusivement pour le compte de ses actionnaires, et sur le territoire des Collectivités Territoriales actionnaires.

. Siège social

Le siège social a été fixé à CANET-EN-ROUSSILLON (66140) Capitainerie du Port - BP 210, du ressort du Tribunal de Commerce de PERPIGNAN (66000), lieu de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés sous le N° 338 158 405.

. Durée

La durée de la Société reste fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

. Capital social

Le capital social, intégralement libéré, s'élève à la somme de DEUX CENT SOIXANTE MILLE CENT EUROS (260 100 euros).
Il est divisé en MILLE SEPT-CENTS (1 700) actions de CENT CINQUANTE TROIS (153) euros chacune, toutes de même catégorie, détenues exclusivement par des Collectivités Territoriales ou groupements de Collectivités Territoriales, correspondant à la souscription de la totalité des actions, et représentant les apports en espèces composant le capital social réparti comme suit :

Actionnaires	**Actions**	**Capital**
CANET-EN-ROUSSILLON	1460	223 380.00 €
PERPIGNAN MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE	200	30 600.00 €
SAINTE-MARIE LA MER	20	3 060.00 €
SAINT-NAZAIRE	10	1 530.00 €
VILLELONGUE-DE-LA SALANQUE	10	1 530.00 €
TOTAL GENERAL ACTIONNAIRES	*1700*	*260 100.00 €*

Plus de la moitié des actions devra toujours être détenu par la Commune de Canet-en-Roussillon.

. Administration & contrôle de la société

. Stéphane LODA : Président du Conseil d'Administration de la SPL SILLAGES, Maire de Canet-en-Roussillon,
. Marc BENASSIS : Administrateur SPL SILLAGES, Adjoint au Maire Canet-en-Roussillon,
. Jean-Marie PORTES : Administrateur SPL SILLAGES, Conseiller Municipal Canet-en-Roussillon,
. Cathy GAY : Administrateur SPL SILLAGES, Adjoint au Maire Canet-en-Roussillon,
. Pierre MERICO : Administrateur SPL SILLAGES, Adjoint au Maire Canet-en-Roussillon,
. Max TIBAX : Administrateur SPL SILLAGES, Conseiller Municipal Canet-en-Roussillon,
. Julien ARPAILLANGE : Administrateur SPL SILLAGES, Conseiller Municipal Canet-en-Roussillon,
. Cédric LAURENS : Administrateur SPL SILLAGES, Conseiller Municipal Canet-en-Roussillon,
. Robert VILA : Administrateur SPL SILLAGES représentant Perpignan Méditerranée Métropole, Maire de Saint Estève, Président de Perpignan Méditerranée Métropole,
. Edmond JORDA : Administrateur SPL SILLAGES représentant Perpignan Méditerranée Métropole, Maire de Sainte-Marie-la-Mer, Conseiller Communautaire Perpignan Méditerranée Métropole,
. Nicolas FIGUERES Administrateur SPL SILLAGES représentant la Ville de Sainte-Marie-la-Mer, Adjoint au Maire Sainte-Marie-la-Mer
. Rodolphe LAFFONT Administrateur SPL SILLAGES représentant la Ville de Saint-Nazaire, Conseiller Municipal Saint-Nazaire,
. Quentin GIRAUDON Administrateur SPL SILLAGES représentant la Ville de Villelongue de la Salanque, Conseiller Municipal Villelongue de la Salanque.
. Valérie LOCTIN : Directeur Général mandataire

. Composition de l'actionnariat de la SPL (inchangé depuis 2011)

NOMS ET ADRESSE	MONTANT SOUSCRIT	MONTANT LIBÉRÉ	NOMBRE D'ACTIONS
VILLE DE CANET-EN-ROUSSILLON PLACE SAINT JACQUES 66140 CANET EN ROUSSILLON	223 380 €	223 380 €	1 460
COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION PERPIGNAN MÉDITERRANEE MÉTROPOLE 11 BOULEVARD SAINT ASSISCLE 66000 PERPIGNAN	30 600 €	30 600 €	200
VILLE DE SAINTE-MAIRIE-LA-MER PLACE DE LA MAIRIE 66470 SAINTE-MARIE-LA-MER	3 060 €	3 060 €	20
VILLE DE SAINT-NAZAIRE PLACE DE LA RÉPUBLIQUE 66570 SAINT-NAZAIRE	1 530 €	1 530 €	10
VILLE DE VILLELONGUE DE LA SALANQUE 22 AVENUE LITTORAL 66410 VILLELONGUE DE LA SALANQUE	1 530 €	1 530 €	10
TOTAUX	**270 100 €**	**260 100 €**	**1 700**

. Missions de l'Entreprise Publique Locale :

La Ville de Canet en Roussillon a délégué à la SPL SILLAGES :

- ➢ L'exploitation, la gestion et l'entretien des biens, installations, ouvrages, et équipements :
  - Du Port de plaisance et du Domaine Public Portuaire communal,
  - Des parcs publics de stationnement,
  - De la construction et de l'exploitation de l'établissement touristique Oniria,
- ➢ Des opérations d'aménagement :
  - ZAC des Régals (convention d'aménagement),
  - MediCanet 1 & 2 (contrat particulier)

. Organisation des réunions statutaires de la SPL sur l'année, avec participation effective de l'élu et bilan de gouvernance :

- Comité de Direction (hebdomadaire)
- Conseils d'Administration (cinq)
- Assemblée Générale Ordinaire Annuelle (une)

. Modalité d'exercice du contrôle analogue :

- Comité Engagement
- Comité Social Economique (CSE)
- Comité de Pilotage (COPIL)

. Modification des statuts sur l'année :

Aucune.

. Modification du Kbis sur l'année :

En date du 19 octobre 2025, mise à jour de l'extrait d'immatriculation principale au Registre du Commerce et des Sociétés indiquant Stéphane Loda, Président du Conseil d'Administration et Valérie Loctin, Directeur Général.

. Nombre de salariés

En 2025, la SPL SILLAGES est dotée d'un effectif de 76,42 personnes (effectif moyen annuel) dont 66 en CDI (vs 64 en 2024, puisque 2 CDD sont passés en CDI au cours de l'année).

. État des conventions autorisées en cours

- La convention Cadre de Mandat avec ses avenants 1 et 2 du Pôle Nautique de Canet en Roussillon portant sur les études, la commercialisation, réalisation et gestion financière signés entre PMCA et la SCEREM devenue SPL SILLAGES
- La convention tripartite avec son avenant 1 entre la Ville de Canet-en-Roussillon, Perpignan Méditerranée Communauté d'Agglomération et la Société Canet-En-Roussillon Economie Mixte (SCEREM) devenue Société Publique Locale SILLAGES fixant les modalités de partage des recettes d'exploitation des ouvrages portuaires
- Les conventions de Délégation de Services Publics avec la Ville de Canet portant sur :
    - ❖ L'exploitation du port signée le 1er janvier 2013
    - ❖ L'exploitation des parcs de stationnement signée le 10 juin 2013
- La convention relative à l'encadrement des relations entre la Commune de Canet en Roussillon et la SPL SILLAGES en vue de la réalisation du projet « Pôle Santé » signée le 19 décembre 2013.
- Le 5 février 2014, a été signée la convention de Délégation de Service Public pour la construction, la gestion et l'exploitation du futur aquarium.
- Le 26 juillet 2016, a été signé le contrat de concession d'aménagement pour la ZAC des REGALS entre la Ville et la SPL SILLAGES ayant pour vocation l'aménagement d'un nouveau quartier d'habitat sur le territoire communal
- Le 5 décembre 2016, a été signée la convention de Délégation de Service Public pour la construction, la gestion et l'exploitation du futur aquarium, et prévoit dans son article 4 que la commune consentira à la SPL délégataire des droits réels sur l'ouvrage construit pendant la durée de la convention, et qu'ainsi, la SPL sera en mesure notamment de l'hypothéquer pour garantir les emprunts contractés en vue de la réalisation. Le montant global de l'opération a été financé au moyen d'une subvention de 1.00.000 euros par la région et un fonds de concours de 1.000.000 euros par PMM, et financés par emprunt de 12.600.000 euros soit par un tiers par chaque banque, le CREDIT AGRICOLE, la CAISSE DES DEPOTS et la BANQUE POPULAIRE avec une garantie ville à hauteur de 50 % soit 6.300.000 euros.
- Le 14 février 2017, a été signé l'avenant n° 1 à la convention de délégation de service public par laquelle la Ville confie à la SPL SILLAGES la construction et l'exploitation d'un établissement touristique ayant pour objet de définir les relations financières entre les parties en cas de déséquilibre financier du service délégué
- Le 1er janvier 2018, l'avenant n° 1 à la convention entre Perpignan Méditerranée Communauté Urbaine, la commune de Canet-en-Roussillon et la Société Publique Locale SILLAGES fixant les modalités de partage des recettes d'exploitation des ouvrages

- Le 17 mai 2018, l'avenant n°1 à la convention de Délégation de Service Public des parcs de stationnement mettant en place la mission de perception des forfaits post stationnement
- Le 3 décembre 2020, l'avenant n°2 à la convention de Délégation de Service Public du port de plaisance excluant les digues d'entrée du port des biens mis à disposition du délégataire
- Le 10 août 2022, l'avenant n°3 à la convention de Délégation de Service Public du port de plaisance mettant en place une redevance en contrepartie de la mise à disposition des biens, installations, ouvrages et équipements basée sur leur valeur locative
- Le 10 août 2022, l'avenant n°2 à la convention de Délégation de Service Public des parcs de stationnement mettant en place une redevance en contrepartie de la mise à disposition des biens, installations, ouvrages et équipements basée sur leur valeur locative.
- Le 6 février 2023, l'avenant n°4 à la convention de Délégation de Service Public du port de plaisance mettant à disposition de la SPL SILLAGES l'intégralité du bâtiment regroupant la capitainerie et la salle de l'Écoute du Port et le remboursement de la taxe foncière au bénéfice de la Ville.
- Le 6 février 2023, l'avenant n°3 à la convention de Délégation de Service Public des parcs de stationnement mettant en place le remboursement de la taxe foncière au bénéfice de la Ville.
- Le 5 octobre 2023, l'avenant n°4 à la convention de Délégation de Service Public des parcs de stationnement mettant en place les modalités de la redevance (part fixe et variable) versée par la SPL SILLAGES à la Ville en contrepartie de l'exploitation des parcs publics de stationnement.
- Le 3 juillet 2024, l'avenant 2 de la convention entre la communauté urbaine Perpignan Méditerranée Métropole, la commune de Canet-en-Roussillon et la SPL Sillages, fixant les modalités de partage des recettes d'exploitation des ouvrages portuaires.
- Le 26 novembre 2024, la convention de modalités de paiement entre la commune de Canet-en-Roussillon, la SPL Sillages et la communauté urbaine Perpignan Méditerranée Métropole pour la participation aux travaux de réalisation d'un équipement excédant les besoins de l'opération ZAC « Les Régals 1 (poste de relevage des eaux usées).

. État des relations contractuelles et flux financiers entre la SPL et la collectivité :

Se sont poursuivies, au cours de l'exercice, les conventions antérieurement autorisées.

Se sont ajoutées au cours de l'exercice :

- Le 21 juillet 2025, l'avenant n°5 à la convention de Délégation de Service Public du port de plaisance mettant à disposition de la SPL SILLAGES le bâtiment et les terrains destinés à accueillir le Yacht Club Jacques Coupet, les ateliers portuaires et le port à sec
- Le 15 octobre 2025, la convention de transfert de charges pour le remboursement des annuités et frais de portage des parcelles comprises dans le périmètre de la ZAC « Les Régals 1 ».

. Engagements de la collectivité en termes de garanties d'emprunt et d'avances en comptes courants :

Aucun

. Situation financière de la société à la fin de l'exercice

Le résultat comptable global de la SPL s'établit à 524 484 € (cinq cent vingt-quatre mille quatre cent quatre-vingt-quatre euros) pour l'exercice 2025.

Éléments de rentabilité	31/12/2025	31/12/2024
Chiffres d'affaires Activités	13 968 258	14 957 395
Marge globale	10 433 774	11 038 401
Valeur ajoutée	7 315 494	7 951 586
Excédent brut d'exploitation	2 235 678	3 003 230
Résultat d'exploitation	394 066	759 298
Résultat courant	365 003	450 986
Résultat net	524 484	464 253

□
□

Éléments financiers	31/12/2025	31/12/2024
Capacité d'autofinancement	1 016 176	1 677 224
Fonds de roulement	5 221 673	4 999 775
Besoin en fonds de roulement Excédent fonds de roulement	5 249 173	5 320 540
Trésorerie	- 27 500	-320 764
Distribution de dividendes au cours de l'ex.	0	0
Prélèvements de l'exploitant au cours de l'ex.	0	0

. Chiffre d'affaires & répartition par secteur d'activité :

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, le chiffre d'affaires de la SPL SILLAGES s'est élevé à 13 968 258 euros (contre 14 957 395 euros l'exercice précédent) :

. DSP Port (*horodateurs Port inclus*)
CA 2025 : 5 359 389 € (vs 5 411 006 € en 2024)

. DSP Parcs publics de stationnement (*hors horodateurs Port*)
CA 2025 : 877 790 € (vs 855 841€ en 2024)

. DSP Aquarium Oniria
CA 2025 : 4 531 477 € (vs 4 397 424 € en 2024)

. Opérations d'aménagement
CA 2025 : 3 193 832 € (dont 3 193 832 € pour Régals et 0 € pour Médicanet) vs 4 280 153 € en 2024 (dont 4 280 153 € pour Régals et 0 € pour Médicanet)

. Éléments stratégiques marquants de la SPL sur l'année 2025 :

. Pour l'ensemble de la SPL :

- Baisse du chiffre d'affaires (-6,6%) liée à des décalages de signatures de macro-lots sur les Régals
- Hausse du résultat et du taux de marge globale (+7,9%)
- Hausse des chiffres d'affaires des DSP Parcs et Aquarium Oniria
- Stabilité du chiffre d'affaires de la DSP Port
- Amélioration de la trésorerie
- Maîtrise des charges de fonctionnement et des charges externes
- Dans le cadre du contrôle fiscal portant sur les exercices 2023 et 2024, des corrections ont été apportées au mode de calcul de la TVA sur marge de l'opération des Régals et à la valorisation des stocks, entraînant des charges et produits exceptionnels sur l'exercice 2025
- Hausse des impôts et taxes
- Baisse des intérêts d'emprunts
- Hausse des assurances
- Dans le cadre de la loi 3DS, séparation avec la commune de Canet-en-Roussillon en termes de téléphonie et réseaux entraînant l'autonomie totale de la SPL SILLAGES avec la mise en place de ses propres outils de téléphonie, serveurs et réseaux.
- Nouvelle mission d'expertise-comptable confiée au Cabinet Actif Conseil

. Ressources Humaines :

- Maîtrise des charges de personnel avec légère hausse de 2,8%, en raison d'indemnités de licenciement de l'ancien directeur du port et de trois départs à la retraite, compensée par le remboursement d'un trop versé à l'URSSAF
- Stabilité des effectifs avec 2 agents CDD recrutés en CDI.
- Licenciement de l'ancienne DAF, entraînant une mission de plusieurs mois d'un DAF de transition, puis le recrutement au 1er juin du nouveau Directeur Administratif et Financier
- Recrutement au 1er juillet d'une Conservatrice adjointe de l'Aquarium suite au départ à la retraite du chef de service adjoint
- Légère baisse de la participation versée aux salariés
- Développement des formations offertes au personnel salarié
- Désignation par le Comité Social Economique d'un nouveau secrétaire suite au départ à la retraite du précédent

. Port de plaisance :

- Obtention de la certification « Ports Propres » du port de Canet par l'AFNOR
- Nombreux travaux dont la plupart en régie, dont le renouvellement du ponton E, de nouveaux parkings à vélos, la sécurisation du quai Q, la mise en place d'une station météo connectée, installation d'une deuxième laverie automatique
- Début des travaux de construction de projets structurants : unité de recyclage et de traitement des eaux de pluie et de carénage, yacht club Jacques Coupet, études préalables à l'extension de l'aire technique
- Hausse des opérations sur l'aire technique (+7% de l'élévateur 50T, +26,7% de l'élévateur 200T) avec des périodes de saturation
- Légère reprise de la navigation côtière
- Baisse d'activité du Quai les Loisirs (avec un seul lot de jet-skis au lieu de deux)
- Augmentation des paiements en ligne et hausse des FPS pour les horodateurs du parking de la DSP Port

. Pour l'Aquarium Oniria

- Confirmation de notre position de 1er établissement touristique payant du département
- Année record en termes de fréquentation et de chiffre d'affaires (plus de 300 000 visiteurs sur l'année)
- Augmentation du visitorat catalan
- Amélioration du visitorat sur les ailes de saison
- Performance de la boutique entraînant une hausse du CA de +7%
- Lancement de l'appel d'offres, choix du groupement mandataire, définition et création stratégique du projet de nouvelle salle immersive
- Obtention du label « Tourisme & Handicap »
- Création de nouveaux bureaux pour le service commercial et marketing
- Nombreux frais de conseils juridiques et d'experts dans le cadre de l'expertise judiciaire (litige Baudin Chateauneuf)

. Pour les parcs publics :

- Nombreux travaux dans les parkings
- Hausse des CA des parkings fermés (Méditerranée/marché et BFM)
- Légère diminution du Côte Vermeille impacté par la météo
- Maintien du tarif résident Canétois horodateurs à 3€/jour et hausse des inscrits
- Augmentation des paiements en ligne et légère baisse des FPS

. Pour l'Aménagement

- Fin de l'opération MediCanet, deux lots restent disponibles
- ZAC des Régals :
  - Suite de la commercialisation des 3 tranches de terrains à bâtir
  - Décalage de commercialisation des macro-lots par les constructeurs en raison du contexte économique défavorable et des intérêts d'emprunts

. États des rémunérations des élus membres du Conseil d'Administration et des dirigeants de la SPL, effectivement versées sur l'année après une délibération préalable de la collectivité :

- 21 060 euros, inférieur au montant maximal annuel brut fixé à 21 660 € pour le Président du Conseil d'Administration,
- 12 678 euros, inférieur au montant maximal brut fixé à 13 000 € pour le Directeur général mandataire social,
- 38 907 euros, inférieur au montant maximal annuel brut global fixé à 42 709 € pour l'ensemble des administrateurs canétois,

Soit un total de 72 645 € (soixante-douze mille six cent quarante-cinq euros) sur l'année 2025.

. Date de publication du Rapport de gestion et du Rapport du Commissaire aux Comptes

Les comptes de l'exercice 2025 de la SPL SILLAGES, l'affectation du résultat de l'exercice 2025, le rapport général du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice, le rapport général du Commissaire aux Comptes sur les conventions, le rapport annuel du mandataire, la rémunération d'activités du Président, du Directeur Général et des administrateurs représentant la commune de Canet-en-Roussillon, et les pouvoirs pour l'accomplissement des formalités sont présentés pour approbation lors de la séance de l'Assemblée Générale Annuelle Ordinaire de la SPL SILLAGES le 30 juin 2026.

. État des éventuels contrôles de la Chambre Régionale des Comptes en cours ou clôturés dans l'année

Aucun

. Rapports du délégataire

Les trois rapports du délégataire 2025 (DSP Port, DSP Parcs, DSP Aquarium Oniria) seront transmis à la Commune de Canet-en-Roussillon pour être présentés en Commission Consultative des Services Publics Locaux et en conseil municipal.

. Rapport annuel

Le présent rapport annuel de la SPL SILLAGES sera transmis pour être présenté dans les assemblées délibérantes des collectivités territoriales actionnaires (Perpignan Méditerranée Métropole, communes de Canet-en-Roussillon, Sainte-Marie-la-Mer, Saint-Nazaire et Villelongue de la Salanque) afin qu'elles puissent en prendre acte par délibération.

Rapport annuel établi et présenté le 30 juin 2026 par le Directeur Général en Assemblée Générale Ordinaire annuelle de la SPL Sillages.